

La Nouvelle Réglementation des Perturbations Radioélectriques

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 6 décembre 1935, à 14 heures.

PAR

M. ISORÉ

Président : M. SCELLE.

Assesseurs : M. MESTRE ;

M. LAFERRIERE.

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ



**La Nouvelle Réglementation
des Perturbations Radioélectriques**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**La
Nouvelle Réglementation
des
Perturbations
Radioélectriques**

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 6 décembre 1935, à 14 heures.

PAR

M. ISORÉ

Président : M. SCILLE.

Assesseurs : M. MESTRE ;
M. LAFERRIERE.



INTRODUCTION

a) LIBERTÉ D'UTILISATION DE L'ÉTHER

Le progrès élargit le champ des possibilités humaines ; il crée de nouvelles causes physiques de besoins et ces nouveaux besoins engendrent une réglementation ayant ses caractéristiques propres.

La science ne crée pas, à proprement parler, des milieux physiques nouveaux, mais elle découvre parfois un nouveau mode d'utilisation d'un milieu physique déjà connu.

L'homme primitif, chasseur, pasteur ou agriculteur, ne connaît que la terre dont il tire ses ressources ; lentement un ensemble de règles se crée relativement aux droits de l'occupant sur ce sol. Les droits réels prennent naissance et acquièrent leur physionomie propre ; les droits sur le fonds de terre pourront évoluer, mais ils garderont leurs caractéristiques stables. Le milieu physique terre, objet de rapports juridiques spéciaux, est né à la vie sociale.

Un second milieu physique : l'eau, est objet de rapports juridiques, nés de la navigation.

L'ensemble de ces règles de droit forme le code maritime dont l'esprit s'adapte au milieu.

L'aviation a rendu sensible l'existence d'un troisième

élément physique: l'air; il a fallu légiférer à nouveau. Les règles juridiques ainsi élaborées reflètent les règles maritimes, mais possèdent leur génie propre.

Qu'il s'agisse de l'un quelconque de ces milieux physiques, objets de droits: terre, mer ou air, on peut les caractériser aisément; on connaît leurs propriétés physiques, chimiques; on possède la certitude humaine, donc relative, de leur existence. A chaque mode d'utilisation de ces éléments physiques correspond un ensemble de règles homogènes qui s'adaptent particulièrement au milieu.

L'utilisation possible d'un quatrième élément physique: l'éther, est née récemment. Les hommes vont trouver là un nouveau champ de relations possibles, mais également une nouvelle source de conflits.

Avant d'examiner les règles de droit applicables à l'utilisation de l'éther, ne conviendrait-il pas de tenter la définition bien hasardeuse de celui-ci?

Einstein le définit ainsi: « L'espace vide dans lequel on peut figurer les champs de forces électromagnétiques ».

Cette définition géométrique est évidemment imagée; elle représente l'éther comme un gigantesque tableau noir, où il serait possible de figurer à la craie des lignes de forces; mais elle ne pourrait nous suffire, car elle n'embrasse pas la structure de notre élément.

L'éther, dit-on fréquemment, est un élément immatériel; lorsqu'il n'y a rien: ni terre, ni eau, ni air, il reste l'éther; le vide parfait correspond à celui pour lequel l'éther seul subsiste; les espaces interplanétaires sont le domaine de l'éther.

Il est peut-être assez naïf de conclure à l'immatérialité

de l'éther, comme n'étant aucun des éléments matériels connus tels que la terre, l'eau ou l'air ; au surplus, une telle définition est négative en ce sens qu'elle nous dit ce que n'est pas l'éther, mais ne nous renseigne nullement sur ce qu'il est.

L'air transmet à nos oreilles les vibrations sonores, relativement à faible fréquence. L'éther est le support des vibrations lumineuses et électromagnétiques.

Partant de cet axiome que tout transport d'énergie nécessite un transporteur, mais n'ayant trouvé aucun transporteur matériel pour la lumière et les ondes électromagnétiques, l'homme, par la force de son imagination, créa de toutes pièces l'éther.

Ce n'est pas définir que de mettre en évidence une propriété comme nous venons de le faire.

« Peu nous importe, dit Henri Poincaré (1), que l'éther existe réellement ; c'est l'affaire de métaphysiciens. L'essentiel pour nous, c'est que tout se passe comme s'il existait et que cette hypothèse est commode pour l'explication des phénomènes. Après tout, avons-nous d'autres raisons de croire à l'existence des objets matériels ? Ce n'est là aussi qu'une hypothèse commode ! seulement elle ne cessera jamais de l'être, tandis qu'un jour viendra sans doute où l'éther sera rejeté comme inutile. »

M. Bollecker (2), commentant ce passage, écrit : « C'est nous donner, en même temps qu'un peu de scepticisme scientifique, les meilleures raisons de nous servir de cette hypothèse commode ! »

Voilà le milieu, qui n'a peut-être d'existence que dans

(1) *La Science et l'Hypothèse.*

(2) *Droit privé de la Radiodiffusion.*

l'imagination humaine, que l'on se propose de régler, sur lequel on entend établir des droits, édicter des interdictions.

La non existence du milieu que l'on prétend régler n'enlèverait pas toute leur valeur aux textes, car l'objet de la réglementation est moins le milieu, que les rapports juridiques entre hommes lorsqu'ils s'exercent sur ce que nous croyons être l'éther.

La certitude de la non existence du milieu entraînerait simplement une modification de la nature de nos droits qui, au lieu d'être réels, deviendraient personnels.

Après ces essais vains de définir le milieu, voyons les manifestations d'activités humaines qui s'y produisent, et les droits que chacun prétend posséder sur l'éther.

Personne ne prétend exercer un droit absolu, privatif, véritable droit de propriété; tout au plus, prétend-on exercer un droit d'usage, ainsi que le fait remarquer M^e Fraipont (1):

« Le droit du récepteur de recevoir librement les ondes émises dans toute leur intégrité, se fonde sur l'usage qu'il a en commun avec tous les hommes, de l'éther à travers lequel voyagent les ondes. C'est à lui, qu'il soit connu ou non de l'émetteur, que les communications radiophoniques émises sont destinées, c'est à lui qu'est adressé le contenu de ces communications. »

M. le Procureur Général Petitcuénot (2), à l'audience de rentrée de la Coup d'appel de Besançon, le 2 octobre 1931, traitait dans son discours de « La T. S. F.

(1) FRAIPONT. — *De la protection des émissions radiophoniques au point de vue du droit civil*. R. J. I. R., 1930, p. 238.

(2) R. J. I. R., 1932, p. 67.

devant la loi », et il réclamait impérieusement la liberté de l'éther :

« L'éther, fluide échappant à la perception humaine, est par excellence une *res communis* qui par sa nature, comme milieu de propagation des ondes, ne peut faire l'objet d'une appropriation, soit commune, soit privée. »

Le perturbateur ne porte-t-il pas atteinte à cette liberté en rendant ce milieu inutilisable ?

L'éther est une voie de communication très fréquentée. Il serait possible de la comparer à un fleuve chinois où circulent les flottilles les plus hétéroclites, ou à quelque boulevard parisien à une heure d'affluence. Cette idée d'encombrement de l'éther par les ondes est très joliment rendue par MM. Belin et Tabouis (1).

« Il y a des ondes de tous ordres comme des véhicules de tous âges, et les ondes amorties, causes de troubles si graves dans l'éther, font figure des antiques « bus » ou « fiacres » dans les rues parisiennes. »

« Et cet encombrement dans l'éther des ondes qui s'y propagent et qui, elles, ne pouvant être encore qu'imparfaitement canalisées dans un sens unique, s'éparpillent concentriques en tous sens, entraîne des accrochages qui sont, en terme radioélectrique, « les interférences ».

L'œuvre de législation nationale et de réglementation internationale a justement consisté à mettre un peu d'ordre dans cet encombrement de l'éther, à supprimer ces troubles à la libre circulation que sont les perturbations radioélectriques.

(1) R. J. I. R., 1928, p. 182: *Des mesures administratives et juridiques pouvant être envisagées en vue de prévenir les interférences radioélectriques.*

Les essais infructueux de définir le milieu physique ne nous empêchent pas de préciser maintenant la nature des manifestations humaines que l'on entend protéger.

Les radiocommunications

Les radiocommunications sont des télécommunications réalisées à l'aide des ondes hertziennes ou électromagnétiques. Elles comprennent :

1° La transmission de signes et signaux de toute nature, ou radiotélégraphie ;

2° La transmission de sons, constituant la radiotéléphonie ;

3° La communication d'images, appelée radiotéléphotographie.

La protection étudiée n'intéresse pas également toutes les radiocommunications ; certaines sont assez peu sensibles aux perturbations, c'est le cas de la radiotélégraphie.

Certaines autres ne sont pas encore suffisamment entrées dans la pratique courante pour qu'une étude technique ait pu être faite et puisse présenter un intérêt, tel est le cas de la radiotéléphotographie.

Il s'agit donc de protéger surtout la radiotéléphonie contre les perturbations radioélectriques.

La radiotéléphonie comprend la radiodiffusion. L'émission n'est pas faite pour un récepteur particulier, mais elle est destinée à tous ceux qui veulent en profiter ; elle leur apportera des conférences, des concerts, tout un programme attrayant et instructif.

La radiodiffusion, puisque c'est elle qu'il s'agit de protéger, a une importance capitale. Son rôle éducatif

est comparable, en tout point, à celui de l'école; M. Saudemont (1) appréciait justement cette influence :

« La radiophonie présente un intérêt de premier ordre au point de vue instructif et artistique. A l'intérieur, elle doit être un instrument d'éducation des masses. A l'extérieur, elle a un rôle plus important de propagande à exercer. »

On n'a pas encore réalisé dans ce domaine toutes les possibilités de la radiophonie. En protégeant les réceptions contre les troubles parasites, ne lui donne-t-on pas la faculté de se développer sans entraves?

Chaque fois qu'un champ d'activité nouveau a été créé, il a fallu établir un ensemble de règles de droit spéciales.

Le droit aérien est issu du droit maritime, cependant des textes et une jurisprudence particulière lui donnent un caractère propre.

La radiodiffusion doit-elle avoir un droit propre, aussi distinct du droit civil ou du droit commercial que le droit de la propriété industrielle, celui des assurances ou les droits intellectuels?

On a tenté de lui appliquer les textes du droit civil, mais les tribunaux ont souvent marqué une certaine hésitation à le faire; en matière de perturbations radio-électriques la majorité des pays se sont prononcés, une réglementation spéciale s'imposait. Il fallait choisir entre une réglementation à caractère civil et une réglementation répressive. La forme répressive a prévalu.

Nous essaierons de dégager les divergences qui

(1) *Etude de quelques droits de l'Etat et des particuliers dans le domaine de la radiophonie*, 1927, p. 42.

peuvent exister entre ce droit pénal spécial et les principes répressifs généraux.

b) POSITION TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE DU PROBLÈME
DES PERTURBATIONS

Il n'est pas possible, en matière de radiodiffusion, de traiter séparément la question technique et la question juridique; elles sont liées intimement. Pour avoir ignoré le côté technique du problème, certains tribunaux n'ont pas su quel texte du code civil il convenait d'appliquer. Pour avoir négligé la question juridique, les rédacteurs des nouveaux textes ont établi une réglementation qui se heurtera à des impossibilités et qui sera difficilement applicable.

M. Cazals exprimait cette idée de la façon suivante (1) : « En matière de Radiodiffusion les principes techniques commandent étroitement l'organisation juridique du service. C'est qu'il est peu de services publics dont le caractère technique soit aussi accusé et où l'application scientifique exerce autant d'influence sur le fonctionnement du service ».

Pour ne pas encourir le reproche d'avoir méconnu cette vérité, il nous faut examiner la nature technique des phénomènes que nous entendons doter d'un statut juridique cohérent.

La radiodiffusion s'effectue au moyen d'ondes électromagnétiques produites par un poste émetteur.

(1) *Le Régime juridique de la Radiodiffusion.*

Si l'onde parvient telle qu'elle est émise au poste récepteur, la réception est pure; si, au contraire, d'autres phénomènes électriques viennent impressionner les organes du poste récepteur, la réception est troublée; cette perturbation peut être le résultat d'une « interférence » ou d'un brouillage appelé vulgairement « parasite ».

Le III^e Congrès Juridique International de Radio-diffusion (1) définit le brouillage de la façon suivante: « Le terme brouillage désigne toute perturbation d'origine électrique qui gêne une communication radio-phonique, tandis que le terme interférence est réservé à un brouillage particulier causé par une émission de fréquence voisine de celle qu'il s'agit de recevoir ».

Il faut préciser cette distinction, bien que souvent les textes juridiques commettent une confusion.

Lorsque l'on fait agir deux émissions sinusoïdales l'une sur l'autre, on dit qu'on les fait interférer, le phénomène résultant est un batttement. La notion ainsi précisée d'interférence n'est pas particulière aux ondes électromagnétiques, mais elle s'étend à tous les phénomènes d'allure sinusoïdale tels que transmission de vibrations lumineuses, de sons, etc...

En T. S. F. les ondes porteuses ou les harmoniques de ces ondes peuvent interférer entre elles et produire, dans certains cas, mathématiquement décelables, un batttement audible. C'est la nature du sifflement caractéristique des postes récepteurs à réaction (2).

Pour qu'il y ait interférence, il faut que les ampli-

(1) R. J. I. R., 1930, p. 237.

(2) Ceux-ci se comportent comme un poste émetteur de faible puissance.

tudes des émissions étant du même ordre de grandeur, la différence entre les valeurs absolues des fréquences donne une fréquence comprise entre 300 périodes et 10.000 périodes par seconde, c'est-à-dire une fréquence audible.

Pour éviter l'interférence, il convient donc d'assigner aux postes émetteurs des longueurs d'ondes qu'ils devront respecter, et d'obliger les postes récepteurs à n'émettre aucune oscillation.

Le problème des interférences a regu une solution internationale, chaque poste ayant été doté d'une longueur d'ondes propre avec une limite d'erreur bien déterminée.

En particulier la fixité de la longueur d'ondes est obtenue actuellement dans d'excellentes conditions au moyen d'oscillateurs à quartz maintenus à température constante.

L'interférence d'un poste récepteur à réaction avec une émission de radiodiffusion recevra une solution limitée au territoire national et fera l'objet de mesures spéciales.

On désigne sous le vocable « parasites », en radiophonie, tout bruit superposé aux sons dont la réception est recherchée.

Ces bruits sont dus à la captation par le récepteur, outre les ondes de la station émettrice, d'ondes analogues de fréquence audible ou non, produites par des phénomènes électriques intempestifs, d'origine industrielle ou naturelle.

Les groupes d'ondes parasites ainsi émises sont à des fréquences assez diverses pour qu'il puisse s'y

trouver une onde de la fréquence de celle que l'on désire capter.

Si le parasite avait une fréquence bien déterminée, et par conséquent, une longueur d'onde définie, son élimination serait aussi aisée que celle d'une émission voisine; une grande sélectivité du poste récepteur résoudrait le problème. Mais il n'en est pas ainsi.

Il convient d'examiner la nature des différents parasites susceptibles d'impressionner les postes récepteurs. Nous prendrons la classification donnée par M. Michel Adam (1).

Parasites atmosphériques et cosmiques:

Ces parasites sont dûs aux phénomènes électriques de l'atmosphère tels qu'orages, décharges électriques.

Mais ils prennent également naissance dans les phénomènes cosmiques: aurores polaires, perturbations astrales, taches solaires, charges statiques au lever et au coucher du soleil, phases lunaires.

« L'inconvénient primordial de ces parasites, dit M. Adam, est qu'ils excitent les collecteurs d'ondes par choc inductif sur leur longueur d'onde propre, produisant des oscillations qu'il est très difficile d'éliminer. »

2° Parasites industriels:

Les perturbations industrielles sont d'origines très diverses, mais elles prennent presque toutes naissances dans des étincelles ou des effluves produites par les appareils électriques.

Il ne faut pas croire que la production d'étincelles soit

(1) *Comment supprimer les parasites et les brouillages en T.S.F.*, p. 14.

le résultat d'une marche défectueuse, le fonctionnement normal de moteurs électriques, de sonnerie, de contacteurs, s'accompagne de faibles étincelles productrices d'émissions parasites.

C'est pour n'avoir pas compris ce fait que certains tribunaux ont appliqué la notion d'abus de droit, alors qu'il y avait usage normal de la chose.

Les installations électriques en mauvais état d'entretien produisent des étincelles beaucoup plus importantes. Il n'y a pas encore là usage abusif de la chose, il y a seulement usage négligent. La nuance est facile à saisir.

On distingue différentes sortes de perturbations industrielles :

a) *Les perturbations continues.* — Elles résultent du fonctionnement de certaines machines électriques animées d'un mouvement continu telles que les moteurs à collecteurs ou à bagues (à courant continu ou alternatif). Les perturbations émises sont en rapport direct avec l'état des surfaces en contacts : bagues, collecteurs, balais.

On peut y ajouter les harmoniques de denture :

b) *Les perturbations discontinues.* — Elles sont produites une fois pour toutes à l'établissement ou à la rupture d'un contact par des appareils tels que : éclateurs, contacteurs, disjoncteurs, interrupteurs ;

c) *Les perturbations complexes.* — Les perturbations complexes prennent naissance dans les appareils qui participent à la fois des deux catégories précédentes : c'est le cas des enseignes lumineuses, qui comprennent à la fois des moteurs électriques, des contacts haute tension, et des commutateurs.

Il conviendrait d'ajouter aux causes de perturbations, celles produites par les postes récepteurs de radiophonie eux-mêmes; ceux-ci peuvent fonctionner comme postes émetteurs à puissance très réduite, il est vrai, mais susceptibles, cependant de troubler les auditeurs d'un même immeuble ou d'immeubles voisins.

Les perturbations de cette catégorie sont beaucoup moins dangereuses que les autres, car elles ne sont sensibles que sur une seule longueur d'ondes, celle sur laquelle le poste récepteur est réglé; enfin il est possible de les réduire en supprimant la réaction sur le circuit antenne-terre.

Modes de propagation

Les émissions parasites se transmettent par des phénomènes d'ordre électromagnétique, électrostatique ou de conduction. D'une façon plus imagée, on dit qu'elles prennent appui et se propagent par l'éther, conception purement fictive du vide.

Les « parasites » peuvent se transmettre « directement » par l'éther à partir du point où ils sont produits, ils rayonnent dans toutes les directions. Ce genre de perturbations, transmises par rayonnement autour de l'émetteur devra être le premier l'objet d'une réglementation.

Les « parasites » peuvent également être transmis au récepteur par conduction le long des canalisations électriques d'alimentation.

Si le poste de T. S. F. récepteur perçoit les brouillages uniquement par le fait qu'il est relié au réseau, la réglementation ne devrait pas sévir contre le perturbateur, car il existe un mode de protection pour l'usager :

celui-ci consiste à supprimer la liaison entre l'appareil et le réseau ou à placer des filtres sur les fils d'amenée du courant au poste.

Mais il est peu fréquent que le brouillage se transmette uniquement par conduction, les perturbations sont captées par les fils conducteurs, acheminées jusqu'à un certain point, puis de là, transmises par rayonnement au poste récepteur.

Suivant le mode de propagation, la situation juridique est différente; s'agit-il de perturbations transmises par radiation directe? deux personnes juridiques sont en présence: le perturbateur et l'auditeur de radiophonie.

Les perturbations sont-elles transmises par un mode indirect empruntant les fils conducteurs d'un réseau de distribution électrique? trois personnes se trouvent en rapports juridiques: le perturbateur, l'amateur de T. S. F., et le trait d'union: le concessionnaire de distribution d'énergie électrique.

On saisit déjà comment sur ce point particulier, le phénomène technique régit les bases du problème juridique.

Deux questions d'ordre technique et économique restent à envisager: est-il techniquement possible d'organiser la protection et par quels moyens? Le prix des dispositifs n'est-il pas prohibitif?

Moyens techniques de lutte contre les perturbations radioélectriques

Il est impossible de prévoir une réglementation sans se demander si elle est techniquement applicable; une

législation peut tenir plus ou moins compte de lois psychologiques ou économiques, mais elle ne peut se heurter à une impossibilité technique; la législation française a évité soigneusement cet écueil, elle est l'œuvre de techniciens avertis.

La lutte contre les parasites doit débiter chez la victime de trouble; telle est la première idée venant à l'esprit; un industriel est libre d'utiliser un moteur électrique comme il l'entend, suivant l'usage normal de la chose, celui qu'une telle utilisation lèse devra se protéger lui-même, dira-t-on.

L'auditeur de radiophonie le peut-il?

Il n'est pas douteux qu'il peut prendre certaines précautions: une position judicieuse de l'antenne, une descente d'antenne munie d'un blindage, des filtres placés sur l'arrivée du courant d'alimentation seront certainement des mesures utiles, mais elles ne peuvent résoudre complètement le problème; elles affaiblissent la réception des parasites, mais ne la suppriment pas.

L'opinion du docteur Bredow est intéressante à rapporter (1):

« Il n'existe pas actuellement, et il est très peu probable que l'on puisse découvrir des dispositifs protecteurs simples et efficaces applicables aux récepteurs radio-électriques eux-mêmes propres à supprimer l'effet des parasites d'origine électrique sans compromettre la qualité de l'audition. La difficulté quasi insurmontable rencontrée tient en effet à la nature même des signaux à recevoir et des signaux parasitaires, qui ne permet pas des filtrages convenables. »

(1) Rapport présenté, en 1930, à la II^{me} Conférence mondiale de l'Energie.

On peut en conclure que l'auditeur de radiophonie peut prendre certaines précautions, mais qu'il ne possèdera jamais techniquement de remèdes absolus, et qu'il n'y aura pour lui aucune possibilité de se protéger efficacement.

Une réglementation sera sage d'obliger l'auditeur radiophoniste à prendre toutes les mesures propres à diminuer la sensibilité du poste aux parasites, mais le remède doit être appliqué à la source des troubles, puisqu'il n'est pas techniquement possible de l'appliquer ailleurs.

Procédé de suppression des perturbations à la source

M. Adam (1) donne pour chaque cas d'espèce le remède à appliquer.

Dans le cas d'enseignes lumineuses constituées par des tubes au néon, le remède envisagé est un grillage de fil de fer enveloppant partiellement le tube et l'isolant électriquement de la façade de la maison.

Le British Post Office, visant à assurer une protection plus complète, empêche la propagande des parasites par les canalisations du réseau; on place un blindage métallique sur les fils d'amenée, ils seront simplement mis sous tube métallique relié électriquement à la terre de place en place.

On peut placer un ou plusieurs condensateurs entre les bornes de la source du courant, le point milieu étant encore mis à la terre.

Chaque cas particulier comporte une solution consistant à placer judicieusement un ou plusieurs condensateurs dans une cage métallique (cage de Faraday) qui

(1) *Comment supprimer les parasites et les brouillages en T.S.F.*, p. 17.

empêche les perturbations de se propager à l'extérieur; (installations médicales utilisant des appareils haute fréquence, de diathermie par exemple).

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'avis d'un technicien éclairé: M. Adam (1):

« Au point de vue technique, la question est entièrement résolue. » « Il apparaît clairement, en effet, que, sauf dans certains cas particuliers assez rares, on arrive aisément à supprimer la perturbation industrielle au moyen de filtres simples et peu coûteux judicieusement placés. »

Une réglementation qui tiendra compte de ces remarques ne se heurtera pas à des impossibilités matérielles, puisqu'il suffira d'ajouter aux installations industrielles certains dispositifs pour les rendre inoffensives pour les radiophonistes voisins.

Il convient de préciser l'importance respective des sources de parasites.

Une statistique allemande a établi la provenance respective de ces parasites. L'examen de 125.000 cas de réceptions troublées en 1931 montre que 29 % des perturbations proviennent d'appareils médicaux à haute fréquence; 23 % d'appareils domestiques (aspirateurs, machines à coudre, etc...); 14 % sont provoquées par les auditeurs eux-mêmes (maniement de la réaction); les derniers 23 % sont imputables aux transports en commun et diverses autres causes.

(1) *Revue Générale d'Electricité*, 18 avril 1931.

Prix des dispositifs antiperturbateurs

Le législateur et le juge se sont toujours préoccupés des frais que pouvaient entraîner de telles modifications aux appareils existants.

Nous ne pouvons donner une solution définitive à cette question, et ce serait une prétention exagérée de vouloir le faire, mais on peut cependant fixer quelques chiffres, sujets d'ailleurs à révision; ces chiffres, nous les donnons avec beaucoup d'appréhension, mais ils ont l'avantage de préciser le débat.

Un particulier, possesseur d'une sonnerie électrique alimentée par un courant de voltage inférieur à 60 volts, pourra, en disposant un condensateur de vingt-cinq frs, supprimer les perturbations.

Un aspirateur de poussière sera rendu silencieux moyennant deux condensateurs d'un prix global de vingt-quatre francs.

Un ventilateur électrique nécessitera un condensateur de douze francs.

Une petite perceuse électrique à main sera munie d'un condensateur du prix de cinquante francs.

On voit par ces quelques exemples qu'il est possible, à peu de frais, de ne pas causer de gêne à ses voisins, à conditions que les dispositifs envisagés soient installés suivant les règles de l'art.

c) LES INTÉRÊTS EN PRÉSENCE

Les principaux intéressés sont évidemment les amateurs de ^{Mr}T. S. F. Ils demandent la suppression des « parasites » qui troublent les concerts. Nous avons montré qu'il ne leur était pas possible de se protéger complètement eux-mêmes, leurs intérêts doivent donc être examinés et discutés. Ce qu'ils défendent, ce sont leurs loisirs. Il ne faut pas exagérer le rôle que joue la radiophonie, car c'est d'elle seule qu'il s'agit en matière de perturbations radioélectriques.

Pour M^e Mellet, avocat aux Conseils (1), « les applications de la radiophonie ont, depuis sa découverte, reçu une extension considérable. La radiophonie est aujourd'hui utilisée pour la conduite et la direction des avions, des bateaux, pour la diffusion des prévisions météorologiques pour la propagande française à l'étranger et aux colonies, pour renseigner la Préfecture de Police sur les attroupements dans les rues au moyen des postes émetteurs posés sur des avions ou des voitures automobiles. Elle est également employée par des docteurs ayant besoin de sérum dans des cas urgents, par des parents qui donnent le signalement d'enfants égarés, etc. Bref, son champ d'application est immense. »

M^e Mellet défend une thèse, il est un polémiste et la valeur de son argumentation s'en ressent : il prête à la radiophonie certaines applications de la radiotélé-

(1) Consultation donnée à l'Association des Radio-Clubs du Centre, reproduite dans *Comment supprimer les parasites et les brouillages en T.S.SF.*, de Michel ADAM.

graphie telles que la conduite et la direction des avions et des bateaux; au surplus, ces messages s'adressent à des auditeurs suffisamment éloignés de toute source de perturbations, et sont hors du débat. Un texte de loi, une réglementation ne sauraient être applicables aux navires et aéronefs, car les seules perturbations qu'ils puissent percevoir sont produites par leurs propres installations de bord; c'est donc aux propriétaires d'aéronefs ou de bâtiments à prendre les mesures appropriées si les radiocommunications sont troublées.

La propagande française à l'étranger n'est nullement en cause lorsqu'il s'agit d'étudier une réglementation purement nationale des perturbations radioélectriques à la réception; d'ailleurs chaque pays ne protège sur son territoire que ses propres émissions et ne se préoccupe nullement de savoir si les émissions de propagande des pays étrangers sont troublées par des parasites.

Les réceptions radiophoniques qu'il s'agit de protéger sont donc d'intérêt très réduit; elles se bornent aux auditions de concerts, conférences, pièces de théâtre, informations de presse, bulletins météorologiques.

L'auditeur de T. S. F. défend ses loisirs, et c'est d'ailleurs un désir parfaitement légitime que celui de vouloir jouir paisiblement d'émissions dont il assume les frais.

Toute l'action sociale moderne tend à créer des loisirs à un nombre croissant de personnes, et à donner à ces personnes le goût d'utiliser leurs loisirs intelligemment afin d'élever leur niveau intellectuel.

Il n'est pas indispensable de soutenir que la radiophonie a une importance vitale pour en arriver à con-

clure que la cause de l'auditeur de T. S. F. est digne d'intérêt. Même réduite à la réalité, la thèse soutenue par M^e Mellet est parfaitement défendable.

Mais l'intérêt moral n'est pas seul en jeu ; certaines considérations économiques peuvent étayer la thèse des radiophonistes.

Il faut se pencher sur quelques chiffres. Les industries radioélectriques occupent un nombreux personnel.

Le bulletin mensuel de l'Union internationale de Radioélectricité (1) publie le nombre de postes récepteurs dans différents pays : la France possédait à fin novembre 1934, 1.730.248 postes récepteurs, ce qui correspond approximativement à un poste par 20 habitants. Mais ce chiffre, déjà élevé, peut encore être augmenté ; pour s'en rendre compte, il suffit de le rapprocher du chiffre de 6.142.921 postes récepteurs fonctionnant à la même date en Allemagne et de celui de 6.780.569 postes répartis en Grande-Bretagne ; nous pouvons nous rendre compte que le marché français est loin d'être saturé ; on peut évaluer au moins à 4.000.000 le nombre des postes qu'il est possible encore de lui faire absorber.

D'ailleurs, les possibilités d'absorption du marché français sont illustrées par deux chiffres : à fin décembre 1934 le nombre des postes récepteurs était de 1.755.948, et à fin juillet 1935 de 2.009.767.

L'augmentation du nombre de postes de fin novembre à fin juillet est donc de 270.519 unités.

Il convient cependant de remarquer que ces chiffres sont établis par le nombre des postes payant la taxe ; l'augmentation constatée n'indique pas que tous ces

(1) N° de janvier 1935, p. 5.

postes ont été fabriqués dans ce laps de temps, il faut défalquer de ce chiffre le nombre des postes qui existaient déjà sans être déclarés en vue du paiement de la taxe.

Ces chiffres suffisent à montrer l'importance des industries radioélectriques et leurs possibilités de développement.

Il y a un intérêt intellectuel et moral à protéger les auditeurs de radiophonie, mais l'intérêt économique commande aussi de veiller et d'aider au développement d'une telle industrie.

Nous allons maintenant arriver à l'examen d'intérêts qui semblent, à première vue, opposés aux premiers.

Les propriétaires d'installations électriques ont une autre conception : leurs intérêts, croit-on, les poussent à réclamer leur indépendance. Mais il faut se garder de dire qu'une réglementation lèse leurs intérêts ; les mesures qui leur sont imposées ne sont pas très onéreuses, nous l'avons montré ; de plus, les dispositifs préconisés réduisent notablement les étincelles aux contacts, la détérioration des installations sera donc moins rapide.

Il est évident cependant qu'une réglementation leur impose certaines charges pécuniaires, mais n'est-il pas possible d'envisager une juste répartition des frais, comme l'ont fait certaines législations étrangères ?

Il nous reste à envisager la position des réseaux de distribution d'énergie électrique. Aux Etats-Unis et en Allemagne, les Centrales électriques ont apporté une aide très efficace aux organismes qui ont mené la lutte contre les parasites ; donc une telle lutte n'allait pas contre leurs intérêts.

La raison de cette attitude, M. Raymond Braillard,

président du Comité technique de l'Union Internationale de Radiodiffusion, l'a très bien dégagée dans une note aux grands réseaux à haute tension :

« Chaque sans-filiste, dit-il, est un consommateur d'électricité dont les réseaux ont intérêt à conserver la clientèle ».

» Dans les campagnes, la radiodiffusion prolonge la veillée d'au moins une heure, ce qui augmente d'environ un tiers la consommation annuelle d'électricité pour l'éclairage, même si l'on néglige la consommation propre du récepteur. »

Nous avons donc quatre groupes d'intérêts en présence : les auditeurs de T. S. F., les propriétaires d'appareils électriques, les fabricants d'appareils de T. S. F., les producteurs d'énergie électrique ; il serait aisé de concilier les intérêts en présence, car ils ne sont pas antagonistes ; nous verrons que cet effort a été tenté, souvent avec succès, à l'étranger, mais qu'en France, on a surtout compté sur la contrainte légale.

d) PROBLÈMES ANALOGUES

Les perturbations radiophoniques ne sont pas les seuls phénomènes physiques causes de troubles à la propriété d'autrui. Les tribunaux eurent à se prononcer sur des cas très voisins du nôtre.

Les phénomènes physiques se propagent au loin, causant un trouble ignoré de leur auteur ; des actions judiciaires sont engagées pour obtenir réparation du préjudice subi.

Nous ne désirons pas nous attarder sur ce sujet, mais nous citerons les troubles dus aux trépidations des transports, les perturbations causées par les courants électriques dits « vagabonds », les phénomènes d'induction sur les lignes télégraphiques.

Il faut relever l'absence de connaissance du trouble par son auteur dans tous les cas d'espèces cités.

Trépidations dues aux transports. — Il n'y a généralement pas de difficulté à identifier l'auteur du trouble : c'est le passage de trains, tramways, autobus, camions ; s'il s'agit de transports en commun, on saura contre qui engager l'action en réparation du préjudice.

Les trépidations peuvent produire des tassements de terrains entraînant des lézardes dans les constructions.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé le 23 juillet 1897 (1) sur un cas d'espèce assez curieux :

M. d'Abbadie, membre de l'Institut de France, avait assigné devant le Conseil de Préfecture des Basses-Pyrénées la Cie des Chemins de fer du Midi, en réparation du dommage causé par le passage des trains qui gênait ses expériences sur l'étude des variations de la verticale. Le Conseil de Préfecture des Basses-Pyrénées débouta le savant de sa demande.

M. d'Abbadie présenta une requête au Conseil d'Etat, celui-ci la rejeta :

« Considérant que si les trépidations produites par le passage des trains sur la voie ferrée peuvent avoir pour conséquence, comme l'ont constaté les experts, de troubler la netteté des images observées sur le mercure de l'appareil construit par le requérant, la gêne que ce

(1) LEBON, 1897, p. 583.

dernier a pu éprouver ne saurait être considérée comme constituant un dommage de nature à ouvrir en sa faveur un droit à indemnité. »

La matière des trépidations est évidemment similaire à celle des perturbations radioélectriques, mais il est possible, du moins dans l'espèce examinée, d'atténuer beaucoup le trouble subi.

Nous allons maintenant examiner des troubles encore plus voisins de ceux produits par les parasites radio-phoniques.

Troubles magnétiques. — Un pavillon avait été installé à l'Observatoire du Mont-Gros, dans le but de se livrer à des recherches sur le magnétisme terrestre, à une époque où aucune des données de la science ne permettait d'envisager l'emploi possible de l'électricité pour la traction des tramways. Les essais ont été poursuivis sans aucun trouble pendant dix-huit années.

Une compagnie de tramways substituée, sans autorisation, dans le voisinage de l'Observatoire (à 600 mètres), la traction électrique à la traction à vapeur; le retour du courant se fait par les rails de roulement; le conducteur de retour n'étant que rudimentairement isolé du sol qui l'entoure, des courants dits « vagabonds » prennent naissance et créent un champ magnétique venant se composer avec le champ magnétique terrestre à l'entour du laboratoire, troublant ainsi les mesures.

Le Conseil d'Etat reconnaît, après le Conseil de Préfecture des Alpes-Maritimes, le bien fondé de la demande de dommages-intérêts de l'Observatoire (1).

(1) Arrêt du 10 janvier 1908. LEBON, 1908, p. 34.

La question des troubles magnétiques aurait pu se compliquer si, au lieu d'un seul perturbateur, il s'était présenté plusieurs personnes susceptibles de créer ces troubles; il aurait alors fallu déterminer la part de responsabilité de chacune d'elles.

Courants vagabonds. — Le propriétaire de bestiaux doit veiller soigneusement à ce qu'ils ne s'échappent pas et n'aillent causer des dégâts aux propriétés voisines; l'article 1385 le lui impose. L'usager du courant électrique doit se livrer à la même surveillance, qui est beaucoup plus délicate, car la fuite est invisible, on ne constate que les méfaits qu'elle provoque sur les masses métalliques se trouvant sur le chemin de ces courants « vagabonds ».

L'explication technique du phénomène peut être très simplifiée, du moins si l'on s'en tient au principe: les tramways, les chemins de fer à traction électrique utilisent des conducteurs d'amenée du courant tels que fil de trolley ou rail isolé; le retour s'effectue par les rails de roulement peu isolés du sol, l'intensité du courant de retour se divise en deux; une partie passe par les rails, l'autre par le sol. Si les rails, composés de divers tronçons, qu'il est possible de relier électriquement en les soudant ou en les réunissant par câble électrique, sont correctement installés, leur résistance électrique est très faible par rapport à celle de la terre environnante, tout le courant de retour passera par les rails.

Si, par suite d'accident (rupture de joint, par exemple), la résistance du rail croît, le courant de retour passera en majeure partie par le sol, d'où naissance de ce que l'on a appelé « courants vagabonds ».

Si dans le sol se trouvent des masses métalliques telles que tuyaux de gaz, câbles d'électricité, de télégraphie ou de téléphonie, celles-ci vont recueillir une partie notable de ces courants vagabonds, et vont les propager; il y aura électrolyse possible du métal aux points d'entrée et de sortie de ces courants, et attaque par corrosion.

Nous sommes exactement dans la même situation de fait et de droit que pour les émissions de perturbations radioélectriques; l'auteur du trouble ignore le dommage qu'il cause, rien ne l'avertit de ces fuites de courant, à moins qu'il ne se livre à des mesures de contrôle fréquentes.

La victime de ces phénomènes a parfois une certaine difficulté à identifier l'auteur responsable.

Les auteurs et victimes de ces corrosions électrolytiques par « courants vagabonds » sont des concessionnaires de services publics ou même l'Etat. De nombreux accords amiables sont intervenus pour réparer les dommages causés ou même souvent pour le prévenir; aussi les instances engagées sont-elles assez rares, cependant on peut en trouver quelques exemples.

Les compagnies perturbatrices sont toujours obligées de prendre à leurs frais les mesures de protection, quelle que soit la date des installations qui subissent la corrosion.

Divers arrêts du Conseil d'Etat ont reconnu la responsabilité des Compagnies de Tramways dont les « courants vagabonds » venaient détériorer des câbles de l'Administration des P. T. T. (1).

(1) Conseil d'Etat, 26 octobre 1921, LEBON, p. 880; 10 décembre 1924, LEBON, p. 1003; 16 juillet 1929, LEBON, p. 739; 19 juin 1930, LEBON, p. 630.

Les tribunaux administratifs faisaient application du décret-loi du 27 décembre 1851 ayant en vue la protection des lignes télégraphiques:

L'arrêt du Conseil d'Etat du 19 juin 1930 condamne la Compagnie des Tramways de Cherbourg en ce qui concerne certains des cas de corrosion constatés, mais il prononce différemment en ce qui concerne d'autres cas:

« Considérant que si les deux procès-verbaux dressés contre la Compagnie des Tramways de Cherbourg les 4 juin et 21 octobre 1920 constatant des érosions de nature électrolytique sur des câbles télégraphiques et téléphoniques de l'Etat posés dans le sous-sol de la rue Gambetta, la relation de cause à effet entre des courants électriques dérivés des rails du tramway et les érosions dont s'agit n'est pas établie par l'instruction et notamment par les recherches des experts; que, dans ces conditions, c'est à bon droit que le Conseil de Préfecture a décidé que les contraventions à l'article 2 du décret du 27 décembre 1851 et à l'article 24 de la loi du 15 juin 1906, concernant les câbles de la rue Gambetta, ne pouvaient être mises à la charge de la Compagnie des Tramways de Cherbourg. »

On se rend compte, par cette décision, de la difficulté qu'il y a en matière de corrosion par « courants vagabonds » à dresser des procès-verbaux établissant indiscutablement, l'infraction; la difficulté sera encore plus grande en matière de perturbations radioélectriques.

Un arrêt du Conseil d'Etat (1) déboute l'administra-

(1) LEBON, p. 165: arrêt du 25 février 1910.

tion des Postes et Télégraphes de sa demande contre la Compagnie des Tramways de Brest, celle-ci a été renvoyée des fins du procès-verbal dressé contre elle, car il n'était pas établi que les courants anormaux constatés sur le câble de l'Etat voisin des fils des tramways provinssent d'une perte de charge de ces fils excédant celle tolérée en moyenne par l'arrêté d'autorisation de circulation du courant délivré en exécution de la loi du 25 juin 1895, alors en vigueur.

Nous voyons que, sans avoir besoin de définir avec une exactitude toute scientifique le degré que devaient atteindre les troubles pour qu'il y ait contravention, on arrivait cependant à réprimer les atteintes portées à la bonne marche du service télégraphique ou téléphonique.

Le souci de précision que l'on a voulu apporter à définir la contravention en matière de perturbations radioélectriques ne nuira-t-il pas à la possibilité de répression?

Les difficultés pratiques rencontrées en cette matière vont faire leur apparition lorsque les agents des P. T. T. devront effectuer leurs constatations; ils rencontreront même une difficulté supplémentaire du fait qu'ils ne pourront pénétrer chez le perturbateur contre sa volonté.

Ces relations juridiques complexes, ayant les ondes pour lien de fait, sont appelées à se développer; la télévision entrera d'ici peu dans la pratique, on peut imaginer la complexité des problèmes que pourra soulever le transport industriel d'énergie électrique par sans fil. Mais n'anticipons pas, les difficultés présentes suffisent à nous occuper.

PREMIERE PARTIE

Historique de la lutte contre les Parasites

CHAPITRE PREMIER

ACTION DES GRANDS GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

Nous allons retracer brièvement l'historique des manifestations d'intérêt qu'a soulevé le problème des brouillages radiophoniques. Nous pourrons ensuite, lorsque nous étudierons la réglementation légale, nous demander si celle-ci cadre bien avec les préoccupations des différents intéressés.

Il pourrait sembler suprenant que la question des perturbations radioélectriques ne se soit pas posée en France avant 1930. Mais les perturbations ne gênent guère, dans la grosse majorité des cas, un service de télégraphie sans fil; si quelques signaux se trouvent brouillés, il est possible, cependant, de reconstituer le message et même, au besoin, de le faire répéter; aussi longtemps que les radiocommunications se sont bornées à la transmission par télégraphie sans fil, les brouillages n'avaient pas l'importance qu'ils ont en radiophonie.

Or, la radiophonie, en tant qu'elle sort du domaine du laboratoire, ne date que d'une quinzaine d'années. La première émission dans le monde eut lieu à East Pittsburg aux États-Unis, le 2 novembre 1920, à l'occasion de l'élection du Président Harding.

La première émission européenne fut réalisée le 25 no-

vembre 1921, lors du centenaire d'Ampère: le poste de Saint Assise fit entendre la *Marseillaise*.

A partir de 1923, le poste de la Tour Eiffel donna un journal parlé.

Les perturbations radioélectriques, lorsqu'elles viennent troubler une audition d'œuvres musicales, une causerie, une conférence, deviennent intolérables.

La question qui nous occupe est née du développement de la radiophonie et surtout de ses perfectionnement techniques.

La T. S. F. a un concurrent redoutable qui est son aîné de nombreuses années: le phonographe.

Le phonographe a quelque peu pâli aux débuts de la radiophonie; celle-ci apportait un procédé peu coûteux de reproduction, à domicile, d'œuvres musicales; le programme variait chaque jour au lieu d'être une constante répétition de disques déjà connus.

L'adaptation sur le phonographe d'un « pick up » a donné à celui-ci un regain de vogue; l'ensemble « pick up » permettait en effet d'obtenir une reproduction musicale parfaite, d'une fidélité et d'une pureté que la radiophonie n'atteignait pas.

De la rivalité entre le phonographe muni d'un « pick up » et la radiophonie, celle-ci retira un bénéfice appréciable considérable: la radiophonie dut améliorer la qualité de reproduction des sons. Mais alors les perturbations radioélectriques furent d'autant plus sensibles.

Une autre cause de l'importance prise par la question des parasites réside dans un progrès technique: l'alimentation directe des postes sur le secteur.

Les postes sont reliés au secteur électrique, merveil-

leuse antenne pour capter des parasites même au loin, et les transmettre aux postes, à moins de placer sur ceux-ci des filtres qui ne sont pas toujours efficaces.

En résumé la lutte contre les parasites n'est apparue qu'avec la naissance de la radiophonie et surtout avec ses progrès des dernières années.

Les constructeurs d'appareils devaient tout naturellement être les premiers à s'émouvoir des troubles apportés aux réceptions; les imperfections de l'audition étaient de nature à freiner les progrès de leur industrie naissante.

C'est ainsi que, le 7 avril 1924, la question des parasites fut mise à l'ordre du jour du Syndicat professionnel des Industries radioélectriques de France.

L'année suivante, le 26 juin 1925, M. Lucien Lévy présenta à la Commission technique de ce syndicat, une étude sur les perturbations dont un résumé fut adressé au Ministre du Commerce.

Le 20 janvier 1927, sous la présidence de M. Brenot, le Syndicat professionnel des Industries radioélectriques chargea certains membres de rédiger un rapport sur un brouillage déterminé.

M. Jean le Duc, vice-président du Syndicat, présenta, au début de 1928, un travail d'ensemble sur la question des parasites.

L'opinion publique ne pouvait rester indifférente à un tel mouvement.

Le 17 octobre 1931, s'ouvrit à Paris le premier Congrès de Défense contre les parasites, organisé par le Comité Central des Grandes Sociétés de T. S. F., et par la Confédération Nationale des Radio-Clubs, qui n'avait encore que quelques mois d'existence.

Les principaux intéressés y étaient représentés; les ministères des P. T. T. et des Travaux publics y avaient leurs délégués; la C. P. D. E. était représentée par M. Raymond; le Syndicat professionnel des Industries radioélectriques avait délégué M. Le Duc.

M^e Mellet, avocat aux Conseils, présidait:

M^e Homburg, avocat à la Cour d'Appel de Paris, exposa la situation juridique du problème. Les atteintes au droit d'écoute, qu'on ne saurait contester, pouvaient provenir de quasi-délits, d'abus de droit, ou de manquements aux relations du voisinage; quelques rares décisions de jurisprudence montraient l'application de ces principes par les tribunaux.

M. Le Duc, représentant du Syndicat professionnel des Industries radioélectriques et de l'Union des Syndicats de l'Électricité, montra que, pratiquement, l'élimination des perturbations ne se heurtait à de réelles difficultés que dans le cas où le dispositif antiperturbateur occasionnait une dépense élevée relativement à la valeur de l'installation perturbatrice.

Le Congrès adopta, à l'unanimité, un certain nombre de vœux (1).

Les congressistes réclamèrent, pour les auditeurs, le droit de siéger dans tous les comités, commissions, conférences où s'élaboraient les statuts nationaux et internationaux de la radiodiffusion.

L'expérience allemande influençait certainement les vœux du Congrès, lorsqu'il désira obtenir une suppression des perturbations radioélectriques par voie d'accords entre les intéressés.

(1) ADAM, p. 81.

L'origine des parasites industriels et le moyen de les combattre devraient être recherchés par les constructeurs, usagers de la T. S. F. et tous autres intéressés; telle fut la solution proposée quant aux bases techniques de la réglementation.

Une autre imitation du système allemand fut adoptée: l'Union des Syndicats de l'Electricité devrait imposer, pour les appareils électriques, une marque de qualité.

L'action contre les parasites serait menée par les associations d'auditeurs de T. S. F.

En cas de litige ou de contestation, il serait fait appel à l'arbitrage.

Le Congrès demanda l'intervention parlementaire, au moins symboliquement, en émettant le vœu que soit discuté le projet de loi déposé par MM. Raoul Aubaud, et Jammy Schmidt.

A la suite du Congrès tenu à Paris en octobre 1931, un Comité permanent d'action technique et juridique contre les parasites, fut créé sous la présidence de M^e Mellet, avocat aux Conseils.

Ce Comité s'assura du concours du Comité Central des Sociétés de T. S. F. et de la Confédération Nationale des Radio-Clubs.

Le Congrès d'octobre 1931 ne devait pas être une manifestation isolée; des congrès semblables furent tenus presque chaque année.

Le deuxième Congrès contre les parasites eut lieu à Paris du 25 au 27 novembre 1932 (1).

Il émit des vœux demandant l'établissement rapide d'une réglementation légale. Mais, en attendant cette

(1) R. J. I. R., 1933, p. 211.

réglementation générale, uniforme pour toute la France, le Congrès se montra nettement favorable à une réglementation municipale plus rapide.: Aussi, un certain nombre de vœux concerne la forme des arrêtés.

Le 16 décembre 1933 s'ouvrit à Paris le troisième Congrès National Français contre les parasites, organisé par le Comité d'Action juridique et technique contre les parasites (1).

Depuis le Congrès précédent de novembre 1932, la thèse, soutenue par le Comité, avait remporté un gros succès législatif: le vote de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933 et le décret du 1^{er} décembre 1933. Les congressistes allaient avoir à discuter ces textes. Les vœux du Congrès pouvaient être pris en considération pour l'élaboration indispensable d'arrêtés tendant à la mise en vigueur de la réglementation.

M^e Homburg, avocat à la Cour d'Appel de Paris, présenta un rapport sur les textes et fit, entre autres, adopter, par le Congrès, les vœux suivants:

Le Congrès demande au Ministre des P. T. T. qu'une subvention, prise sur le produit des taxes, soit accordée « quand la dépense des dispositifs antiparasites dépassera une proportion à fixer des frais de premier établissement ».

Il est à remarquer que certaines législations étrangères ont adopté ce principe qui semble équitable.

« Le Congrès émet le vœu que l'Etat et les Administrations publiques veuillent bien prendre l'initiative de supprimer les troubles qui proviennent de leurs propres installations électriques. »

(1) Compte rendu, R. J. I. R., 1934, p. 92.

Ce dernier vœu semblait certainement difficile à réaliser, car l'Administration des Postes et Télégraphes, chargée d'organiser la lutte, était elle-même productrice de perturbations par ses Centraux téléphoniques automatiques et autres installations.

Le Congrès demanda que les dispenses prévues ne soient accordées que dans les cas d'extrême nécessité.

Le Congrès émit le vœu que l'article 7 du décret du 1^{er} décembre donnant mission aux agents assermentés des P. T. T. de constater les contraventions, fut complété ainsi :

« ...sans préjudice du droit de tout auditeur intéressé d'agir conformément aux dispositions générales du Code d'Instruction criminelle. »

Peut-être pourrions-nous nous permettre de remarquer, en ce qui concerne le vœu, qu'il était superflu, alors qu'un texte prévoyait une contravention, sans qu'aucune disposition ne vint écarter expresément l'application des prescriptions du Code d'Instruction criminelle, de préciser que les dispositions générales restaient en vigueur.

D'ailleurs, l'article 7 du décret indiquait simplement que les procès-verbaux ne pourraient être dressés que par les agents assermentés des P. T. T., mais n'enlevait nullement à l'auditeur lésé le droit d'agir.

Enfin le Congrès suggéra une mesure très sage : la collaboration des Radio-Clubs avec l'Administration dans la lutte contre les parasites. L'exemple allemand de l'action officieuse de personnes morales privées incitait le Congrès à souhaiter un essai de même nature en France.

L'examen juridique des problèmes radiophoniques

fut complété par un examen technique approfondi. M. Michel Adam, ingénieur E. S. E., présenta un rapport montrant les résultats techniques obtenus dans les divers pays. Il conclut que, dans la presque totalité des cas, un remède pouvait être apporté au mal, l'élimination, ou du moins la réduction des brouillages, étant possible, qu'il s'agisse d'utilisation de tubes à gaz, de redresseurs à lames vibrantes, de collecteurs, ou encore d'appareils médicaux à haute fréquence, et même de véhicules à traction électrique.

Malgré le progrès considérable que constitue l'établissement de la nouvelle réglementation, le Comité permanent d'action technique et juridique contre les parasites a encore sa raison d'être. Les sans-filistes n'ont pas encore obtenu tout ce qu'ils espéraient : notamment la mise en application généralisée de cette réglementation.

Un cinquième Congrès contre les parasites fut tenu à Paris le 29 juin 1935 (1) ; un vœu fut adressé au Ministère des P. T. T. demandant qu'au moins un perturbateur par département fut poursuivi ; le Congrès demanda également le renforcement de la réglementation.

Après les activités des fabricants d'appareils radio-phoniques et des auditeurs de T. S. F. pour l'étude des perturbations radioélectriques, ceux qui seraient éventuellement appelés à supprimer les émissions intempestives, et à modifier leurs méthodes de construction ; se préoccupèrent également des mesures qui pourraient leur être imposées.

C'est ainsi que l'Union des Syndicats de l'Electricité, dans son assemblée générale du 4 novembre 1931 (2),

(1) Compte rendu *T.S.F. Revue*, n° 536, 7 juillet 1935.

(2) ADAM, p. 82.

adopta un certain nombre de vœux avec un préambule constatant l'intérêt national qu'il y avait à faciliter le développement de la radiodiffusion : la répression des émissions de parasites devait être limitée aux cas où les troubles sont assez sérieux pour empêcher la réception normale des ondes de la radiodiffusion ; dans la majorité des cas, il existait des moyens relativement simples et peu coûteux pour supprimer pratiquement les troubles.

L'Union des Syndicats de l'Electricité demanda que le statut de la Radiodiffusion tint compte de certains principes tels que ceux-ci :

L'auditeur de T. S. F. pourrait mettre en demeure le perturbateur de faire cesser le trouble, mais ce droit ne lui appartiendrait qu'au cas où il ferait usage d'un appareil récepteur convenablement établi.

Il n'existerait aucune dispense de protection (cf. vœu B qui le contient implicitement), mais ceux qui, légitimement, pourraient prétendre à un régime de faveur (services publics, installations servant à l'exercice d'une profession), recevraient une subvention alloués par le service de la radiodiffusion ou par les auditeurs eux-mêmes.

Les vœux C. D. et E. se préoccupent de la mise en demeure du perturbateur, du recours éventuel de l'usager de l'installation contre le fournisseur ou l'installateur des appareils.

Nous avons vu que les principaux intéressés se préoccupaient des moyens techniques et juridiques susceptibles d'aboutir à des réceptions radiophoniques non troublées.

L'Administration et le Parlement ne pouvaient rester indifférents au courant d'opinion ainsi précisé.

CHAPITRE II

ACTION ADMINISTRATIVE

On est en droit de s'étonner qu'il soit possible de parler d'une action administrative propre, on ne conçoit guère qu'une action administrative subordonnée à une activité parlementaire.

L'Administration a surtout cherché à rassembler une documentation d'ordre technique, à recueillir des avis, à préparer des textes.

Malheureusement, ce que nous appelons « l'Administration » ne présente pas l'unité que ce mot semblerait laisser entendre ; l'Administration se compose de Ministères dont les travaux ne sont pas toujours coordonnés.

Des études ont été surtout entreprises par le Ministère des Travaux Publics, mais lorsqu'il s'est agi d'établir une réglementation, le Ministre des Postes et Télégraphes sembla ignorer ce qui avait été fait ailleurs et n'en tint aucun compte pour l'élaboration des textes.

Aussi, ne peut-on pas qualifier de travaux préparatoires ceux qui ont été exécutés au Ministère Travaux Publics, et convient-il de les étudier à part.

*Travaux des Commissions
des Ministères des Travaux Publics et des P. T. T.*

En 1926, pour la première fois, le Ministre des Travaux Publics fut saisi d'une plainte pour brouillage radiophonique. Le Comité de l'Electricité fut consulté; il estima que la question méritait d'être approfondie. Le 8 août 1926, une Commission fut créée par le Ministre avec la mission d'étudier les brouillages produits par les lignes à haute tension.

Le 25 mai 1927, une autre commission fut chargée, au même Ministère des Travaux Publics, d'étudier dans quelles conditions était possible l'admission d'antennes dans le voisinage des lignes à haute tension.

Le général Ferrié fit remarquer, en juin 1930, qu'il serait intéressant de recueillir toute une documentation sur la législation étrangère existante. Il suggéra de fusionner les deux commissions fonctionnant au Ministère des Travaux Publics, puisqu'elles s'occupaient de questions connexes, parfois des mêmes questions.

Aussi, le 7 novembre 1931, ces deux organismes furent réunis en une commission unique, siégeant au Ministère des Travaux Publics, mais comprenant à la fois des représentants du Ministère des P. T. T. et de celui des Travaux Publics; MM. Baize, Drouet, Picault, Delanney, Curson, Génissien, Blaevoet; trois représentants des établissements scientifiques: MM. le général Ferrié, Langevin, Rey; quatre représentants des industries radioélectriques: MM. Bethenod, Brenot, Giradeau, Le Due; trois représentants des entreprises de distribution d'énergie électrique: MM. Brylinsky, Imbs, Pinson; trois représentants des services de transports: MM. Ba-

chellery, Boule, Péridier; deux représentants des constructeurs d'appareillage: MM. Bonvoisin, Régnier; un représentant des constructeurs d'appareils radiologiques: M. Pilon; un représentant des installateurs électriciens: M. Rochegranjean; enfin deux représentants des auditeurs: MM. Thibault et Cartault. La présidence fut confiée au général Ferrié et le secrétariat à M. Ollier.

Cette Commission tint son assemblée générale le 4 décembre 1931; M. le colonel Brenot fit l'historique de la protection des communications radiophoniques. Il donna une classification des perturbations, qui aurait dû servir de base à toute réglementation:

a) Les perturbations provoquées par des services publics;

b) Celles provoquées par des appareils essentiels à l'usage d'une profession;

c) Toutes les autres perturbations.

Deux sous-commissions furent créées, l'une technique, l'autre juridique, auxquelles les questions devaient être renvoyées suivant leur nature.

La Commission se réunit à nouveau le 8 juillet 1933; elle eut à examiner l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, base de toute notre réglementation. Elle fut aussi chargée de donner son avis sur le décret prévu par le texte législatif. M. Baize proposa de considérer la perturbation comme répréhensible, lorsque son champ serait de $1/6^e$ de milivoit par mètre au lieu considéré; cette base présente une grande simplicité et une mesure très facile, mais l'arrêté définissant la perturbation prohibée ne l'adopta pas, et la définition qu'il a choisie est si compliquée que des techniciens eux-mêmes ne sont

pas d'accord sur les mesures à effectuer et le calcul des résultats.

La Commission des perturbations réciproques, créée le 8 août 1926, avait élaboré, antérieurement au vote de l'article 114 de la loi de finances de 1933, un projet de loi; notre Commission examina ce projet car il pouvait servir de directive au décret prévu par l'article 114 qui était alors en préparation au Ministère des Postes et Télégraphes.

Ce projet contenait quelques dispositions intéressantes, dont voici un aperçu:

Le plaignant doit se servir d'un poste récepteur convenablement établi et entretenu; l'article premier et l'article 5 du projet de loi le disent nettement; les textes adoptés postérieurement n'auront pas la même précision sur ce point, mais sous-entendront cette condition qui est tout à fait normale.

La plainte de l'auditeur ne serait recevable que si elle était accompagnée du montant d'une redevance destinée à couvrir les frais de recherches; cette redevance ne pourrait être fixée à un taux plus élevé que la taxe annuelle exigée des possesseurs d'appareils de T. S. F. et qui est actuellement de 50 francs.

La Commission se montra, en majorité, favorable à cette mesure permettant de freiner les plaintes, mais on lui fit remarquer l'inconvénient qu'il y aurait à écarter ainsi les plaintes des auditeurs modestes; au surplus, l'article 114 de la loi des finances étant muet sur ce point, on ne pouvait, par une mesure réglementaire, obliger à une consignment.

Ce raisonnement prévalut, la Commission écarta cette disposition.

Après avis d'un comité consultatif, réunissant les représentants des principaux intéressés, l'Administration mettra en demeure le perturbateur, et lui donnera un délai ne devant pas excéder trois mois pour se conformer aux prescriptions légales.

Le projet de loi examine, dans son article 7, la répartition des frais ; la réglementation, établie par la suite, n'a même pas effleuré la question, elle l'a simplement ignorée.

Dans tous les cas où les perturbations proviendraient d'une installation défectueuse ou d'un mauvais état d'entretien, les frais incomberaient au propriétaire ou usager des installations, l'équité conduit d'ailleurs à l'adoption d'une telle mesure.

Le projet de loi donne la solution de problèmes plus complexes :

1° Si les perturbations peuvent être évitées par des dispositifs simples et peu coûteux adaptés sur les postes récepteurs, les frais en resteront à la charge de l'auditeur ;

2° Lorsque les perturbations seront causées par un service public ou par des appareils essentiels à l'exercice d'une profession, les frais ne devront pas dépasser les limites généralement admises pour les dépenses d'entretien et d'amélioration ; si les frais dépassent cette limite, les mesures de protection ne seront obligatoires qu'au cas où le service de la radiodiffusion les prendrait à sa charge.

Cette disposition est la plus intéressante du projet de loi, aucune dispense n'est admise même en faveur des services publics ; les intéressés sont juges de la gravité des perturbations, et doivent apprécier si les dépen-

ses nécessaires pour y obvier ne sont pas disproportionnées avec le trouble;

3° Dans tous les autres cas, les frais incomberont à ceux qui ont la charge de l'installation perturbatrice.

Toutefois, après enquête favorable, ils pourront recevoir une subvention du service de la radiodiffusion, lorsque les dépenses dépasseront le sixième du prix d'achat des appareils incriminés.

Les pénalités sont également étudiées avec soin dans ce projet de loi, et la compétence y est réglée. Les amendes correspondent, par leur taux, aux règles existantes en droit pénal. L'erreur commise antérieurement, par le Parlement, de fixer une amende de 10 à 50 francs, ne se trouve pas dans le projet: Ici, une amende de 1 à 15 francs étant prévue contre le contrevenant, le tribunal de simple police sera indiscutablement compétent, et le projet l'indique.

Il pourra être alloué des dommages-intérêts aux tiers lésés par la contravention.

En cas de récidive, le Tribunal correctionnel prononcera une amende de 16 à 500 francs; il y aura récidive lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une même infraction.

Cet examen du projet de loi, les discussions au sein de la Commission devaient préparer celle-ci à ses travaux relatifs au décret qui devait mettre en application l'article 114 de la loi des finances.

Lorsque la Commission des perturbations eut à examiner le projet de décret préparé par le Ministre des P. T. T., elle essaya d'y introduire les dispositions

particulières qui pouvaient avantageusement être extraites du projet de loi précité.

Des travaux de la Commission sortit un contre-projet de décret d'esprit très opposé à celui du texte proposé par l'Administration des P. T. T.

Le projet de l'Administration des Postes et Télégraphes tendait à obliger tous les propriétaires d'installations électriques à équiper leurs machines de dispositifs antiparasites; l'idéal qui devait présider à la confection du décret était précisément d'obliger à des mesures préventives suffisamment efficaces, pour que l'Administration n'eût jamais à intervenir pour constater des troubles et y remédier.

La Commission désira que les contraventions ne fussent encourues qu'un mois ou huit jours, suivant les cas, après une mise en demeure faite par l'Administration à l'industriel; celui-ci n'aurait donc été passible des pénalités prévues par l'article 114 qu'après mise en demeure. Cette mesure lui permettait de ne faire les frais d'adaptation que s'il gênait réellement les réceptions radiophoniques.

La Commission ne put reprendre, dans son contre-projet, la répartition des frais prévue au projet de loi, cette répartition étant nettement contraire à la pensée du législateur lorsqu'il vota l'article 114.

Le projet de l'Administration avait prévu la faculté de porter plainte pour les associations d'auditeurs auxquelles est confiée l'exploitation des postes d'Etat; cette disposition fut supprimée dans le texte définitif.

Le décret pris le 1^{er} décembre 1933 essaya de concilier les deux thèses, mais il reflète surtout les directives de l'Administration des P. T. T.

L'esprit du décret est très éloigné de celui qui animait la Commission des perturbations du Ministère des Travaux publics.

Le décret du 1^{er} décembre 1933 aurait pu reproduire les dispositions de l'article 114 de la loi des finances tout en faisant disparaître l'erreur parlementaire relative au quantum de l'amende; il suffisait de préciser que le délinquant primaire serait poursuivi devant le Tribunal de simple police et passible d'une amende de 10 à 15 francs. Le récidiviste, poursuivi devant le Tribunal correctionnel, aurait subi une amende de 16 à 50 francs.

Le décret n'aurait pas établi de nouvelles pénalités, il aurait précisé les modalités d'application de l'article 114 de la loi de finances.

Une amende de 100 à 500 francs, et de 500 à 1.000 frs en cas de récidive, était prévue par le projet de loi contre tous ceux qui auraient mis obstacle à l'accomplissement des devoirs des personnes chargées de l'inspection.

Cette disposition du projet, le décret ne pouvait l'établir puisqu'elle créait une nouvelle pénalité.

L'action administrative ne cessa pas avec la fin des travaux de la Commission siégeant au Ministère des Travaux Publics, mais elle se manifesta désormais au Ministère des Postes et Télégraphes où siège la nouvelle Commission des perturbations, créée par le décret du 1^{er} décembre 1933.

Nous aurons à examiner les travaux de cette Commission lorsque nous voudrons préciser le sens de la réglementation.

Les parlementaires ne pouvaient se désintéresser du

mouvement d'opinion que nous venons de mettre en évidence.

En février 1931, MM. Jammy Schmidt et Raoul Aubaud déposèrent, sur le bureau de la Chambre des Députés, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits de l'auditeur de T. S. F. contre les « parasites » industriels.

Le 22 novembre 1932, M. Roger Salengro, député, déposa, lui aussi, une proposition de loi visant au même but; enfin, le 6 décembre 1932, M. James Slafer et quelques-uns de ses collègues, déposèrent une proposition de loi relative aux perturbations radioélectriques.

Aucune de ces manifestations platoniques de sollicitude envers les auditeurs de T. S. F. n'aboutirent; aucune ne fit même l'objet d'une discussion à la Chambre.

Sur le plan international, la lutte contre les troubles à la réception, a une importance secondaire, cependant la convention radiotélégraphique internationale de Washington du 25 novembre 1927 (1) prévoit, dans l'article 10, que les stations émettrices doivent être établies et exploitées de telle façon qu'elles ne troublent pas les radiocommunications.

L'article 35 de la Convention internationale de Madrid, du 10 décembre 1932 (2), rappelle aux Gouvernements les obligations qu'ils ont contractées à Washington.

(1) R. J. I. R., 1927-28, p. 119.

(2) R. J. I. R., 1933, p. 23.

DEUXIEME PARTIE

Situation juridique antérieure à la réglementation

CHAPITRE PREMIER

DISCUSSION DES PRINCIPES APPLIQUÉS

a) *Base extracontractuelle*

Application des principes généraux du Code civil.

Un sans-filiste a cherché à se protéger juridiquement contre les troubles graves de jouissance qu'il éprouvait.

En l'absence de toute réglementation spéciale, ou ignorant les textes particuliers qui auraient pu être appliqués à son cas, il a tenté de faire cesser le trouble en se prévalant des principes généraux du Code civil.

M. le Procureur général Matter, dans ses conclusions dans l'arrêt du 13 février 1930, rendu par la Cour de cassation, en matière d'accident d'automobile, ne peut s'empêcher d'exprimer son admiration « pour des textes qui contiennent des formules si souples et si précises, en même temps si larges et si compréhensibles que, formulées au temps des cabriolets, des diligences et des coucous, elles sont aussi bien applicables à l'automobile ou à l'avion ». Le Code civil aura conquis un nouveau domaine, il trouvera son application en radiophonie.

En cette matière, on invoque généralement trois textes et un principe : les articles 1382, 1383, 1384, et le principe de l'abus de droit qui n'est pas formulé au Code civil, mais qui est une création doctrinale adoptée par la jurisprudence.

Il n'est pas inutile de rappeler les textes :

« ART. 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

L'art. 1382 ne trouvera son application que s'il y a fait dommageable de l'homme ; s'il y a simple négligence, imprudence, on quitte le domaine de l'art. 1382, pour entrer dans celui de l'art. 1383.

« ART. 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

Il y a là une responsabilité qui complète celle de l'article 1382 ; elle a pour base non plus un fait, mais une abstention.

Enfin, les tribunaux ont cru trouver dans le texte de l'article 1384 la base d'une responsabilité en matière d'émission de perturbations radioélectriques.

« ART. 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ».

Les tribunaux ont cherché à appliquer ces textes à notre matière. Ils ont affirmé, avec beaucoup d'énergie, le principe d'une responsabilité et le droit pour la victime à des dommages-intérêts basés sur le préjudice subi.

Mais le plus grand flottement existe lorsqu'il s'agit, pour les tribunaux, de trouver dans le code le texte ou le principe sur lequel il convient de baser la responsabilité.

Certains tribunaux appliquent la notion d'abus de droit dont l'usage est devenu plus fréquent à mesure que s'effrite le caractère absolu de nos droits et que s'accroît l'interdépendance des rapports humains.

Certains autres, se croyant plus prudents, se contentent d'indiquer qu'il y a responsabilité sans se référer à un texte précis et sans viser l'abus du droit ou quelque autre principe.

Une dernière catégorie de décisions fait appel concurremment aux articles 1382, 1383, 1384. Aucune ne dégage nettement la cause de la responsabilité qui se trouve dans l'article 1383 seul. Car le juriste qui ne connaît que le droit n'aperçoit pas le problème technique sous son jour exact; or, la question technique, en notre matière, dicte la solution juridique, comme il est aisé de le montrer.

En raison de cette ignorance, d'un aspect essentiel de leur espèce, le Tribunal et la Cour de Lyon, notamment, ont rendu des décisions bien connues, basées sur une fausse interprétation des faits.

On peut enfin prétendre appliquer à notre matière les règles des relations de voisinage.

Nous avons ainsi énuméré les principes de droit civil qui vont permettre d'engager une action contre le perturbateur.

La nouvelle réglementation à caractère pénal est venue supplanter, dans la plupart des cas, le recours à la voie civile. Mais cette phase initiale de la lutte

contre les parasites présente encore un caractère d'actualité. En effet, dans tous les cas où la contravention n'existe pas, le recours est encore possible au juge civil. Ce chapitre étant loin de ne présenter qu'un intérêt rétrospectif, il est encore utile de discuter le fondement de cette action.

Certaines décisions ont voulu trouver la base de la responsabilité des émetteurs de perturbations dans la notion d'abus de droit, développée si brillamment par M. Josserand.

Théorie de l'abus des droits. — Nul droit n'est absolu; son exercice est soumis à une certaine limitation, et si l'on dépasse les limites normales de son exercice, on commet un abus qui pourra donner naissance à une responsabilité. Telle est la théorie que M. Josserand exprime avec sa haute autorité dans son *Cours de droit positif français*, édition 1930, tome 2, n° 428:

« Chacun d'eux (les droits subjectifs) est animé d'un certain esprit qu'il n'appartient à son titulaire de méconnaître ou de travestir; lorsque nous les exerçons, nous devons nous conformer à cet esprit et demeurer dans la ligne de l'institution; sans quoi, nous détournons le droit de sa destination, nous en abuserions. nous commettrions une faute de nature à engager notre responsabilité ».

Le Droit romain connaissait déjà l'abus de droit qui, pour lui, s'identifiait avec l'intention de nuire; la jurisprudence a continué cette tradition: l'exercice d'un droit dans l'intention de nuire est fautive.

Mais la notion moderne de l'abus de droit est plus large, plus objective. La jurisprudence recourt, selon

M. Josserand, « à l'idée de détournement du droit de sa fonction ; au critère purement intentionnel, on incline à substituer un critère fonctionnel, tiré de l'esprit du droit, de la fonction qui lui est dévolue ».

Notre idée d'abus de droit comprend chaque manifestation de l'intention de nuire ; mais elle y ajoute le fait de détourner un droit de sa fonction sociale ; même en l'absence de toute intention de nuire.

Application de ces principes à l'émission de perturbations radioélectriques. — Nous avons pu relever quelques décisions pour lesquelles l'intention de nuire a très nettement existé chez le perturbateur.

La Cour d'Amiens, le 22 novembre 1932 (1) fit une très juste application de la notion d'abus de droit lorsqu'elle condamna les propriétaires d'une bobine de Ruhmkorff qui faisaient fonctionner leur installation avec l'intention évidente de troubler les réceptions radiophoniques d'un de leurs voisins. La Cour déclara, avec beaucoup de raison, « que ces agissements ne sauraient trouver leur justification dans le droit que chacun possède d'user de sa chose ; que c'est abuser d'un droit que de l'exercer dans un esprit de malice et pour nuire à autrui ». Le Tribunal de Beauvais, le 3 juillet 1931, s'était prononcé en sens inverse, et son jugement, soumis à l'examen de la Cour, fut réformé, ainsi que nous venons de l'indiquer.

C'est également au principe d'abus de droit que fit appel le juge de paix de Dijon, canton sud, lorsque, le 13 mai 1931 (2), il condamna un perturbateur volontaire à 750 francs de dommages-intérêts, en ces termes :

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-603.

(2) ADAM, p. 92.

« Attendu qu'il résulte des témoins de l'enquête, non combattues par celles des témoins de la contre-enquête, que les défendeurs ont bien, dans les conditions indiquées en l'assignation, et ce, intentionnellement et dans le but de nuire au demandeur, créé dans leur appartement des parasites, grâce à un appareil utilisé par eux, dans le but spécial de créer ces parasites, qui ont empêché le demandeur de se servir de son appareil de T. S. F. ;

« Que ce faisant, ils ont commis un abus de droit très caractéristique et causé au demandeur un préjudice sérieux, dont réparation est due ».

Mais, heureusement, ces actes de véritables maniaques sont rares.

Leur cas donne lieu, indiscutablement, à l'application de la notion d'abus de droit, révélé par l'intention de nuire.

Mais lorsque cette intention n'existe pas, ce qui est certain dans la majorité des cas, peut-on parler d'abus de droit?

Il faudrait que le propriétaire détournât le droit de sa fonction. On ne peut prétendre cependant que le commerçant qui attire la clientèle au moyen d'une enseigne lumineuse, que le docteur qui utilise ses installations électriques pour donner des soins à ses malades, que le propriétaire d'immeuble qui fait fonctionner son moteur pour faire monter l'eau à son réservoir, détournent le droit de propriété qu'ils possèdent sur leurs enseigne, appareils médicaux ou moteurs de sa fonction; ils usent de leur droit normalement; il ne peut y avoir, dans ce cas, abus de droit.

L'arrêt de la Cour de Lyon du 13 juillet 1932 (1), que nous critiquerons à d'autres points de vue, mérite qu'on lui rende justice à cet égard, il reconnaît qu'il n'y a pas usage abusif d'une sonnerie électrique incriminée qui fonctionne lorsque des clients pénètrent dans un magasin. Aucune intention de nuire de la part du propriétaire : il y a usage normal, conforme à la destination de la chose.

La Cour d'Amiens, le 21 décembre 1932 (2), reconnut la responsabilité du propriétaire d'un appareil perturbateur et déclare « qu'il importe peu qu'il ait réalisé le dommage par un usage normal de sa chose », la responsabilité existe cependant, bien que la notion d'abus de droit soit rejetée avec beaucoup de netteté par cette décision.

L'ordonnance de référé de Rouen du mars 1931 (3) reconnut, elle, l'abus de droit lorsque le propriétaire « exerce ses droits de manière à nuire aux voisins » ; cette décision ne relève aucune intention de nuire, aucun usage anormal de la chose ; il y a donc erreur juridique grave à parler alors d'abus de droit.

Le juge de paix d'Auxerre, canton ouest, le 29 juillet 1932 (4), condamna un perturbateur, propriétaire d'une lessiveuse électrique, à 200 francs de dommages-intérêts, plus une astreinte de 25 francs par jour de retard, en basant sa décision sur un « abus de droit » allégué.

Un raisonnement très simple fera écarter la notion d'abus de droit de notre sujet :

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-603.

(2) *Gaz. Pal.*, 1933-1-321.

(3) ADAM, p. 93.

(4) R. J. I. R., 1933, p. 435.

Un industriel s'installe bien avant la naissance de la radiophonie, il possède des moteurs électriques, aucun voisin ne proteste, il exerce son droit normalement. Puis, la radiophonie fait son apparition, des amateurs de T. S. F. s'installent à proximité de l'usine, les moteurs électriques gênent leurs réceptions; l'industriel commettrait un abus de droit alors qu'il n'a rien changé au mode d'utilisation de sa chose. Une telle thèse est insoutenable.

L'abus de droit ne peut servir de base à la responsabilité de l'émetteur de parasites, en dehors de toute intention de nuire, alors qu'il y a usage normal de la chose. Il faut chercher ailleurs le fondement d'une telle responsabilité.

*Application des articles 1382, 1383, 1384
du Code civil.*

Les décisions rendues en notre matière se réfèrent presque toutes à l'un de ces textes, mais elles ne le font qu'avec beaucoup d'hésitation, faute par les tribunaux d'avoir pu apprécier la nature technique du phénomène d'émission de perturbations.

Le Tribunal civil d'Arras s'est prononcé le premier sur la question, le 30 janvier 1930 (1) :

Un médecin de Bapaume possédait un appareil récepteur de T. S. F.; une hôtelière voisine possédait, depuis décembre 1928, un phonographe mû par un moteur électrique; les étincelles du collecteur produisaient des perturbations venant influencer l'appareil de réception du demandeur à l'instance.

Le Tribunal condamna le propriétaire du phonogra-

phe à rendre son moteur électriquement silencieux dans la huitaine du prononcé du jugement, à 500 francs de dommages-intérêts, à une astreinte de 50 francs par jour de retard, et aux dépens.

L'origine des perturbations avait été déterminée par des experts. Le Tribunal n'indiqua pas sur quels textes il s'appuyait.

Appel de la décision fut interjeté, et, le 1^{er} décembre 1930 (2), la Cour d'appel de Douai confirma le jugement. Les motifs de cet arrêt sont très intéressants. La Cour de Douai, avant de prendre position, examina s'il était possible au demandeur en dommages-intérêts de se préserver efficacement contre les perturbations; si cette protection était possible, il y aurait eu faute à ne pas l'utiliser :

« Mais qu'on ne saurait imputer à la faute du propriétaire du récepteur de n'avoir pas diminué la sensibilité de son poste, ce qui aurait eu pour conséquence de réduire dans la même proportion la légitime jouissance qu'il en tire ».

Cette préoccupation se retrouvera plus tard dans la réglementation légale.

La Cour analysa ensuite, très justement, la nature de la faute commise par la défenderesse :

« Le droit de se servir de son moteur ne lui est nullement contesté, mais les parasites n'étant pas utiles au fonctionnement de ce moteur, elle n'a pas d'intérêt légitime à les conserver ».

Il restait maintenant à trouver la base juridique de

(1) ADAM, p. 84.

(2) ADAM, p. 85.

la responsabilité sur ce point; la Cour de Douai fut hésitante:

« Attendu qu'il résulte de tout ce qui procède que les premiers juges ont, à bon droit, apprécié que la dame Leriche avait commis une faute, et qu'elle devait, par application de l'article 1382 du Code civil, réparer les conséquences préjudiciables de cette faute ».

Mais l'arrêt est muet sur la nature même de cette faute. Consiste-t-elle à se servir du moteur incriminé? Non, la Cour a reconnu à la propriétaire le droit d'utiliser sa chose.

L'article 1382 exige « un fait quelconque de l'homme » causant un dommage. Les tribunaux qui ont fait appel à l'article 1382 du Code civil n'ont pas suffisamment réfléchi au problème technique de l'émission des perturbations; on ne trouve là aucun fait de l'homme; un moteur électrique fonctionnant dans certaines conditions techniques émet des parasites, l'émission se produit en dehors « du fait de l'homme ». Il peut même se faire qu'au moment de la mise en route, aucune étincelle appréciable au collecteur du moteur n'existe. Les parasites pourront ne prendre naissance qu'à la suite de la détérioration du collecteur, pour des causes étrangères à l'activité de l'homme.

Un isolateur de ligne de transport d'énergie électrique peut rompre sans intervention humaine.

En l'absence d'un fait quelconque de l'homme, comment prétendre appliquer l'article 1382?

Dans les cas où nous avons admis l'application de la notion d'abus de droit, il y avait bien un fait de l'homme, accompli dans l'intention de nuire à autrui; on aurait pu appliquer, à ces mêmes cas, l'article 1382. Mais pres-

que toujours les perturbations radioélectriques sont produites en dehors de toute intervention humaine, donc en dehors du champ d'application de l'article 1382.

La jurisprudence a si bien compris le danger de n'étayer ses décisions que sur l'article 1382, qu'elle a presque toujours eu recours conjointement à l'article 1384 et même à l'article 1383.

Ainsi, la Cour de Douai, dans l'arrêt que nous venons d'étudier, très peu sûre de la nature de la faute reprochée à la défenderesse, essaye d'étayer sa décision en faisant appel aux principes de l'article 1384 :

« Qu'au surplus elle est responsable d'une chose qu'elle avait sous sa garde (art. 1384 du Code civil) ».

Un jugement du Tribunal de commerce de Morlaix, du 1^{er} avril 1932 (1), cite aussi l'article 1382 comme devant servir de base, ainsi que les articles 1383 et 1384, à la responsabilité du perturbateur.

D'autres décisions, telles que le jugement du Tribunal civil de Nice, du 3 juin 1932, appliquent les principes de l'article 1382, sans le nommer.

Il en est de même pour la décision suivante :

Le Tribunal de commerce de la Seine, le 8 février 1932 (2), se prononça sur l'espèce suivante :

Un sieur B... cédait un bail de boutique à M. P..., pour y exercer le commerce d'appareils radiophoniques, le cédant possédait à côté de cette boutique un magasin muni d'une enseigne au néon, provoquant des perturbations radioélectriques; le marchand d'appareils radiophoniques se trouvait donc dans l'impossibilité de faire la démonstration de ses postes. M. P... assigna donc

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-321.

(2) *Gaz. Pal.*, 1932-1-511.

devant le Tribunal de commerce de la Seine son cédant qui devait lui garantir la jouissance paisible de la chose cédée.

Le Tribunal condamna le perturbateur à 50.000 fr. de dommages-intérêts, plus une astreinte de 500 fr. par jour de retard pendant un mois.

L'espèce est un peu spéciale : nous ne sommes plus en matière délictuelle ou quasi-délictuelle, mais dans le domaine contractuel, où la responsabilité est beaucoup plus étendue ; le juge peut faire appel aux principes de l'article 1625 du Code civil. « De la garantie en cas de vent ».

« La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue ; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires ».

Le problème juridique est assez simple, le vendeur a manqué à son obligation, il n'a pas procuré à son acquéreur la jouissance paisible de la chose. Cependant, le Tribunal de commerce de la Seine crut devoir recourir à l'article 1382, sans le citer d'ailleurs :

« Attendu que celui qui cause à autrui un dommage, lui en doit réparation, et que les époux P... sont dès lors fondés à demander à la justice de faire cesser la trouble et de les indemniser du préjudice causé ».

« Attendu que de tels faits, qui empêchent les demandeurs d'exploiter normalement le seul commerce qu'ils aient le droit d'exercer, d'après leur acte même de cession de bail, constituent pour eux une gêne et des inconvénients excédant largement la mesure ordinaire des obligations du voisinage ».

Pourquoi faire appel à l'article 1382, dont l'applica-

tion à notre espèce est si critiquable, alors qu'il était possible de se placer sur le terrain solide de l'article 1625, qui ne peut pas donner lieu à discussion?

L'application aux perturbations radiophoniques de l'article 1384 a été très discutée, certains tribunaux l'ayant admise, d'autres l'ayant écartée, les uns et les autres souvent avec la même maladresse.

Le 13 janvier 1932, le Tribunal civil de Lyon (1) rejeta la demande d'un propriétaire d'appareil de T. S. F., dont les réceptions étaient troublées par la sonnerie électrique de la porte d'entrée d'un magasin.

Le Tribunal estima que l'article 1384 ne pouvait trouver son application: le propriétaire de cette sonnerie exerçait, en s'en servant, un droit constituant une obligation de voisinage, qui ne dépassait pas la tolérance admise.

M^e Lecocq, dans son excellent article de la *Semaine juridique* (2), donna son appréciation sur une telle position:

« D'après ce jugement, si, aux termes de l'article 1384, en l'absence de toute faute prouvée, le propriétaire ou le gardien de la chose doit répondre du préjudice causé par cette chose, cela, toutefois, est vrai seulement lorsque le propriétaire ou le gardien n'exerce pas un droit en se servant de cette chose ».

« Nous avouons n'avoir trouvé nulle part cette limitation à l'application de l'article 1384 du Code civil, qu'apporte le Tribunal civil de Lyon ».

Nous nous rangeons volontiers à l'avis de M^e Lecocq.

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-603.

(2) *La Radiophonie et le Droit*, n^o 19, novembre 1933, p. 1039.

Si l'article 1384 ne s'appliquait qu'au cas où le propriétaire n'exerce pas un droit en se servant de sa chose, on ne voit pas pourquoi l'article 1384 régirait les accidents causés par les automobiles.

Le Tribunal civil de Lyon repoussa, à juste titre, l'application de l'art. 1384, mais avec des motifs erronés.

Le 3 juin 1932, le Tribunal civil de Nice (1) condamna un hôtelier, propriétaire d'une enseigne lumineuse au néon, à verser 10.000 francs de dommages-intérêts à un marchand d'appareils radiophoniques, dont il troublait le commerce; les articles 1382 et 1384 du Code civil inspirèrent cette décision.

Les tribunaux admirent donc qu'une enseigne lumineuse, un transport d'énergie électrique, un phonographe, étaient des choses dangereuses, nécessitant une garde.

Il faut établir une distinction entre l'article 1382 et 1384. MM. H. et L. Mazeaud (2) donnent les règles à suivre: « Pour faire cette distinction, les tribunaux doivent se fonder sur la notion de contrôle. Ils ont donc à examiner dans chaque espèce si la chose, dangereuse ou non, obéit strictement à l'action de l'homme ou si, au contraire, sous l'action des lois physiques elle a été soustraite à son empire ». Pour établir la séparation nécessaire entre les cas régis par l'article 1384 § 1, et ceux régis par l'art. 1382, il faut partir de l'idée que l'article 1384 rattache la responsabilité à la garde de la chose et non à la chose elle-même ».

(1) R. J. I. R., 1932, p. 357.

(2) *Traité théorique et pratique de la responsabilité*, 1931, t. I, n° 1272, p. 889.

M. le Substitut Camboulives (1), dans ses conclusions, rejette l'application de l'article 1384 avec des arguments d'une grande force. « La présomption établie par cet article, dit-il, résulte non pas d'un défaut de la chose, d'un vice inhérent à sa nature, mais d'un défaut de garde, d'un manquement présumé à l'obligation qui pèse sur le gardien ».

« Il faudrait rejeter l'application de l'article 1384 § 1, quand il sera constaté qu'il n'y avait aucune obligation légale de garder la chose ».

« Cette idée de garde implique donc l'idée de surveillance. Peut-on dire, alors, que F..., en surveillant le fonctionnement de son moteur, en étant resté près de lui comme un chauffeur à son volant, aurait évité l'émission des parasites? »

L'art. 1384 ne saurait donc trouver son application, puisqu'il n'y avait pas obligation de garder.

M. le Substitut Camboulives qualifie très bien la faute; elle consiste à ne pas avoir fait le nécessaire pour supprimer les perturbations. La faute est donc une abstention, et c'est avec quelque étonnement que l'on voit M. Camboulives réclamer l'application de l'art. 1382; car, s'il y a abstention, c'est-à-dire négligence ou imprudence, le texte applicable est l'article 1383.

Nous venons de démontrer que la faute de l'émetteur de perturbation radioélectrique n'était pas un abus de droit puisqu'il y avait usage normal de la chose; qu'elle n'était pas plus « un fait préjudiciable », que l'article 1384 ne pouvait s'appliquer.

On conçoit fort bien qu'il y ait, pour l'usager de la

(1) Voir jugement du Tribunal civil de Versailles, 8 fév. 1933. *Gaz. Pal.*, 1933-1-599.

T. S. F., trouble intolérable, et que les tribunaux se doivent d'y mettre fin. Mais, si leurs décisions sont guidées par cette conception d'équité, elles sont parfois juridiquement maladroites.

Deux notions juridiques peuvent justifier l'intervention des tribunaux : les principes relatifs aux relations de voisinage, d'une part ; ceux de l'article 1383, d'autre part. En notre matière, ces deux principes viennent se fondre en cette idée que la faute commise est une négligence accompagnant l'exercice normal d'un droit.

MM. Planiol et Ripert (2) donnent leur avis sur l'obligation de voisinage. « A l'exercice du droit correspond l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas nuire aux voisins ». Cette obligation ne s'identifie-t-elle pas avec celle de l'article 1383 ?

Cette responsabilité générale, les mêmes auteurs la précisent (n° 454) : « Le propriétaire peut-être responsable parce qu'il a commis, dans l'exercice de son droit, une faute engageant sa responsabilité, conformément au droit commun ».

La notion de faute basée sur les obligations de voisinage est retenue par certaines décisions, notamment celle rendue par le Tribunal civil de Versailles, le 8 février 1933 (1), conformément aux conclusions de M. Camboulives. Ce jugement est fortement motivé :

« Attendu que, contrairement à son opinion, sa faute (celle du demandeur) consiste (son attention ayant été à maintes reprises appelée sur la gêne subie par son voisin et sur les moyens d'y remédier) à persister à user de son moteur en ne tenant pas compte des conditions habi-

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-599.

(2) *Droit civil français*, t. III, n° 457.

tuelles de la vie de son époque et à imposer ainsi un trouble exceptionnel à ses voisins sans vouloir réparer le préjudice qu'il cause ».

M^e Auger, dans une consultation, donnée le 13 novembre 1931, au Syndicat des Médecinss radiologues et électrothérapeutes, à la suite du jugement du Tribunal civil d'Amiens, qui avait condamné un médecin le 30 juillet 1931, montra combien cette notion était vague. « Aucun arrêt, dit-il, n'a donné la mesure des obligations ordinaires du voisinage et nous ne la trouvons ni dans la loi, ni dans la doctrine ».

M^e Auger tenta, cependant, à l'aide des décisions rendues sur la matière, de préciser la notion d'atteinte aux obligations de voisinage.

« Il y a excès quand, soumis à des inconvénients dont il ne peut se protéger, un voisin est empêché, non pas seulement de faire de sa chose tel ou tel usage déterminé, mais encore de jouir normalement de sa chose, quand il voit sa chose dépréciée ou détériorée par l'usage que l'auteur du trouble fait de son propre bien ».

L'autorité de MM. H. et L. Mazeaud vient à l'appui de cette thèse.

« La faute quasi-délictuelle est une erreur de conduite que ne commettrait pas un individu placé dans les mêmes circonstances externes que le défendeur. Il va de soi que cette erreur de conduite peut être commise même par celui qui exerce un droit; il suffit, pour qu'il en soit ainsi, comme l'écrivent MM. Colin et Capitant, que l'on puisse relever dans leur conduite l'absence de précaution que la prudence d'un homme attentif et diligent lui aurait inspirée. On demande seulement aux tri-

bunaux de rechercher si une personne avisée aurait fait montre de plus de prudence dans l'exercice de son droit ».

Le propriétaire d'un moteur ne commet pas un fait répréhensible en faisant fonctionner son moteur: la seule faute qu'on puisse retenir à sa charge est de ne pas avoir rendu son moteur électriquement silencieux après la réclamation d'un voisin.

Sa faute n'existe qu'à partir du moment où il a été averti du trouble qu'il causait: il pouvait parfaitement ignorer l'existence de perturbations radioélectriques produites par son appareil, et aussi longtemps qu'il restait dans l'ignorance de ces troubles, aucune faute ne pouvait lui être imputée.

Mais s'il n'a pas satisfait à la demande de la personne lésée, sa faute est une négligence visée par l'article 1383.

Les décisions judiciaires faisant appel à l'article 1383 sont rares, elles ne dégagent d'ailleurs pas toujours le motif de la décision.

Le Tribunal de commerce de Morlaix, dans son jugement du 1^{er} avril 1932 précité, fit appel à l'article 1383 pour condamner une Société de distribution électrique à des dommages-intérêts, mais il étaya prudemment ce texte des articles 1382 et 1384.

Nous n'osons croire qu'après l'analyse technique très exacte à laquelle le tribunal procéda pour trancher la question de compétence, il ait cité l'article 1383 par hasard ou pour compléter harmonieusement son énumération de textes. Cependant, il faut reconnaître qu'il n'a pas fait ressortir le motif de sa décision.

La Cour d'Amiens, le 21 décembre 1932 (1), rendit un arrêt de haute valeur juridique, condamnant le docteur S., propriétaire d'appareils médicaux, dont le fonctionnement apportait un trouble à un commerce voisin d'appareils radiophoniques. La Cour estima :

« Que le dommage ainsi causé excède de toute évidence les limites de ce qui est supportable et de la tolérance que se doivent les voisins ».

« Attendu que le docteur S. a agi en connaissance de cause; qu'il a commis une faute et qu'il doit réparer le préjudice qu'il a occasionné :

« Attendu qu'il importe peu qu'il ait réalisé le dommage par un usage normal de sa chose, que cette circonstance n'est exclusive, ni du caractère excessif du trouble, ni par conséquent de sa faute, et pas davantage de la relation de cause à effet entre la faute et le dommage ».

« Le moins qu'on puisse dire est qu'il a apporté de la négligence à prendre les mesures nécessaires pour y parer ».

Le Tribunal de Morlaix n'avait pas dégagé cette idée : la faute commise est une négligence à laquelle s'applique l'article 1383; la Cour indique nettement cette base de la responsabilité : la négligence, mais sans citer le texte correspondant du Code; elle souligne aussi que l'usage même normal de la chose n'est pas exclusive de faute.

Il est utile de noter que la Cour confirme ainsi un jugement du Tribunal civil d'Amiens qui avait constaté :

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-321.

« Que les experts mentionnent que l'efficacité de cette protection, relativement simple et peu coûteuse, a été reconnue par es parties en présence ».

Toutes ces décisions seraient très difficilement justifiables si l'on se trouvait dans un des cas, peu nombreux il est vrai, où la protection technique est impossible ou par trop onéreuse.

Un pourvoi en cassation fut formé par M^e Auger contre cette décision, basé sur la violation des articles 544, 1382 et suivants du Code civil, et de la loi du 20 avril 1810, pour contradiction de motifs.

La Chambre des requêtes vient d'accueillir favorablement ce pourvoi, les motifs de sa décision ne sont pas connus, il appartient à la Chambre civile de se prononcer.

Certaines décisions adoptent la thèse d'une responsabilité, mais ne l'appuient sur aucun texte, ni sur aucun principe.

Le Tribunal de commerce de la Seine, le 14 novembre 1933 (1), reconnut ainsi le bienfondé de la demande d'un amateur de T. S. F., et condamna le propriétaire d'une enseigne lumineuse à payer des dommages-intérêts.

Ce jugement n'indique pas le fondement juridique précis de la responsabilité: « Attendu que celui qui cause un dommage à autrui en doit réparation », dit-il, mais il ne renvoie à aucun texte ni à aucun principe précis dégagé par la doctrine. Il est permis de causer un dommage à autrui si l'on exerce un droit; un droit de propriété s'exerçant sans abus peut causer un dom-

(1) R.J.I.R., 1934, p. 79.

mage à autrui; le Tribunal de commerce n'ayant pas indiqué la nature de la faute, son jugement manque de base juridique; un préjudice n'est pas suffisant pour faire naître une responsabilité; l'existence d'une faute et la relation de cause à effet sont indispensables.

Nous n'entendons nullement critiquer le caractère équitable de cette décision; nos objections s'adressent à l'absence de motifs juridiques.

D'ailleurs, ce jugement comporte une méthode d'évaluation du chiffre des dommages-intérêts fort ingénieuse:

Le trouble de jouissance ayant, en l'espèce, duré un an, le Tribunal prit en considération le prix d'achat de l'appareil et la durée de l'amortissement; le montant des dommages-intérêts fut alors fixé à une somme égale à l'amortissement de l'appareil pendant l'année où le propriétaire du poste ne put l'utiliser.

De nombreuses décisions de jurisprudence vinrent établir le droit du sans-filiste.

Il existe quelques décisions dissidentes, ainsi:

Le Tribunal civil de Lyon rendit, le 23 janvier 1932 (1), un jugement rejetant la demande d'un sans-filiste comme mal fondée.

Le 13 juillet 1932 (2), la Cour de Lyon confirma cette décision:

« Attendu qu'il n'est point allégué par Avoy qu'il ait été fait un usage abusif de sa sonnerie; qu'on doit donc tenir pour constant au procès que le fonctionnement de la sonnerie incriminée est demeuré normal et conforme à sa destination ».

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-603.

(2) *Gaz. Pal.*, 193-1-603.

La Cour de Lyon commet là une première erreur technique : ce n'est pas l'usage anormal qui produit les perturbations radioélectriques, c'est l'usage normal, mais en l'absence de certaines précautions, c'est en un mot l'usage négligent et non l'usage abusif, ainsi que nous l'avons montré.

« Que si donc, on devait suivre la thèse de l'appelant, on serait amené, pour la seule satisfaction des amateurs de radiophonie, à interdire, par exemple, à une maîtresse de maison, l'usage d'un aspirateur électrique ou de tout autre appareil ménager mû par l'électricité ».

La Cour de Lyon commet encore une grave erreur technique, semblant ignorer l'existence de dispositifs antiparasites peu coûteux et n'entravant en rien la marche normale des appareils électriques. Les plus farouches défenseurs des amateurs de radiophonie prétendent même que le rendement des appareils est ainsi amélioré et veulent donc prendre la défense des intérêts du propriétaire d'installations électriques contre lui-même en l'obligeant à prendre des mesures de protection.

La Cour poursuit son raisonnement :

« Qu'il y a une tolérance mutuelle à observer, et que les limites de cette tolérance s'arrêtent seulement à l'abus qui est fait de la chose dont on a le droit de se servir ».

Ici, l'erreur est d'ordre juridique. L'usage normal d'une chose peut être prohibé ou donner lieu à des dommages-intérêts ; l'article 1383 du Code civil ne vise-t-il pas l'usage normal mais négligent d'une chose ?

Enfin, un dernier attendu logique :

« Attendu, par ailleurs, qu'il ne saurait être fait droit

à la demande subsidiaire d'expertise qui tend à faire rechercher si un appareil protecteur de prix minime ne serait pas de nature à supprimer les troubles ».

La Cour ayant admis précédemment qu'il n'existait pas de dispositifs protecteurs, on n'eût pas saisi pourquoi un expert était commis afin de rechercher s'il pouvait en exister un; la Cour se déclarant éclairée sur le problème technique, est logique avec sa propre erreur en refusant l'expertise.

La Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation admit le pourvoi en cassation contre cette décision. La Chambre civile devra maintenant l'examiner.

b) Base contractuelle de la lutte contre les parasites

Jusqu'ici, le sans-filiste subissant un trouble du fait de perturbations radio-électriques captées par son poste, agissait en vertu de principes quasi-délictuels; mais il est possible, dans certaines hypothèses, de faire appel à un contrat antérieur au trouble subi: un bail, par exemple.

Le bailleur doit garantir au locataire la paisible jouissance des lieux loués; il doit s'abstenir, à son égard, aussi bien de troubles de fait que de troubles de droit; il doit également le garantir contre le trouble de droit émanant même de tiers.

En ce qui concerne le trouble de fait, le propriétaire ne doit pas la garantie s'il provient de tiers, dit l'article 1725 du Code civil.

Mais si les troubles produits par les perturbations

radio-électriques proviennent d'un colocataire, le propriétaire doit-il la garantie et peut-il être assigné directement par son locataire en vertu de son bail?

Un premier point est à résoudre: il faut établir que le locataire subit un trouble de jouissance; quoique quelques auteurs refusent de reconnaître le trouble et prétendent qu'il n'y a que simple gêne ne dépassant pas les obligations ordinaires de voisinage, de nombreuses décisions de jurisprudence ont reconnu ce trouble; la nouvelle réglementation à caractère pénal tranche définitivement la question. Il y a trouble.

Le responsable est un colocataire, mais il invoque son bail et prétend agir en conformité des droits qui lui ont été conférés par le bailleur.

Le colocataire n'est pas un tiers, au sens de l'article 1725 du Code civil.

La Cour de cassation s'est prononcée (1):

« Le locataire qui trouble, par une voie de fait, la jouissance d'un autre locataire, n'est pas un tiers dans le sens de l'article 1725 du Code civil ».

« En conséquence, le locataire troublé peut agir contre le bailleur en cessation du trouble, sauf à ce dernier à mettre en cause l'auteur du trouble, pour faire décider s'il a ou non excédé le droit que lui conférait le contrat de bail ».

MM. Planiol et Ripert recherchent (2) quelle est la nature du trouble subi:

« Les auteurs et les arrêts paraissent considérer le plus souvent qu'il y a trouble de droit obligeant le bailleur à garantie. Il ne saurait s'agir cependant de l'action

(1) Requête, 17 juin 1890, D-91-1-324.

(2) *Traité pratique de Droit civil français*, t. x, p. 638.

en garantie exercée contre le bailleur à l'occasion d'un trouble de droit commis par un tiers. Le locataire, auteur du trouble, ne prétend pas, en effet, avoir un droit sur la partie de la chose qui est louée à l'autre locataire. Il ne poursuit pas davantage devant la justice l'éviction de celui-ci ».

« Le bailleur encourt une responsabilité découlant d'une faute personnelle, c'est lui-même, en effet, qui est l'auteur du trouble. En louant à un locataire dans des conditions telles que ce locataire puisse se fonder sur son bail pour troubler la jouissance d'un autre preneur, le bailleur a manqué envers ce dernier à son obligation de le faire jouir paisiblement de la chose louée ».

« C'est dans l'article 1719 que se trouve le principe de sa responsabilité ».

La Cour de cassation a reconnu ce principe (1) :

« Il résulte de l'art. 1719 Code civil que le bailleur est tenu de procurer au preneur la jouissance paisible des lieux loués et de le garantir du trouble qui y serait apporté.

« Ainsi le locataire troublé dans sa jouissance par le fait d'un autre locataire, a, à raison de ce fait, une action contre le bailleur commun ».

Nous pourrions ainsi résumer cette discussion :

Le locataire troublé pourra agir directement contre son bailleur, quitte à celui-ci à appeler en garantie le locataire auteur du trouble.

Mais, en cas d'insolvabilité de ce dernier, la réparation pécuniaire du préjudice subi incombe, sans recours possible, au bailleur.

(1) Civile, 21 mai 1930. *Gaz. Pal.*, 1930-2-179.

MM. Belin et Tabouis (1') refusent de reconnaître au locataire le droit d'agir :

« Il ne saurait notamment, comme on l'a parfois prétendu, agir vis-à-vis de son propriétaire en arguant d'un trouble de jouissance dans les lieux qu'il occupe, car on ne peut concevoir qu'un propriétaire ait à assurer à son locataire, au titre d'une jouissance paisible, la faculté d'entendre sans gêne une émission radiophonique ».

Cependant, n'est-il pas possible de soutenir que la jouissance paisible comprend aussi bien l'absence de bruits, de poussières, émanant de voisins, que la possibilité d'écouter, sans être troublé, les émissions radiophoniques ? MM. Belin et Tabouis soutenaient l'opinion contraire en 1928 ; le développement de la radiodiffusion depuis sept ans pourrait justifier un changement d'opinion chez ces auteurs.

Nous estimons l'action recevable ; le juge devra examiner le fait et pourra dire si le trouble est ou n'est pas suffisant. Il en tirera la conclusion que l'action est bien ou mal fondée.

Nous prétendons que l'action est justifiée.

Une décision (2) vient à l'appui de la thèse que nous défendons : le locataire peut assigner le bailleur pour obtenir réparation du préjudice subi ; l'auteur du trouble de jouissance, un colocataire, faisait fonctionner un moteur de machine à coudre non antiparasité.

Malheureusement, on ne peut, en se basant sur cette

(1) *R. J. I. R.*, 1928, p. 182.

(2) Justice de paix de Paris (20^e), 31 mai 1933. *R. J. I. R.*, 1934, p. 78.

unique décision, prétendre qu'il existe une jurisprudence sur ce point.

Pour M^e Homburg (2), la lutte à base contractuelle contre les parasites revêt un aspect un peu spécial: on a reconnu que les perturbations captées par une antenne sont beaucoup moins fortes lorsque l'antenne est élevée, placée sur le toit de l'immeuble, par exemple. M^e Homburg en déduit que le locataire pourra obtenir de son propriétaire l'autorisation de placer une antenne sur le toit.

En effet, par « délivrance de la chose louée, la jurisprudence de droit commun a toujours entendu celle des accessoires communs à tous les locataires, comme l'escalier, la façade, le toit. Il suffit que le locataire justifie d'un intérêt à la jouissance de ce droit commun pour bénéficier par là-même d'un droit d'usage ».

D'après cette thèse, l'obligation de délivrance de la chose louée oblige le propriétaire à laisser le locataire installer une antenne sur le toit.

C'est un des aspects contractuels de la question.

Il pourrait même exister, pensons-nous, une action directe à base contractuelle contre le propriétaire de l'immeuble, si les perturbations étaient produites par le moteur de l'ascenseur de l'immeuble, le thermostat du chauffage central ou autres appareils électriques, servant à l'usage commun des locataires.

Les textes généraux du Code civil étaient certainement insuffisants pour procurer une protection efficace à l'usager. La preuve de la responsabilité était très difficile à administrer.

(2) *Revue industrielle* du 8 avril 1934.

On tenta, au moyen d'une réglementation municipale, de venir en aide aux amateurs de T. S. F.; des peines de simple police vinrent sanctionner généralement les infractions.

Les maires purent légitimer leurs arrêtés en se basant sur les pouvoirs de police qui leur étaient conférés par les articles 91 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Mais la nouvelle réglementation vint se substituer aux arrêtés municipaux, leur enlevant tout effet.

D'ailleurs, la réglementation municipale n'a plus qu'un intérêt historique, le Conseil d'Etat, dans son audience du 9 janvier 1935 (1) ayant annulé certains arrêtés municipaux comme entachés d'excès de pouvoir.

Nous tenions simplement à signaler un des aspects qu'a pris le problème des perturbations radioélectriques à un moment de son histoire

(1) *Radio Magazine* du 27 janvier 1935.

CHAPITRE II

TEXTES SPÉCIAUX A LA RADIODIFFUSION RÉPRIMANT LES TROUBLES APPORTÉS AUX RÉCEPTIONS ET ANTÉRIEURS A LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Les maires prétendaient trouver, dans la loi municipale de 1884, la base de leurs pouvoirs réglementaires en matière de perturbations radioélectriques.

Mais certains arrêtés se réfèrent à des textes spéciaux, les maires se contentant alors de rappeler l'existence d'un texte légal à leurs administrés.

M^e Appleton, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien professeur à la Faculté de droit de Lyon, défendit la légalité des arrêtés municipaux au moyen de l'art. 85 de la loi de finances du 30 juin 1923.

Les lois de finances se transforment en codes annuels; le Parlement consacre à leur examen de très nombreuses séances; il y incorpore volontiers les dispositions les plus diverses, faute du temps voulu pour les voter par lois indépendantes.

L'article 85 de cette loi de finances est ainsi conçu :

« Les dispositions du décret-loi du 27 décembre 1851, relatif au monopole et à la police des lignes télégraphiques, sont applicables à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques de toute nature ».

L'idée d'un tel renvoi aux textes du décret-loi du 27 décembre 1851 fut reprise par le Parlement lorsqu'il voulut défendre expressément les réceptions radiophoniques contre les perturbateurs. La première pensée du législateur de 1933 fut de renvoyer aux pénalités de l'art. 2 du décret-loi de 1851. Ce projet n'eût pas de suite, puisque le taux de l'amende fut fixé à un chiffre variant de 10 à 50 francs.

Les textes du décret-loi du 27 décembre 1851 sont intéressants à étudier; ils ne pourraient évidemment pas s'appliquer aux émetteurs de perturbations radioélectriques, mais ils pourraient viser, par exemple, celui qui intercepterait les émissions au moyen de nappes métalliques.

L'article 2 réprime les perturbations involontaires:

« Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique; quiconque aura dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de seize à trois cents francs ».

« La contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie ».

L'article 3 s'applique aux perturbateurs volontaires; une peine de trois mois à deux ans d'emprisonnement, et une amende de cent à mille francs punissent les faits.

L'article 4 prévoit un mouvement insurrectionnel s'attaquant aux communications télégraphiques; il pourrait trouver son application dans des faits analogues à ceux qui se sont déroulés à Vienne en juillet 1934.

L'article 5 mérite de retenir l'attention, pouvant faciliter la tâche des agents des Postes et Télégraphes chargés d'appliquer la nouvelle réglementation de l'art. 114 de la loi de finances du 31 mai 1933.

« Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal ».

Les articles suivants prévoient le cas de contraventions commises par les concessionnaires ou fermiers de chemins de fer ou canaux; l'article 7 précise que les procès-verbaux de contravention seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire et transmis ensuite au Conseil de Préfecture du lieu de la contravention.

Cette notification ressemble beaucoup à la mise en demeure qui, nous le montrerons, est indispensable pour encourir l'amende de 10 à 50 francs de l'article 114.

M^e Appleton, dans sa consultation d'avril 1932, donnée au Maire de Lyon, retient surtout que l'Administration peut prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser les dommages, le décret-loi du 27 décembre 1851 lui en donne les pouvoirs.

M^e Appleton conclut :

« J'estime que lorsque les parasites gênants se seront révélés, l'Administration aura le droit de prescrire aux auteurs volontaires ou involontaires de ces troubles parasitaires, les précautions à exercer pour les éviter, et, au cas où ils ne s'y conformeraient pas, de les poursuivre conformément aux dispositions précitées. Elle

pourra également prendre d'office, au cas d'urgence et de troubles graves, les précautions nécessaires aux frais des contrevenants ».

Les sanctions sont très élevées. Les juridictions répressives auraient-elles accepté de les appliquer à des contraventions peu graves, et surtout au cas où celles-ci seraient involontaires ? Il est permis d'en douter. Aussi, les nouveaux textes prévoyant des sanctions moins rigoureuses (amendes de 10 à 50 francs) ont-ils incontestablement leur utilité. Il serait intéressant d'examiner si, au cas de perturbations produites volontairement, il n'y aurait pas possibilité d'obtenir d'un tribunal répressif l'application des textes du décret-loi du 27 décembre 1851.

Nous aurons à examiner le conflit possible de la nouvelle réglementation et de ces anciens textes.

Un autre texte vise une catégorie tout à fait particulière de perturbations : celles causées par les postes récepteurs ayant une réaction dans le circuit antenne-terre.

L'article 4 du décret-loi du 28 décembre 1926 est ainsi conçu :

« Les postes récepteurs ne doivent être la cause d'aucune gêne pour les postes voisins.

« En cas de troubles causés par les postes récepteurs, l'administration des postes, télégraphes et téléphones pourra prescrire toutes dispositions techniques qu'elle jugera utiles ».

Les infractions à ce décret sont punies des peines prévues par le décret-loi du 27 décembre 1851, et par l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923.

Done, antérieurement à la réglementation actuelle que nous allons étudier maintenant, il existait déjà au moins deux textes de lois qui auraient pu frapper pénalement les perturbateurs des auditions radiophoniques.

TROISIEME PARTIE

Réglementation légale

CHAPITRE PREMIER

ETUDE ET COMMENTAIRE DES TEXTES

Nous venons de voir un courant d'opinion très net en faveur d'une réglementation des « parasites ».

Le Parlement semblait rester insensible à ces « querelles » entre sans-filistes et perturbateurs ; malgré les propositions de loi déposées sur son bureau, la Chambre des Députés n'instituait aucune discussion.

La réglementation actuelle est une conséquence de la crise économique, ainsi que du désir de voir l'Etat prendre la haute main sur la radiodiffusion.

Les finances générales de l'Etat ne permettant pas à celui-ci d'assurer les frais du service de la Radiodiffusion, il fut institué une taxe sur les postes récepteurs. Il fallait accorder une compensation aux auditeurs ainsi imposés : on songea alors à les protéger contre les perturbations radioélectriques.

Notre réglementation ne fut donc pas une mesure de sollicitude vis-à-vis des sans-filistes ; elle fut une simple « monnaie d'échange » destinée à faire accepter une réforme qui risquait d'être impopulaire.

La réglementation se fit attendre jusqu'à la loi de finances du 31 mai 1933. Celle-ci établit une redevance sur les postes récepteurs de radiophonie, et, en compen-

sation, jeta les bases, dans son article 114, d'une réglementation protectrice des auditeurs (1).

Les sans-filistes purent considérer à juste titre, il nous semble, que le paiement d'une taxe était lié à l'obtention de réceptions parfaites, exemptes de troubles.

Cette opinion est très défendable puisque l'article 114 lie les deux questions et qu'aucune taxe spéciale ne devait être réclamée au moment du dépôt d'une plainte contre un perturbateur.

Les auditeurs traduisaient cet état d'esprit dans le libellé de leurs plaintes.

La Commission des perturbations, créée par la nouvelle réglementation, estimera que cette conception ne repose sur aucune base juridique (2).

Le Ministre des Postes et Télégraphes par contre liait l'idée de taxe et celle de protection, lorsqu'il écrivait, le 11 février 1935 (3), à ses directeurs régionaux :

« Lorsque le Parlement a institué la taxe radiophonique, on a pris l'engagement formel d'en affecter le montant total à la radiodiffusion. Et il a été entendu que la création de nouvelles stations, l'augmentation de puissance de celles qui étaient déjà en fonctionnement, et l'amélioration des programmes, s'accompagneraient d'une série de mesures efficaces pour protéger les usagers contre les troubles radiophoniques. »

On ne peut exprimer de manière plus nette que ces différentes mesures sont liées.

(1) *Journal officiel* du 1^{er} juin 1933.

(2) Séance du 2 mai 1934.

(3) *Radio Magazine* du 24 février 1935, p. 12.

Il est intéressant d'étudier les pouvoirs accordés par l'article 114 au Ministre des P. T. T. :

« Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un décret en forme de règlement d'administration publique interviendra après avis du Ministre des Travaux Publics, sous le contreseing du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, qui sera chargé de son application, pour fixer les obligations auxquelles seront tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques pour éviter que le fonctionnement desdits appareils ne soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques. »

« Les contraventions audit décret entraîneront l'application d'une amende de 10 à 50 francs en principal. »

Cette matière, à caractère technique nettement accusé, ne pouvait faire l'objet d'une loi. Le Parlement, suivant une coutume constitutionnelle courante en de tels cas, a délégué à l'Exécutif le pouvoir de la réglementer.

L'Exécutif ne peut élaborer un règlement que dans le cadre étroit de l'acte de délégation.

M. Hauriou (1) précise la nature et la portée du règlement : « L'effet du règlement est bridé par la loi et aussi le règlement est souvent employé à assurer l'exécution de la loi ; il apparaît donc, à la fois, comme le prisonnier et comme le serviteur de la loi ».

« Le règlement est bridé par la loi en ce sens que toute disposition réglementaire en contradiction, soit avec les termes d'une loi, soit avec une liberté consacrée par une loi, est frappée d'illégalité si d'ailleurs elle n'a

(1) Droit administratif et public, p. 56.

pas été prise en vertu d'une autre disposition de loi. »

Les pouvoirs conférés par l'article 114 laissent intactes toutes les prérogatives du citoyen notamment celles relatives à l'inviolabilité de son domicile. La fixation de l'amende de 10 à 50 francs, sans aucune autre indication, laisse subsister tous les textes généraux du Code pénal ou du Code d'instruction criminelle.

Le pouvoir exécutif devait rester dans ces limites très strictes, il a tenté, disent certains auteurs, tout au moins sur un point, d'en sortir; il y aurait alors possibilité de poursuivre l'annulation partielle du règlement devant le Conseil d'Etat, ou de soulever l'exception d'illégalité devant le juge répressif au cas de poursuites.

Un règlement d'administration publique avait été prévu par l'art. 114 de la loi de finances: il fut rendu en date du 1^{er} décembre 1933 (1).

L'article premier du décret définit les obligations générales auxquelles sont soumis les constructeurs, exploitants et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques à partir du 1^{er} avril 1934; les prescriptions ont pour but d'éviter que le fonctionnement des installations ou appareils électriques troublent les réceptions radioélectriques dans des conditions excédant le degré de gravité déterminé par arrêté.

La réglementation est générale en ce sens qu'elle s'applique à tous les perturbateurs sans exception du moment que le degré de gravité maximum est atteint.

L'article 2 précise les obligations des constructeurs et revendeurs, ceux-ci sont tenus de munir les appareils

(1) *J. O.*, 5 décembre 1933.

ou installations de dispositifs permettant de protéger la réception des émissions de radiodiffusion contre les troubles parasites qu'ils « *provoquent* ».

Les Compagnies de distribution d'énergie électrique peuvent en tirer une conclusion intéressante : les seuls parasites dont on est responsable étant ceux que l'on provoque, elles se trouvent ainsi dégagées de la responsabilité des parasites que leurs lignes propagent, mais qui seront amenés par le fonctionnement d'appareils ne leur appartenant pas, c'est-à-dire par la faute de leurs clients.

L'article 3 impose aux exploitants ou détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, l'obligation de munir ces installations ou appareils de dispositifs de protection et de les maintenir en bon état.

On ne peut donc pas soutenir que l'application des textes ne doit être faite qu'à ceux dont les installations ont été visées spécialement par les arrêtés d'application ; au contraire, la réglementation est générale, elle s'applique à tous, sauf à ceux qui ont obtenu une dispense.

Commission des Perturbations

Une Commission consultative est créée, par l'article 9 du décret, dont le Ministre des P. T. T. devra demander l'avis avant de prendre une décision quelconque. Cette Commission comprend 17 membres, dont six représentants des Ministres des P. T. T. et des Travaux Publics, quatre représentants des constructeurs de matériel électrique, producteurs et distributeurs d'énergie électrique, deux représentants des industries de la radioélectricité, quatre représentants des Associations

d'auditeurs de T. S. F., un représentant du laboratoire de radioélectricité.

Les membres de la Commission furent nommés pour trois ans à partir du 1^{er} janvier 1934, par arrêté ministériel du 20 janvier 1934 (1).

L'arrêté prévoit que la Commission pourra faire appel à toute personnalité susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

C'est ainsi que la Commission a trois rapporteurs qui sont auditeurs au Conseil d'Etat, et qui n'avaient pas été prévus par l'article 9 du décret.

La Commission s'est adjoint, avec voix consultative, un représentant du Comité d'action juridique et technique contre les parasites (2).

Le décret du 1^{er} décembre 1933 constitue la pièce capitale de la nouvelle réglementation. Les détails d'application ne sont pas réglés par le décret, mais par l'arrêté du 30 mars 1934, et les deux arrêtés du 31 mars 1934 (3).

Ces textes, assez arides, permettront une protection suffisante de l'usager, mais ne pourront être appliqués que progressivement, car l'évolution de la technique de la construction électrique ne peut être instantanée.

(1) *J. O.*, 23 janvier 1934, p. 641.

(2) Séance du 12 décembre 1934.

(3) *J. O.*, 1^{er} avril 1934, p. 3323.

CLASSIFICATION DES APPAREILS

On ne pouvait imposer à toutes les installations électriques d'être munies de dispositifs antiparasites; ceux-ci peuvent être inutiles, si aucun auditeur de radio-phonie ne se trouve à proximité.

D'autres considérations peuvent conduire à écarter provisoirement la réglementation: la marche d'une entreprise pourrait être entravé par des frais trop élevés d'installation.

Il convenait de prévoir une réglementation souple; la répartition des appareils électriques en catégories dont chacune jouirait d'un régime spécial, s'imposait.

I. — *Appareils dispensés de tout dispositif antiparasite*

Certains appareils ne produisent aucune perturbation; on ne pouvait les assujettir à une protection inutile; ils sont dispensés d'office, en vertu de l'art. 4, paragraphe 1 du décret du 1^{er} décembre 1933. L'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934 (*J. O.* du 1^{er} avril 1934, p. 3.324) en donne une liste pouvant être complétée par arrêté:

Appareils d'éclairage par lampes à incandescence, interrupteurs domestiques, appareils de chauffage ménagers, moteurs à champ tournant sans contact glissant.

Il peut cependant être fait un usage abusif de ces appareils; ainsi un interrupteur domestique, manœuvré fréquemment dans le but de gêner les réceptions des

voisins, peut produire des perturbations. Est-ce à dire qu'il n'y aura aucun recours? Non.

Les nouveaux textes, créant une contravention spéciale, ne pourront trouver leur application en cette hypothèse, l'interprétation d'un texte pénal étant restrictive. Mais les principes généraux du droit continueront à régir ce cas. L'article 1383 s'appliquera comme par le passé; la cessation du trouble et des dommages intérêts éventuels pourront être réclamés aux tribunaux civils.

II. — *Appareils dispensés de protection
sous certaines conditions*
(Art. 5 de l'arrêté du 31 mars 1934.)

Certains appareils, quoique produisant des perturbations, sont dispensés de tout dispositif de protection. Ce sont :

Les aspirateurs, cireuses, sèche-chevaux, vibromasseurs, moulins à café et tous autres appareils assimilables en raison de leurs conditions normales d'utilisation.

Mais leur utilisation est soumise à certaines conditions : il n'est permis de les utiliser que de 8 h. 30 à 11 h. 30 du matin.

III. — *Appareils qui doivent être munis obligatoirement
de dispositifs antiparasites*

C'est le régime de droit commun, mais il faut évidemment pour que la réglementation s'applique :

a) que le degré de perturbation dépasse la limite fixée;

b) qu'il n'y ait pas eu de dispense de protection.

Appareils ne pouvant faire l'objet d'aucune dispense.

— L'article premier, arrêté du 31-3-34, énumère un certain nombre d'appareils pour lesquels des dispositifs de protection sont techniquement réalisables et obligatoires, et qui ne pourront, par conséquent, faire l'objet d'aucune dispense.

1° Moteurs à collecteur à lames intervenant dans la construction des appareils suivants:

- a) Appareils utilisés par les particuliers, hôtels, restaurants, commerce d'alimentation;*
- b) Matériel artisanal;*
- c) Matériel de garage;*
- d) Appareils de publicité;*
- e) Moteurs d'ascenseurs;*
- f) Machines de bureau;*
- g) Matériel d'imprimerie;*
- h) Appareils musicaux;*
- i) Appareils cinématographiques et photographiques;*
- j) Machines agricoles;*
- k) Appareils médicaux;*
- l) Wattheuremètre à courant continu présentant aux balais une tension supérieure à 3 volts.*

On a entendu viser tous les moteurs électriques quelle que soit leur puissance, utilisés dans les constructions dont nous venons de donner la liste.

La Commission des perturbations (1), avait envisagé d'ajouter à la phrase de l'arrêté: *Moteurs à collecteur intervenant dans la construction des appareils suivants et dont la puissance est inférieure à 2 kw.*

Ce membre de phrase a été sciemment supprimé; les

(1) Séance du 28 avril 1934.

moteurs d'une puissance même supérieure à 2 kw ne peuvent faire l'objet de dispense, s'ils sont utilisés par un appareil contenu dans l'énumération ci-dessus. Cette interprétation semble exacte; quand on a voulu limiter la puissance au-delà de laquelle les dispenses seront possibles, on l'a fait. Il en est ainsi pour les moteurs industriels par exemple. Il convient d'ailleurs de remarquer que les installations énumérées utilisent, en général, des moteurs d'une puissance inférieure à 2 kw.

2° *Appareils électriques industriels.* — Moteurs à lames, dynamos, commutatrices d'une puissance inférieure à 2 kw.

En ce qui concerne ces appareils, aucune dispense n'est possible si leur puissance est inférieure à 2 kw; mais si leur puissance est supérieure, une dispense basée sur les considérations indiquées: dispositif inefficace ou onéreux, peut être obtenue;

3° *Dispositifs à ruptures et établissements de courant pour une intensité inférieure à 3 ampères* pour les appareils ci-après: signaux, enseignes lumineuses, vibrateurs, sonnettes, signaux acoustiques à usage publicitaire;

4° *Appareils utilisés pour les réceptions radioélectriques.* — L'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934 les classe dans les appareils électriques ne pouvant faire l'objet de dispense. Était-il possible légalement de procéder par arrêtés ministériels pour réglementer les perturbations produites par ces appareils?

Il existe, comme nous l'avons montré précédemment, deux textes spéciaux, non abrogés, soumettant les postes récepteurs à un régime particulier: l'article 85 de la loi du 30 juin 1923 et l'article 4 du décret-loi du 28 décem-

bre 1926, les infractions à ces textes sont passibles d'une amende de 16 à 300 francs.

Ces textes ne peuvent être abrogés que par une loi réglementant à nouveau les émissions de « parasites » par les postes récepteurs de radiophonie.

Or, l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933 s'applique aux « installations ou appareils électriques ». Il ne vise pas les appareils radioélectriques, alors qu'il aurait dû les viser expressément s'il avait entendu abroger nos deux textes spéciaux; on ne peut prétendre qu'il y a eu abrogation implicite par l'art. 114, celle-ci n'aurait pu se produire qu'au cas où les appareils radioélectriques auraient été visés.

Le Parlement n'avait donc pas donné la possibilité au pouvoir exécutif d'abroger par une réglementation l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923 et l'article 4 du décret-loi du 28 décembre 1926.

D'ailleurs le décret du 1^{er} décembre 1933 s'est abstenu de viser les appareils récepteurs de radioélectricité; ce n'est que l'arrêté du 31 mars 1934 que les comprend dans l'énumération de l'article premier.

L'arrêté sur ce point est entaché d'excès de pouvoir, il ne pouvait prétendre appliquer à une infraction une amende de 10 à 50 francs sans autorisation parlementaire, alors que la même infraction était déjà passible d'une amende beaucoup plus lourde de 16 à 300 francs. Il est d'ailleurs tout à fait normal que ceux d'entre les perturbateurs qui agissent au moyen de postes récepteurs radiophoniques soient soumis à un régime beaucoup plus sévère que les autres, car ils ne doivent pas enfreindre une réglementation dont ils sont les premiers à réclamer les bénéfices.

Pratiquement les tribunaux correctionnels devront s'abstenir de viser cette disposition particulière de l'arrêté du 31 mars 1934 qui est illégale, mais ils pourront disqualifier les faits et se référer aux deux textes spéciaux.

Appareils visés par l'article premier de l'arrêté

Ce texte aura fait naître des discussions non seulement pour déterminer le régime des appareils non visés par lui, mais même pour connaître les appareils auxquels il s'appliquera.

Appareils médicaux. — Ils auront un régime un peu spécial, la disposition qui les concerne est obscure.

La Commission des perturbations a examiné s'il fallait enlever toute possibilité de dispense aux appareils médicaux en général; devant la lourde charge que l'obligation générale de protection imposerait au médecin, la Commission a émis l'avis qu'une obligation sans dispense possible était inopportune.

L'article premier, dans son paragraphe 1, sous la lettre K, indique que, pour tous les appareils médicaux comportant un moteur à collecteur, ce dernier devra être antiparasité.

Obligation très réduite, comme on peut s'en apercevoir. Certains auteurs ont cherché à l'étendre en soutenant que l'article premier s'appliquait également aux dispositifs à rupture et établissement de courant pour une intensité inférieure à 3 ampères. Les appareils à haute fréquence utilisés en médecine seraient donc visés, puisqu'ils comportent généralement un trembleur. Nous ne sommes pas de cet avis: pour que ces dispositifs

à rupture et établissement de courant ne puissent faire l'objet de dispense, il faut qu'ils s'appliquent à une liste limitative d'appareils, dans laquelle les appareils médicaux ne figurent pas.

Cette liste est limitative, puisqu'il n'a pas été ajouté à l'énumération, comme pour les autres rubriques, la mention « et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus ».

Les appareils médicaux, sauf en ce qui concerne les moteurs à collecteurs qu'ils peuvent utiliser, sont donc soumis à la réglementation générale.

Enseignes lumineuses. — La discussion pour les appareils médicaux se poursuit pour les enseignes lumineuses; lorsqu'elles comportent un moteur à collecteur, celui-ci devra être antiparasité sans dispense possible.

Les dispositifs à rupture et établissement de courant pour une intensité inférieure à 3 ampères, devront aussi recevoir un dispositif antiparasite lorsqu'ils s'appliqueront à des enseignes lumineuses à lueur intermittente; si l'intensité passant par le dispositif est supérieure à 3 ampères, il sera soumis à la réglementation générale.

Les enseignes lumineuses ne sont donc pas soumises à un régime uniforme, elles ne peuvent faire l'objet de dispense en ce qui concerne les accessoires tels que moteurs à collecteur, et dispositifs à rupture de courant pour une intensité inférieure à 3 ampères.

M. Maurice d'Avray exprime la même opinion dans *T. S. F. Revue*.

Installations de chauffage central. — Sous la signature de Radionyme, *Radio Magazine* examine le régime

de ces intallations (1); celles-ci comportent: un moteur à cage d'écureils pour la mise sous pression du combustible liquide, divers appareils automatiques de réglage de température commandant le chauffage.

Le moteur à cage d'écureuil ne produit pas de perturbations, il ne peut donc y avoir obligation de l'anti-parasiter: même au cas où l'on utiliserait un moteur autre, un moteur à collecteur par exemple, celui-ci ne figurant pas sur la liste des appareils ne pouvant faire l'objet de dispense serait soumis à la réglementation générale.

Quant aux appareils de réglage automatique de température, tels que aquastats, thermostats et pyrostats. Radionyme les considère comme exclus de la possibilité de dispense, car l'arrêté du 31 mars 1934 précise (Titre III) que les dispositifs à rupture et établissement de courant pour une intensité inférieure à 3 ampères, intervenant dans la construction de certains appareils dont les « vibrateurs » — ce terme désignerait nos appareils — ne peuvent faire l'objet de dispense.

Nous sommes obligés d'avouer ne pas savoir exactement ce qu'est un « vibreur »: plusieurs techniciens, spécialistes de l'électricité, consultés par nous, ont fait preuve de la même incertitude.

Les aquastats, thermostats et pyrostats sont bien des dispositifs à rupture et établissement de courant, mais ils ne sont certainement pas des « vibrateurs », le contact et la rupture n'étant pas obtenus par vibration.

(1) N° du 27 janvier 1935, p. 14.

Nous ne partageons donc pas l'avis de Radionyme en ce qui les concerne.

Les installations de chauffage central ne nous semblent donc soumises qu'aux conditions générales comportant la possibilité d'une dispense.

OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS ET REVENDEURS

Les constructeurs et revendeurs d'appareils pour lesquels il ne peut y avoir de dispense et dont la liste constitue l'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934, ont l'obligation :

1° A partir du 1^{er} octobre 1934, de pourvoir les appareils destinés à la vente d'une plaque métallique ou d'une marque apparente portant, suivant le cas, les lettres A. P. (appareils pourvus d'un appareil de protection) ou N. A. P. (appareils dépourvus d'un dispositif de protection) ;

2° Dans le cas où l'appareil est dépourvu des dispositifs antiparasites, le constructeur ou revendeur doit remettre à l'acquéreur une fiche lui indiquant les conditions dans lesquelles l'usage d'un appareil dépourvu de dispositif antiparasite, demeure licite.

Les vendeurs d'aspirateurs, cireuses, sèches-cheveux, vibro-masseurs, moulins à café, devront, par exemple, indiquer que l'usage des ces appareils est licite de 8 h. 30 à 11 h. 30 du matin, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 31 mars 1934.

Les constructeurs des appareils visés n'ont donc aucune obligation particulière ; leur mode de fabrication,

du moins théoriquement, reste inchangé ; mais ils doivent se maintenir strictement dans leur rôle de constructeurs et se garder de devenir installateurs. Ils sont donc simplement tenus aux mesures de publicité que leur impose l'article 3 de l'arrêté du 31 mars 1934.

Quant aux constructeurs ou revendeurs d'appareils non visés par l'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934, si l'on s'en tient strictement aux textes, ils « sont tenus de pourvoir lesdites installations ou lesdits appareils de dispositifs permettant de protéger la réception des émissions de radiodiffusion contre les troubles parasites qu'ils provoquent » ; telle est l'obligation générale qu'édicte l'article 2 du décret du 1^{er} décembre 1933.

Mais l'application stricte de l'art. 2 serait abusive. On ne comprendrait pas pourquoi les constructeurs et revendeurs d'appareils qui sont dispensés provisoirement, selon les uns, ou qui sont susceptibles d'obtenir une dispense, selon les autres, subiraient un traitement plus sévère que les constructeurs et revendeurs d'appareils qui, en aucun cas, ne peuvent être dispensés.

C'est en raison de cette considération que nous concluons que ces constructeurs et revendeurs n'ont aucune obligation, même limitée aux mesures de publicité exigées des premiers.

OBLIGATIONS DES INSTALLATEURS

Ceux-ci ont des obligations beaucoup plus étendues que celles des constructeurs et revendeurs ; pour eux, aucune distinction n'est faite entre catégories d'appa-

reils, leurs obligations sont les mêmes pour toutes les installations quelles qu'elles soient, sauf évidemment s'il y a eu octroi d'une dispense en vertu des articles 4 et 5 du décret du 1^{er} décembre 1933.

Les installateurs doivent donc ne livrer que des appareils pourvus de dispositifs de protection; ils ont ainsi les mêmes obligations que les usagers; si les perturbations produites dépassent le maximum autorisé, les installateurs doivent antiparasiter, l'article 4 de l'arrêté du 31 mars 1934 leur impose cette obligation.

Pour eux, comme pour les usagers, il faudra interpréter l'article 6 de l'arrêté du 31 mars 1934.

L'installateur n'est responsable que des travaux qu'il a effectués postérieurement au 1^{er} juillet 1934. Nous examinerons postérieurement la légalité de cette mesure.

OBLIGATIONS DES EXPLOITANTS OU DÉTENTEURS

Il est certain que les détenteurs ou exploitants d'appareils visés par l'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934, doivent les antiparasiter, si les perturbations produites dépassent le maximum établi par l'arrêté du 30 mars 1934.

En ce qui concerne les appareils, énumérés par l'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934, la Commission des perturbations aurait dû examiner si, pour chacun d'eux, il existait un dispositif efficace de protection; elle ne l'a pas fait, mais elle a admis implicitement l'avoir constaté.

Il y a donc présomption en faveur de l'existence de

moyens de protection, mais le perturbateur pourra éviter une condamnation pénale en faisant la preuve qu'il n'existe pas de dispositifs efficaces, la force majeure faisant disparaître la contravention.

Certains utilisateurs sont spécialement visés à l'article 5 de l'arrêté, ce sont les possesseurs d'appareils domestiques; ceux-ci ne doivent utiliser leurs appareils que de 8 h. 30 à 11 h. 30 du matin; s'ils les emploient à d'autres heures de la journée, ils ont l'obligation de les antiparasiter.

A quel régime sont soumis les appareils ou installations produisant des perturbations qui dépassent le degré admis et qui n'ont pas été exclus formellement du bénéfice de dispense? L'article 6 de l'arrêté du 31 mars 1934 donne la solution: ils « feront éventuellement l'objet, jusqu'à intervention de textes d'une portée générale, de décisions particulières qui interviendront, dans chaque cas d'espèce, après avis de la Commission spéciale instituée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933 »; ce texte semble, à première lecture, assez obscur, il ne peut signifier que la réglementation applicable sera édictée ultérieurement, car il n'aurait aucun sens, venant après les articles 1, 2, 3 du décret du 1^{er} décembre 1933 et l'arrêté du 30 mars 1934.

En réalité, l'arrêté du 31 mars 1934, auquel appartient l'article 6 que nous examinons, se préoccupe d'un ensemble d'appareils pour lesquels il ne peut être obtenu de dispenses. L'article 6 vise donc la possibilité de se voir accorder des dispenses dans certains cas, le mot « décisions » signifiant « dispenses ». Le texte laisse ainsi prévoir des dispenses accordées par voie de disposition générale.

L'article 6 ne pourrait être considéré comme contenant une dispense générale de protection; une dispense est formelle; l'article 5 qui édicte une dispense, le dit expressément; or, l'article 6 prévoit que des dispenses pourront être accordées, mais à la condition qu'ait eu lieu un examen préalable par la Commission.

Cette interprétation est confirmée par les travaux de la Commission des perturbations.

Un membre (1) de la Commission (2) demandait que, pour éviter des discussions au sujet d'appareils omis dans la liste, on ajoutât, après chaque paragraphe, une formule générale englobant tous les appareils analogues à ceux indiqués, mais n'y figurant pas explicitement. On (3) lui fit observer qu'un appareil omis sur cette liste ne pouvait être considéré comme échappant aux applications du décret, les seuls cas de dispenses étant explicitement prévus à ce décret. On peut en conclure que les obligations édictées par le décret sont générales, sauf dispense formelle.

Un deuxième argument de texte peut être tiré du fait que les installateurs n'ont pas des obligations limitées seulement aux appareils dont la liste est donnée par l'article premier de l'arrêté du 31 mars 1934; ils ont donc des obligations générales applicables à toutes les installations.

Les obligations spéciales des constructeurs et revendeurs qui, elles, sont limitées aux appareils énumérés par l'article premier de l'arrêté, le sont de façon très nette:

(1) M. le Colonel BRENOT.

(2) Séance du 21 mars 1934.

(3) M. LANDRON, auditeur au Conseil d'Etat.

« Les constructeurs et revendeurs des appareils visés à l'article premier seront tenus... »

Si pour les installateurs, le texte (article 4) ne renvoie pas à l'énumération de l'article premier, c'est parce que l'on a entendu viser les installateurs de tous genres d'appareils.

Pour cet article 6, on avait proposé une rédaction différente à la Commission (1) :

« A titre provisoire, et en attendant l'achèvement des travaux en cours, les obligations à imposer éventuellement à l'installation ou appareil incriminé, seront arrêtées par le Ministre des P. T. T., après avis de la Commission prévue à l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933. »

On a supprimé le mot « obligations » pour le mot « mesures ».

La différence qui existe entre les usagers visés à l'article 2 de l'arrêté du 31 mars 1934, est qu'une demande de dispense présentée par les premiers est irrecevable; tandis qu'une demande de dispense présentée par les seconds, basée sur le prix trop élevé des dispositifs de protection ou leur inexistence, devra être examinée, et pourra donner lieu à une « mesure » administrative, telle qu'un arrêté dispensant complètement de protection, mais pouvant, au besoin, fixer certaines heures d'utilisation pour les installations incriminées.

Si l'on adopte la thèse suivant laquelle l'article 6 de l'arrêté du 31 mars 1934 indique que la réglementation n'est pas applicable à tous les appareils non mentionnés à l'article premier, on ne comprend pas l'article 7 qui

(1) Séance du 28 mars 1934.

indique que les infractions aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté, sont passibles des sanctions de l'article 114 de la loi du 31 mai 1933.

On ne saurait imaginer l'existence d'une infraction à l'article 6 si celui-ci édictait une dispense générale provisoire; il y aurait contradiction formelle entre les articles 6 et 7 avec l'interprétation de nos adversaires.

Au contraire, en interprétant l'article 6 comme nous le proposons, l'article 7 devient logique, et, par conséquent, compréhensible.

M. Cazals de Fabel (1) reproche au décret du 1^{er} décembre 1933, une lacune « lamentable » : c'est l'absence de dispositions concernant les perturbations dues, non à l'absence de dispositifs antiparasites, mais au mauvais fonctionnement d'installations techniquement mal conçues ou mal exploitées. Celles-ci seront-elles à l'abri de toutes réclamations des auditeurs si elles sont pourvues de dispositifs réglementaires? Il semble que l'auditeur lésé aura toujours la ressource de s'adresser, comme il le fait actuellement, aux Tribunaux administratifs ou civils, suivant les cas, qui ne peuvent, par hypothèse, les débouter. Mais ils ne sauraient, à coup sûr, faire défendre leurs intérêts par la voie de la plainte administrative, puisque rien n'est prévu par le décret à ce sujet. »

Un premier point: la réglementation laisse l'utilisateur libre des moyens qu'il croit devoir mettre en œuvre pour supprimer les perturbations. Il n'existe pas de « dispositifs réglementaires », il n'existe que des « installations réglementaires ». Le décret du 1^{er} décembre 1933

(1) *Revue Générale d'Electricité*, 1934, p. 405.

réprime l'abus que M. Cazals de Fabel signale. En effet, l'article 3 spécifie :

« Sous réserves des dispositions des article 4 et 5, les exploitants ou détenteurs d'installations ou d'appareils électriques doivent veiller à ce que ces installations ou appareils soient constamment munis d'un dispositif de protection en bon état d'entretien. »

Un dispositif de protection ne peut signifier qu'un dispositif efficace; s'il ne protège pas, il ne peut être qualifié de dispositif de *protection*.

L'interprétation de ce texte nous semble indiscutable : le dispositif doit être *efficace* et être maintenu en bon état d'entretien.

D'ailleurs, l'amende ne punit pas l'absence de dispositif antiparasite, mais la contravention aux obligations auxquelles sont « tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, pour éviter que le fonctionnement desdits appareils ne soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques » ; ce sont les termes mêmes de l'article 114 de la loi du 31 mai 1933, base de la réglementation.

DE LA LÉGALITÉ DE L'ARRÊTÉ DU 31 MARS 1934, ARTICLE 4
EN CE QUI CONCERNE LES OBLIGATIONS DES INSTALLATIONS

Nous avons recherché, en nous référant au texte même, quelles étaient les obligations imposées aux installateurs; nous devons examiner maintenant si le Ministre des P. T. T. pouvait édicter, par arrêté, de telles mesures.

L'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, charte de la délégation, donne au Ministre des P. T. T. le pouvoir de « fixer les obligations auxquelles seront

tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou appareils électriques ».

Il n'est pas possible d'imposer une obligation à des personnes non comprises à ce texte; or, les installateurs n'y figurent pas.

Le décret du 1^{er} décembre 1933 vise, dans son article premier, les « constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs », l'article 2 s'applique aux « constructeurs et revendeurs », et l'article 3 aux « exploitants ou détenteurs »; ce dernier texte assimile l'exploitant et le détenteur; l'intention primitive était d'imposer l'obligation d'antiparasiter à tous les propriétaires d'appareils, même en l'absence de plainte de radiophonistes; c'est pour cette raison que celui qui détient un appareil électrique, même sans le faire fonctionner, est visé.

Le décret du 1^{er} décembre 1933 ne pose même pas le principe d'obligations à la charge des installateurs, en effet:

1° L'installateur n'est pas un constructeur;

2° L'installateur peut ne pas être un revendeur (si le client a acheté directement ses fournitures ou si l'installateur se fait rembourser sur factures);

3° L'installateur n'est pas un détenteur visé par l'article 3 du décret, ce texte entendant par là celui qui possède une installation sans la faire fonctionner. D'ailleurs, l'article 3 impose aux « détenteurs » de « veiller à ce que ces installations ou appareils soient constamment munis d'un dispositif antiparasite de protection en bon état d'entretien ». Une telle obligation ne pourrait pratiquement incomber à un installateur; notre définition du détenteur est donc exacte.

Le décret du 1^{er} décembre 1933 ignore les installateurs.

L'arrêté du 31 mars 1934 impose certaines obligations, que nous avons examinées, aux « exploitants ou détenteurs » (art. 2), aux « constructeurs et revendeurs » (art. 3); ce texte pouvait imposer de telles obligations, l'article 114 est le décret du 1^{er} décembre 1933 les prévoyaient.

Mais l'article 4 vise les installateurs; cet article est nettement entaché d'excès de pouvoir; le Ministre des P. T. T. ne pouvait pas prendre une telle mesure, la loi ne le lui permettait pas.

Les tribunaux correctionnels devront refuser d'appliquer ce texte illégal (1); il serait même possible de déférer l'arrêté au Conseil d'Etat qui le réformerait en ce qui concerne l'article 4.

L'installateur ne peut légalement être passible de l'amende de 10 à 50 francs que s'il est, en même temps, revendeur; s'il reste dans son rôle d'installateur, il n'est tenu d'aucune obligation.

L'arrêté n'a imposé aucune obligation aux bailleurs de matériel électrique; il ne le pouvait d'ailleurs pas, puisque ceux-ci n'étaient pas prévus à l'article 114. L'arrêté du 31 mars 1934 aurait dû observer la même abstention en ce qui concerne les installateurs.

(1) M. MESTRE. — Recherches sur l'exception d'illégalité. Mélanges Maurice Hauriou, p. 592.

M. HAURIOU. — Précis de Droit administratif, éd. 1933, p. 566.

POSSIBILITÉ D'OBTENIR DES DISPENSES DE PROTECTION

L'obligation d'antiparasiter toutes les installations électriques ne pouvait être absolue; de sérieuses difficultés pratiques incitaient le législateur à édicter une réglementation qui tiendrait compte des difficultés techniques et économiques; le principe des dispenses s'imposait si l'on écartait celui d'une subvention correspondant aux frais.

Il peut exister des dispenses générales de protection dont le principe est reconnu par les articles 4, 5 et 6 du décret du 1^{er} décembre 1933, et qui ont reçu leur application dans l'article 5 de l'arrêté du 31 mars 1934, et dans le second arrêté du 31 mars 1934.

Mais il peut y avoir également des dispenses spéciales ou particulières.

Ces dispenses qui procèdent de trois ordres de motifs distincts, ne pourront jamais être obtenues qu'après avis de la Commission instituée par l'art. 9 du décret du 1^{er} décembre 1933.

1° *Dispense possible et provisoire lorsqu'aucun dispositif de protection n'existe*, article 4, § 2, *in fine* du décret du 1^{er} décembre 1933. — Le Ministre des Postes et Télégraphes peut accorder des dispenses si, en l'état actuel de la technique, il n'existe pas de dispositif de protection efficace; les installations ou appareils sont dispensés provisoirement de l'adjonction de ce dispositif.

Texte quelque peu naïf, car « à l'impossible nul n'est

tenu ». On comprend difficilement comment une contravention pourrait exister alors qu'il n'existe aucun moyen matériel d'y échapper ; d'ailleurs, nous montrons que, même au cas où il n'y a pas de dispense, l'infraction n'existe pas, la force majeure l'ayant fait disparaître.

2° *Dispense lorsque l'adjonction d'un dispositif de protection entraînerait des obligations hors de proportion avec l'importance de l'appareil* (1). — Le Ministre et la Commission consultative ont pleine liberté d'appréciation ; est-il possible de préciser ce que l'on entend par dispositif trop coûteux ? On pourrait, à titre d'indication, se reporter aux discussions et aux vœux émis par les grandes associations syndicales.

L'Union des Syndicats de l'Electricité avait émis le vœu que les dispositifs de protection à prendre pour les tramways et chemins de fer électriques ne soient obligatoires que si les dépenses, assez élevées, étaient couvertes par des subventions allouées par le Service de la radiodiffusion.

Pour toutes les autres catégories d'installations, les frais incomberaient aux propriétaires des installations, sauf s'il résultait de l'enquête que le prix de la protection dépassait $1/6^e$ du prix d'achat des appareils incriminés. Dans ce cas, il pourrait y avoir subvention.

L'Union des Syndicats de l'Electricité considère donc que la charge des dispositifs devient trop lourde si leur prix dépasse $1/6^e$ du prix d'achat des appareils ou installations. Cette proportion de $1/6^e$ est déjà une indication précieuse pour déterminer ce que l'on appelle dispositif trop coûteux.

(1) Art. 4, § 2, décret du 1-12-33.

Le législateur a cru bon d'indiquer à l'article 4, § 1 du décret du 1-12-33 que les installations ou appareils qui créent, aux points d'utilisation des appareils radio-électriques, des effets perturbateurs inférieurs à ceux qui sont déterminés périodiquement par le Ministre des P. T. T. seront dispensés. Une telle disposition nous semble inutile; aucune dispense ne s'imposait, puisque ces appareils créent des troubles inférieurs à la limite admise. En vertu de ce texte, le deuxième arrêté du 31 mars 1934 donne une liste d'appareils dispensés, qui sont évidemment incapables de produire une perturbation radioélectrique; ce sont: les lampes à incandescence, interrupteurs domestiques, appareils ménagers de chauffage (sans dispositif régulateur de température), etc... Ces appareils sont inoffensifs si l'on en fait un usage normal. Ce texte, inutile en cas d'usage normal, est même nuisible, puisqu'il supprime toute répression au cas où l'on fait de ces appareils un usage abusif.

La manœuvre continuelle d'un interrupteur domestique, dans le but de troubler la réception d'un voisin, ne sera pas susceptible de contravention; alors qu'en l'absence de texte, le possesseur paisible d'un interrupteur n'était pas soumis à la réglementation, tandis que celui qui le manœuvrait dans le but de nuire à autrui, était passible d'une amende.

Les dispenses données peuvent imposer des conditions spéciales d'utilisation des appareils non antiparasités, le Ministre peut imposer des heures d'utilisation telles que les réceptions radiophoniques de la soirée ne soient pas troublées.

3° *Dispenses spéciales pour les services publics*, art. 8,

décret du 1-12-33. — L'intérêt public est en jeu, l'application d'une réglementation quelconque ne peut avoir pour résultat l'arrêt d'un service public.

Les services publics, exploités en régie, concédés ou affermés, peuvent bénéficier de dispenses accordées par arrêtés concertés entre le Ministre des P. T. T. et le Ministre dont relève le service intéressé, évidemment après avis de la Commission consultative.

Ces dispenses peuvent être étendues, par arrêtés concertés du Ministre des P. T. T. et du Ministre des Travaux Publics, aux entreprises de production et de distribution publiques d'énergie électrique qui sont exploitées en vertu d'une simple autorisation.

Les entreprises de distribution d'énergie électrique peuvent obtenir une situation privilégiée en ce qui concerne les installations et appareils concourant au service public; mais elles retombent dans la situation commune pour le matériel non affecté au service public qu'elles peuvent posséder, et pour celui qu'elles peuvent vendre à des particuliers, lorsqu'elles agissent en tant qu'agents des constructeurs.

Les dispenses ne pourront donc être obtenues que relativement au matériel utilisé pour un service public et non celui simplement utilisé par un service public. Ce sera, par exemple, le cas d'un appareil installé dans un poste de transformation, mais non pas celui d'un aspirateur servant à balayer les bureaux. Il faudra rechercher s'il y a bien affectation au service public avant d'accorder une dispense de ce genre.

Contraventions à la réglementation par des services publics. — On ne peut mieux faire que de reproduire le texte même du décret du 1-12-33, article 8:

« Les agents chargés de la gestion des services publics sont tenus de se conformer aux injonctions qui leur sont adressées par les agents préposés au contrôle de ces services, soit d'office, soit sur réquisition de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la Commission visée à l'article 9. Lesdits agents du contrôle sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition. »

« En cas de contestation par les agents chargés du contrôle ou si les agents chargés de la gestion du service ne défèrent pas à la réquisition dans le délai d'un mois, il est statué, après avis de la Commission instituée par l'article 9, par arrêté concerté entre le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et le Ministre dont relève le service public intéressé. »

Les demandes de dispense doivent être adressées au Ministre des P. T. T., puisque les arrêtés doivent être pris par lui seul, ou après s'être concerté avec le Ministre intéressé.

En aucun cas, la Commission ne pourrait être saisie directement, elle a un rôle consultatif et non juridictionnel.

En cas de plainte concernant les services publics, à qui le plaignant peut-il s'adresser?

Il peut évidemment saisir de ses doléances le perturbateur lui-même, mais cette démarche amiable n'a aucun caractère juridique.

On discute s'il y a lieu d'adresser la plainte au Ministre dont dépend le service intéressé ou au Ministre des P. T. T.

Dans sa séance du 2 mai 1934, la Commission des per-

turbations émet l'avis que les réclamations concernant les services publics devaient être transmises directement au Ministère intéressé.

Nous nous permettons de ne pas partager cette opinion; la réglementation concernant les services publics fait l'objet de l'article 8 du décret du 1^{er} décembre 1933; en vertu du décret, le Ministre dont dépend le service intéressé concourt bien avec le Ministre des P. T. T. pour prendre les arrêtés; mais l'article 11 du décret charge le Ministre des P. T. T. seul de son application. Les plaintes doivent donc être adressées directement au Ministre des P. T. T. chargé de l'exécution du décret.

*POSSIBILITE DE DOMMAGES-INTERETS
MEME EN CAS DE DISPENSE*

Nous avons indiqué que des dispenses de protection pouvaient être obtenues, soit par des concessionnaires de services publics, soit par des particuliers. Les bénéficiaires de ces dispenses ne sont plus obligés de munir leurs installations d'appareils antiparasites, la réglementation pénale ne les concerne pas.

Le sans-filiste sera-t-il tenu de supporter le trouble causé par eux sans aucun recours ?

L'autorisation administrative décharge de la responsabilité pénale, mais elle ne peut dispenser de la responsabilité civile.

MM. Planiol et Ripert (1) ont donné leur avis autorisé sur une matière très voisine :

« Il arrive assez fréquemment que l'acte dommageable a été accompli par le propriétaire en vertu d'une autorisation administrative. L'exemple le plus important est celui des établissements dangereux, incommodes et insalubres, qui ne peuvent être créés qu'en vertu d'une autorisation préalable de l'Administration. »

« La permission administrative est donnée dans un intérêt public, intérêt de salubrité ou de sécurité ; elle n'est jamais accordée que sous la réserve implicite du droit des tiers. L'établissement peut fonctionner sans encourir de responsabilité pénale, mais reste exposé à toutes les causes de responsabilité civile. »

(1) *Traité de Droit civil*, t. 3, p. 438.

Une nombreuse jurisprudence est citée à l'appui de cette opinion; voici deux décisions caractéristiques :

La Cour d'Orléans, le 25 février 1885 (D. 86-2-227) reconnut la coexistence possible de l'autorisation et du droit à réparation :

« Le dommage occasionné par une industrie en vertu d'une concession du Gouvernement, par exemple, celle des chemins de fer, n'en est pas moins de ceux que leur auteur est tenu de réparer. »

La Cour de Cassation s'est prononcée dans le même sens; la Chambre de requêtes, le 19 octobre 1910 (D. 1912-1-507) reconnut que :

« L'installation et l'exploitation d'un établissement insalubre dûment autorisé, alors, d'ailleurs, que toutes les précautions ont été prises pour en prévenir les inconvénients, ne constituent de la part de l'exploitant que l'exercice légitime de son droit de propriété. »

« Mais l'exercice de ce droit est limité par l'obligation naturelle et légale de ne pas nuire à la propriété d'autrui. »

« Et il appartient aux tribunaux de vérifier, en fait, si le préjudice dont se plaignent les propriétaires voisins leur cause un dommage excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage. »

« En ce cas, ils peuvent évaluer le préjudice résultant de la dépréciation des propriétés et apprécier l'indemnité due par l'exploitant. »

La jurisprudence administrative se prononce dans le même sens, reconnaissant le principe d'une indemnité. L'arrêt du Conseil d'Etat du 11 mai 1883 (S. 85-3-25) s'exprime ainsi :

« Dans le cas où l'ouverture d'un tunnel pour la cons-

truction d'un chemin de fer a eu pour effet de supprimer ou de diminuer des sources, au moyen desquelles les propriétés riveraines étaient arrosées, la Compagnie ne peut se soustraire à l'obligation de payer, pour ce fait, des indemnités en prétendant qu'elle a fait disparaître les eaux en usant de son droit de propriétaire, conformément à l'article 552 C. civ. »

L'arrêt du 21 février 1890 (Lebon 1890 p. 209) est identique : « Considérant que les trépidations produites par le passage des trains de la ligne de Marmande à Bergerac ont causé à l'immeuble du sieur Thiret des dégradations pour lesquelles ce propriétaire est fondé à demander à l'Etat, réparation. »

Cependant, un arrêté récent du Conseil interdépartemental des Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Gers et Landes (1) déboute un demandeur, mais reconnaît implicitement cependant le principe d'une indemnité malgré l'autorisation légale d'exploiter le service public :

« Considérant... qu'il n'allègue pas de circonstances spéciales pouvant constituer une faute de ladite Société, mais qu'il prétend que cette dernière doit, par un équipement spécial, résorber ou atténuer les émissions électriques parasites au courant normal. »

« Considérant qu'il n'a pas été contesté que les lignes incriminées sont installées dans des conditions techniques convenables et fonctionnent normalement; que, dans ces conditions, à défaut de texte légal imposant à la Société d'obligation sus-indiquée, la requête doit être rejetée, le sieur Prat ne pouvant se prévaloir d'un droit lésé. »

(1) Arrêté du 1-12-1933. R. J. I. R., 1934, p. 84.

Le Conseil de Préfecture reconnaît donc bien qu'il peut y avoir dommages-intérêts s'il y a faute du concessionnaire de service public malgré l'autorisation, commettant la même erreur technique que le Tribunal et la Cour de Lyon, mais sans réaliser que l'usage normal de la chose peut être négligent et peut, par conséquent, donner naissance à une responsabilité.

La solution, à notre avis, ne fait aucun doute. Les concessionnaires de services publics, les industries ayant besoin d'une autorisation administrative peuvent être tenus de réparer le préjudice qu'ils causent à leurs voisins; les dispenses accordées à des particuliers ou à des concessionnaires de services publics ne sauraient recevoir un traitement plus favorable. Les bénéficiaires des dispenses ne sont plus passibles de l'amende de 10 à 50 francs prévue contre les perturbateurs, mais il est possible de leur réclamer des dommages-intérêts en raison du préjudice subi.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE RECOURS

CONTRE LES PERTURBATEURS DISPENSÉS DE PROTECTION

S'il s'agit de particuliers ayant obtenu une dispense, les tribunaux civils seront compétents: juge de paix si le chiffre des dommages-intérêts réclamés est inférieur à 4.500 francs; Tribunal civil au-delà de cette somme. Si le perturbateur est commerçant, il sera possible de l'assigner devant le Tribunal de Commerce.

Le perturbateur peut être l'Etat ou l'une de ses subdivisions, et malheureusement ce cas se présentera

assez souvent; un des perturbateurs les plus redoutables est justement l'Administration des P. T. T., chargée de faire respecter la réglementation; les centraux téléphoniques automatiques causent de très graves perturbations dans leur voisinage. En ce cas, la compétence des tribunaux administratifs s'impose.

Mais la question de compétence est plus délicate si le perturbateur est un concessionnaire de service public (Compagnie de transports en commun, transports d'énergie électrique), deux compétences possibles sont à étudier: compétence civile d'une part, compétence administrative d'autre part.

MM. Planiol et Ripert, dans leur *Traité de Droit civil* (tome 3, p. 438 et s.), indiquent que la jurisprudence civile et la jurisprudence administrative se déclarent toutes deux compétentes en matière de dommages causés par les chemins de fer: trépidations, fumées.

(Cour d'Orléans 25 février 1885, Conseil d'Etat, 9 mai 1886, 6 mars 1887, 6 avril 1883, 21 février 1890).

Il s'agissait, dans les espèces envisagées, de trépidations, de fumées produites par le trafic d'une voie ferrée. Le service public ne pouvait fonctionner normalement sans produire des trépidations et des fumées, et sans, par conséquent, causer un préjudice aux particuliers, voisins de la voie ferrée.

Il semble difficilement admissible, cependant, que les tribunaux civils puissent connaître du préjudice causé par l'exploitation normale d'un service public.

En notre matière, l'émission de perturbations radio-électriques n'accompagne pas obligatoirement le fonctionnement du service public. Il est possible d'exploiter une centrale électrique, une ligne de transport d'énergie

sans produire de parasites, alors qu'il était impossible d'assurer le trafic d'une voie ferrée sans vibrations.

Ces observations nous conduiront à conclure à la compétence des Tribunaux civils.

Nous assistons là à une lutte entre juridictions administratives et civiles, le Conseil de Préfecture cherchant à accaparer la connaissance de tous les litiges ayant trait, même de manière assez lointaine, avec un service public.

M. A. Mathiot (1) est obligé de reconnaître que les efforts des Conseils de Préfecture, appuyés par le Conseil d'Etat, d'attirer à eux tous les conflits de cette nature, n'ont pas entièrement été couronnés de succès : « On ne peut qu'admirer aujourd'hui, écrit-il, l'œuvre utile que le Conseil d'Etat, en un siècle d'efforts continus, a réussi à mener à bien ».

« Pourquoi faut-il qu'il n'ait été secondé dans ce travail ni par la Cour de Cassation, ni par le Tribunal des conflits. »

Nous allons être obligés d'étudier successivement la doctrine de la Cour de Cassation et surtout du Tribunal des conflits dont l'opinion est prépondérante en notre matière.

Le caractère de travail public est donné par le but poursuivi. Si l'objet que l'on désire atteindre est l'éclairage d'une ville, par exemple, les travaux que l'on exécutera pour atteindre ce but, ont le caractère de travaux publics.

La Cour de Cassation a dégagé ce principe avec net-

(1) *Accidents causés par les travaux publics*, p. 72.

teté; elle déclare () : « Que les travaux entrepris par le concessionnaire de l'éclairage d'une ville, en vue d'assurer le fonctionnement de ce service public, ont, à raison de leur objet, le caractère de travaux publics, alors même qu'ils n'auraient été ni spécialement prévue dans l'acte de concession, ni expressément autorisés par l'administration ».

On retrouve la même opinion dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 25 avril 1923 (2) : « Que le caractère de travail public dépend de l'objet du travail et non point de l'accomplissement des formalités qui doivent l'accompagner ». Tout fait du concessionnaire n'est donc pas un travail public.

Récemment encore, la Cour de Cassation (3) affirmait sa fidélité à cette doctrine :

« Lorsque le dommage ne résulte pas directement du travail public, mais a pour cause une faute de l'entrepreneur, l'action en réparation du préjudice causé par cette faute, doit être portée devant les Tribunaux de l'ordre judiciaire. »

Si le fait reproché au concessionnaire n'a pas pour but l'objet même de la concession, et s'il cause un préjudice, celui qui sera ainsi lésé par la faute du concessionnaire, pourra s'adresser aux juridictions civiles.

D'ailleurs, M. Mathiot reconnaît la doctrine formelle de la Cour de Cassation, sur ce point, en ces termes :

« Que l'accident résulte de l'exécution du travail public, de la réparation ou du défaut d'entretien de

(1) Arrêt Ch. civile, 2 juin 1913 (*Gaz. Trib.*, 1913, 2^e trim., 1^{re} part., p. 99).

(2) Chambre civile (*Gaz. Trib.*, 1923-1-476).

(3) Requête, 25 mars 1930. D. H., 1930, p. 267.

l'ouvrage public, elle ne le trouve pas suffisant; poussant plus loin l'analyse, la Cour de Cassation recherche quelle est la cause véritable de ce défaut d'entretien, de cette construction défectueuse, et si cette cause lui paraît résider dans une faute personnelle du concessionnaire ou de l'entrepreneur, elle donne aux tribunaux judiciaires compétence pour en connaître. »

« Or, elle apprécie le caractère personnel de cette faute de la façon la plus large, et déclare qu'il se rencontre lorsque l'entrepreneur a agi autrement qu'en vertu de l'ordre ou de l'autorisation de l'Administration. »

Telle est l'opinion très nette de la Cour de Cassation analysée par un partisan de l'unité de compétence en faveur des Tribunaux administratifs.

Les Tribunaux administratifs se sont efforcés de restreindre les cas où il y avait faute personnelle du concessionnaire; les litiges rentraient donc dans leur compétence.

Cependant, ils n'ont pu faire disparaître complètement la notion de « faute personnelle »; parfois même la jurisprudence administrative vient à l'appui de notre thèse. Ainsi le Conseil d'Etat (1) déclarait le Conseil de Préfecture incompétent dans un cas très voisin du nôtre.

« Considérant, d'une part, qu'en admettant même, ainsi que le prétend le sieur Altayrac, que les parcelles sur lesquelles ont été faits les dépôts de matériaux ne soient pas comprises parmi les terrains expropriés, ces dépôts effectués sans autorisation régulière de

(1) Arrêt du 26 décembre 1896. LEBON, 1896, p. 905.

l'Administration, constitueraient, de la part des entrepreneurs, des voies de fait, et que, par suite, il ne pourrait appartenir qu'aux tribunaux judiciaires de statuer sur l'indemnité réclamée par le sieur Altayrac. »

Le conflit entre les deux ordres de juridiction est net. Si l'on ne possédait que les décisions du Conseil d'Etat et celles de la Cour de Cassation, il serait possible juridiquement de soutenir l'une ou l'autre compétence selon la tendance politique de chacun; mais il existe une jurisprudence du Tribunal des conflits, peu nombreuse d'ailleurs en notre matière.

Citons, par exemple, la décision du Tribunal des Conflits du 31 mai 1913 (2) :

« L'autorité judiciaire est compétente pour connaître d'une action en indemnité, formée contre une compagnie de tramways par l'héritier d'une personne qui, occupant une place debout à l'arrière de l'une des voitures de la compagnie, a été précipitée sur le sol par un brusque mouvement du véhicule, et écrasée sous les roues, alors que l'accident est attribué à l'absence d'une chaîne ou de tout autre moyen de fermeture, que les compagnies de tramways doivent placer à l'accès des plate-formes; l'accident survenu ne se rattache en aucune façon à l'exécution ou à l'entretien d'un travail public, mais résulterait d'un fait d'exploitation. »

Il n'existe pas de décision plus récente sur ce point.

Le 4 mars 1930, il est vrai, le Tribunal des Conflits se prononçait pour la compétence du Conseil de Préfecture pour connaître d'une instance engagée contre l'Etat :

(2) S. 1920-3-13.

« L'action en indemnité contre l'Etat à raison de l'accident causé par une automobile goudronneuse, affectée à l'entretien d'une route nationale, rentre dans la compétence du Conseil de Préfecture en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, qui lui attribue la connaissance des actions en réparation des dommages se rattachant aux travaux publics. »

Mais cette décision n'infirmé nullement notre thèse, elle tranche simplement une question de compétence entre deux juridictions administratives: Conseil de Préfecture et Conseil d'Etat.

Nous ne soutenons nullement qu'une action en dommages-intérêts contre l'Etat, entreprenant un travail public, soit de la compétence des Tribunaux judiciaires, mais nous prétendons que l'action engagée contre un particulier, entrepreneur de travaux publics, est de la compétence des tribunaux judiciaires, lorsqu'il y a faute personnelle du concessionnaire.

La Cour de Cassation soutient cette thèse sans restriction, le Conseil d'Etat la combat; mais la seule décision du Tribunal des Conflits est en faveur de la compétence judiciaire.

On en arrive à cette conclusion pratique, que la juridiction choisie quelle qu'elle soit: Conseil de Préfecture ou Tribunaux civils, se déclarera toujours compétente, le Tribunal des Conflits seul pouvant rendre, en fait, une décision d'incompétence en la matière.

Nous n'avons pu raisonner que sur des cas voisins du nôtre, le problème des perturbations radioélectriques étant trop récent pour qu'une jurisprudence ait pu se former.

Jusqu'ici, nous ne connaissons que deux décisions qui

aient abordé la question de compétence en notre matière :

Un arrêté du Conseil de Préfecture des Basses-Pyrénées du 1^{er} décembre 1933, déjà cité, avait à juger un différend de cette nature entre un sieur Prat et un distributeur d'énergie électrique. L'incompétence n'était pas soulevée devant le Conseil, le demandeur ayant choisi la juridiction administrative ne pouvait pratiquement soulever l'incompétence, et le concessionnaire de service public n'avait aucun intérêt à le faire. Cette décision montre bien qu'un Conseil de Préfecture a jugé cette espèce, mais la discussion n'a pas porté sur le problème de la compétence.

La deuxième décision est beaucoup plus intéressante :

Le Tribunal de Commerce de Morlaix (1) rendit, le 1^{er} avril 1932, un jugement réunissant à la fois des qualités techniques et juridiques certaines ; peut-être un bon technicien et un juriste averti siégeaient-ils côte à côté dans ce Tribunal consulaire ? La double question à trancher était certainement la plus délicate qui se soit posée jusqu'à ce jour en notre matière :

Une Société de distribution d'électricité desservant Landivisiau propageait des perturbations radioélectriques. Un revendeur d'appareils de radiophonie se prétendait lésé par cet état de choses, et attaquait la Société devant le Tribunal de Commerce de Morlaix.

La Société souleva l'incompétence du Tribunal et prétendit ne relever que du juge administratif, soutenant à l'appui de cette thèse,

« Que les ondes parasites, à supposer qu'elles soient provoquées par le fonctionnement des machines dont s'agit, sont le résultat de l'exploitation normale de

(1) *Gaz. Pal.*, 1933-1-321.

l'usine génératrice du courant électrique, au même titre que le bruit, la fumée ou les trépidations sont inhérentes au fonctionnement de certaines usines ou machines; qu'aucune faute personnelle se détachant du fonctionnement normal de l'usine ne peut être relevée à la charge de la Société l'Union Electrique. »

Si le Tribunal adoptait cette thèse: fonctionnement normal sans aucune faute personnelle, il était obligé de se déclarer incompétent.

Le Tribunal réfuta, avec beaucoup de justesse, l'argument d'incompétence soulevé par le défendeur; il répondit: « Que l'Union Electrique n'a nullement la tâche ou le travail de produire directement ou indirectement des ondes parasites qui peuvent troubler autrui; qu'elle ne peut prétendre avoir été autorisée pour exécuter un pareil travail, qu'elle ne peut même soutenir sérieusement que l'émission des ondes parasites est inhérente à son travail. »

Le Tribunal invoqua, pour soutenir sa thèse, les deux arrêts de cassation du 2 juin 1913 et du 25 avril 1923, que nous avons déjà rapportés, et en tira la conclusion suivante:

« Qu'il en résulte clairement que pour savoir quand il y a accomplissement d'un travail public, il faut se demander quel est l'objet de ce travail »; dans l'espèce jugée, l'objet du travail était de « fournir aux habitants de la commune de Landivisiau la force motrice ou l'éclairage, la Société distributrice n'a nullement à tâche de produire directement ou indirectement des ondes parasites qui peuvent troubler autrui; que la Société n'assure pas ainsi un service public; les tribunaux civils sont donc compétents. »

Le Tribunal de Morlaix a fait une analyse très exacte du problème technique: les perturbations électriques peuvent-elles être évitées ou sont-elles inhérentes au fonctionnement du service public?

La réponse ne fait aucun doute. Il est possible de les faire disparaître, et si leur suppression n'est pas obtenue, le concessionnaire commet une faute consistant en une négligence. Il y a faute personnelle très nette du concessionnaire. Nous ne prétendons pas que dans le cas de services publics tels que les distributions d'énergie électrique, la suppression des parasites soit un problème aisé, pouvant être résolu à peu de frais; nous savons pertinemment que l'entretien des isolateurs en parfait état est une grosse charge financière pour le concessionnaire. Il y a cependant faute personnelle du concessionnaire à ne pas prendre ces mesures même coûteuses, si elles sont pratiquement possibles.

Nous arrivons à la conclusion suivante:

1° La dispense de protection, si elle supprime la faute pénale, laisse intacte la faute civile, et le droit pour les tiers lésés de demander réparation du préjudice subi;

2° La faute étant une négligence personnelle du concessionnaire, les Tribunaux civils sont compétents pour en connaître.

Les Tribunaux civils apprécieront la gravité de la faute en fonction des charges financières que la suppression des parasites ferait supporter à l'entreprise. De cette analyse ressortira certainement une appréciation plus ou moins libérale des dommages-intérêts réclamés, mais le principe ne peut en rien être modifié par ces nuances.

DE LA RÉTROACTIVITÉ
DU DÉCRET DU 1^{er} DÉCEMBRE 1935

Les installations existantes à la date de la promulgation du décret sont-elles assujetties aux mesures qu'il édicte?

Certains propriétaires d'immeubles, avisés des troubles produits par le fonctionnement d'ascenseurs déjà installés, soutenaient que leurs installations ayant été réalisées et mises en service avant la publication du décret, les prescriptions édictées ne leur étaient pas applicables.

La Commission fut appelée à formuler un avis sur la question (1), M. Pichat déclare que : « l'article premier du décret est formel : les détenteurs d'appareils électriques sont tenus de se conformer aux prescriptions édictées ».

Ce décret serait-il donc rétroactif? M. le Président de la Commission fit très justement remarquer qu'il s'agissait plutôt de déterminer « le champ d'application du décret que de rétroactivité ».

La question est délicate; il faut rechercher ce que l'on entend par rétroactivité.

Si une loi, malgré le principe général de la non rétroactivité, est cependant rétroactive, aucun recours n'est possible contre elle; mais si le décret du 1^{er} décembre 1935 a violé l'article 2 du Code civil, il peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat pour violation de la loi.

(1) Séance du 4 juillet 1934.

L'article 2 du Code civil édicte que « la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif ».

M. Planiol (2) donne l'explication de ce principe : « Il est la sauvegarde nécessaire des intérêts individuels. Il n'y aurait aucune sécurité pour les particuliers, si leur droits, leur fortune, leur condition personnelle, les effets de leurs actes et de leurs contrats, pouvaient à chaque instant être remis en question, modifiés, supprimés par un changement de volonté du législateur. »

On se sert, pour déterminer s'il y a rétroactivité, d'une distinction entre les « droits acquis » et les « simples expectatives ». Les définitions que les auteurs ont tenté de donner de l'une et de l'autre expression sont peu satisfaisantes ; on dit qu'il y a droit acquis lorsque la loi ancienne s'applique à l'exclusion de la loi nouvelle, et « simple expectative » quand les intéressés subissent l'effet du changement de législation ; cette explication, par substitution de mots, ne peut nous satisfaire.

M. Planiol (1) donne une définition plus heureuse : « La loi est rétroactive quand elle revient sur le passé, soit pour apprécier les conditions de la légalité d'un acte, soit pour modifier ou supprimer les effets d'un droit déjà réalisés. Hors de là, il n'y a pas de rétroactivité, et la loi peut modifier les effets futurs de faits ou d'actes même antérieurs sans être rétroactive ».

Suivant les principes généraux de la rétroactivité en matière répressive, le décret du 1^{er} décembre 1933 ne donne pas le caractère de contravention à des faits antérieurs à la promulgation ; il n'est donc pas rétroactif, et

(2) Droit civil, édition 1911, tome I^{er}, n° 240.

(1) Cité précédemment, n° 243.

les faits antérieurs à sa promulgation restent légaux : mais il les qualifie de contravention pour l'avenir. Une loi pénale s'appliquera à tous les faits postérieurs à sa promulgation, et la théorie des droits acquis ne peut jouer.

Ainsi en matière d'installations électriques, même anciennes, il faut apprécier les faits suivant la législation nouvelle.

Le décret est resté dans les limites que lui a tracées l'article 114 de la loi de finances.

Les installations, quelle que soit leur date, sont soumises au décret du 1^{er} décembre 1933, celui-ci n'étant pas susceptible, à notre avis, de recours pour violation de la loi, car :

1° Il n'est pas rétroactif ;

2° Le serait-il, il est conforme à une loi qui, elle, n'est susceptible d'aucun recours.

Le système établi par la loi et le décret est-il opportun ? Ne convenait-il pas de créer une distinction entre les installations d'après la date de leur mise en service, ainsi que l'ont fait certaines législations étrangères ?

Nous n'avons pas à examiner ici cette question ! il nous suffit de constater que ni l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, ni le décret du 1^{er} décembre 1933, ne sont « rétroactifs » au sens juridique du mot.

CHAPITRE II

RECHERCHE DES CONTRAVENTIONS

Perturbations jugées répréhensibles

En droit pénal, un crime, un délit ou une contravention ne peuvent exister qu'à condition d'être suffisamment caractérisés; il est possible de définir nettement ce que l'on entend par vol, par escroquerie; on peut caractériser les délits de pêche, de chasse.

Il nous faudra préciser les conditions d'existence de notre contravention.

Pour rester dans la logique juridique, en matière de contravention, il aurait fallu caractériser la perturbation à l'émission; par conséquent, les appareils de contrôle auraient dû être placés pour effectuer la mesure de la perturbation à une distance déterminée de l'appareil perturbateur; on ne se serait pas alors préoccupé de la réception possible du parasite.

Mais la logique juridique ne cadre pas toujours avec les nécessités pratiques. A quoi bon imposer à un industriel des mesures de protection, quelquefois coûteuses, si aucun amateur de T. S. F. de l'entourage n'est gêné, ou s'il n'existe pas d'auditeur dans son voisinage.

La réglementation, avec beaucoup de bon sens d'ailleurs, s'est attachée à définir la perturbation jugée répré-

hensible, en la considérant à la réception, chez le plaignant. Le problème présente quelques difficultés.

Il fallait résoudre une question préalable: quelles étaient les émissions que l'on désirait protéger?

Certaines législations étrangères n'ont accordé leur protection qu'aux seuls postes nationaux d'Etat; conception un peu étroite, animée d'un esprit politique excessif.

La réglementation française est plus libérale; les perturbations répréhensibles sont celles susceptibles de troubler les émissions dont le champ est, au lieu considéré, au moins égal à un millivolt par mètre.

Pour un profane, l'émission produisant un tel champ, est quelque chose de bien abstrait; il convient de donner quelques point de comparaison.

A Paris, le champ créé par le poste des P. T. T. est de 10 à 1.000 millivolts par mètre; Radio-Paris produit un champ de 100 millivolts par mètre; Radio-Luxembourg atteint encore 4 millivolts par mètre.

L'émission de Radio-Paris, le jour, produit dans les régions voisines des frontières espagnoles et italiennes et de la France, un champ de 1 millivolt par mètre environ.

La nuit, la réception étant facilitée, les grandes stations nationales étrangères produisent à Paris le champ limite de 1 m. v. p. m.

La réglementation entend donc protéger la réception des émissions nationales, mais aussi celles des grandes stations étrangères.

Les réceptions délicates d'émission à très faible puissance n'ont pas semblé mériter la même sollicitude.

Il ne faut pas oublier que les caractéristiques techniques

ACTION DES GRANDS GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

de la contravention pourront être modifiées par arrêté ultérieurement, l'article 4 § 1 du décret du 1^{er} décembre 1933 ayant prévu cette éventualité.

On pourra étendre la protection à des émissions plus faibles, si les moyens techniques de protection contre les parasites se développent ; la réglementation suivra donc les progrès techniques.

Les émissions protégées étant ainsi déterminées, il reste à définir ce que sera la perturbation répréhensible par rapport à ces émissions.

L'importance du parasite est donc relative à l'émission produisant au moins un champ de 1 m. v. p. m.

L'arrêté du 30 mars 1934 décide que la réception est considérée comme troublée :

1° Si le niveau des perturbations n'est pas inférieur de 3 népers à celui d'un signal produit par un champ de 1 millivolt par mètre, modulé au taux de 30 % à la fréquence de 800 périodes par seconde, et si la durée continue de ces perturbations est supérieure à 3 secondes ;

2° Si, leur niveau étant plus élevé que la valeur limite indiquée ci-dessus, les perturbations ont une durée continue inférieure à 3 secondes, mais se reproduisent à intervalles de temps inférieurs à 10 minutes.

Cette définition du niveau de la perturbation demande à être commentée.

La sensibilité de l'oreille, comme celle de l'œil est variable ; un bruit infime peut être perçu lorsqu'il se produit seul ; au contraire, un son relativement important peut échapper à l'oreille recevant, au même instant, une impression sonore intense.

La mesure d'une intensité sonore est dans ce cas sans intérêt, puisqu'une même intensité peut produire des sensations très différentes; un même bruit est jugé assourdissant dans un appartement, et négligeable au milieu d'une foule bruyante. On se contentera de mesures de comparaison faites au même moment et au même lieu entre les sensations sonores produites par deux bruits différents.

On cherche donc à déterminer la différence de niveau entre deux sons (le niveau du son dépend de l'amplitude de la vibration sonore, la hauteur du son étant liée à la fréquence de l'onde sonore).

On a remplacé la mesure directe de la sensation sonore par celle de l'énergie mécanique ou électrique qui la produit; la loi dite de Fechner donne la règle de corrélation: la sensation sonore croît en progression arithmétique quand l'énergie mise en jeu croît en progression géométrique.

La loi peut s'énoncer sous une autre forme: le rapport de deux sensations sonores est le logarithme du rapport des énergies mises en jeu.

Deux systèmes de logarithmes sont possibles: les logarithmes vulgaires à base 10 (l'unité arithmétique qui représente le logarithme correspondant est alors le décibel), et les logarithmes népériens dont la base est le nombre e (2,718). [l'unité arithmétique qui représente le logarithme correspondant est le néper].

Le décibel et le néper ne sont donc pas des unités physiques telles que le kilogramme, le watt ou l'ampère, ce sont des unités arithmétiques précisant le système logarithmique employé.

L'arrêté du 30 mars 1934 dit que le niveau d'une

perturbation P doit être de 3 népers inférieur à celui d'un signal de comparaison S; il exprime simplement que 3 sera la valeur dans le système népérien de base e du logarithme du rapport des énergies mises en jeu.

La mesure se réduit à celle des énergies du signal de comparaison et de la perturbation.

L'énergie mise en jeu par la perturbation est 20 fois moins grande que celle produite par un champ de 1 millivolt par mètre.

Cette mesure d'énergie électrique ne met pas suffisamment en relief la différence d'audition correspondant à 3 népers.

Une notion plus sensible peut être donnée en calculant à quelle distance d'un auditeur doit se trouver un orateur B, pour troubler avec cette différence de 3 népers l'audition d'un orateur A, situé à 10 mètres de l'auditeur, les voix des deux orateurs ayant la même force.

A l'air libre, les énergies reçues sont en raison inverse du carré des distances. Il y aura une différence de 3 népers entre la perturbation causée par B et l'audition de A, lorsque le rapport des énergies reçues sera de 20, c'est-à-dire lorsque le rapport des distances sera de 4,48; l'orateur B devra être placé à 44 m. 8.

On peut se rendre compte, par cette simple comparaison acoustique du degré de protection que l'on cherche à obtenir.

Cette définition de la perturbation est toute relative, elle correspond cependant à l'appréciation courante.

M. Michel Adam, défenseur actif des sans-filistes, estimait, au II^e Congrès de Défense contre les Parasites industriels, les 25 et 27 novembre 1932, qu'une réception

pouvait être considérée comme troublée lorsque la perturbation provoquait au voisinage de l'appareil récepteur un champ électromagnétique de 0,166 millivolt par mètre, ce qui reviendrait à protéger les émissions ayant un champ au lieu considéré de 0,732 millivolt par mètre, alors que la réglementation actuelle ne protège que celles ayant 1 millivolt par mètre. M. Michel Adam réclamait donc, au nom des sans-filistes, une protection légèrement plus sévère que celle qu'ils ont obtenue.

M. le Président de la Commission des perturbations (1) faisait observer très justement que les dispositions adoptées à l'étranger étaient plus sévères que les nôtres, on aurait pu édicter des prescriptions plus rigoureuses, mais il convenait de rester dans la limite des choses immédiatement réalisables.

Une protection plus énergique aurait été inefficace. Les procédés techniques actuels n'auraient pas permis de la réaliser sans faire supporter des frais considérables aux propriétaires d'installations électriques; les tribunaux n'auraient pas pu condamner devant cette situation.

Le niveau relatif de la perturbation étant défini, l'arrêté du 30 mars 1934 a précisé la durée de la perturbation.

La perturbation d'un niveau supérieur à celui prévu est répréhensible si elle dure plus de 3 secondes; au sens strict du décret: une sonnerie placée à la porte d'entrée d'un appartement doit être antiparasitée si la perturbation de niveau répréhensible dure plus de 3 secondes.

Si la perturbation, bien que de niveau répréhensible,

(1) Séance du 4 juillet 1934.

sure moins de 3 secondes, mais se reproduit à moins de 10 minutes d'intervalles, l'appareil doit également être antiparasité.

Ainsi une sonnerie de magasin fonctionnant toutes les 11 minutes, toute la journée, n'aura pas à être protégée; celle d'une porte d'appartement ne fonctionnant que deux fois dans la journée, mais à 9 minutes d'intervalle, devra l'être.

Voilà le sens strict du décret; un texte pénal ne laisse aucune possibilité d'interprétation quant à la qualification, le tribunal répressif ne pourra pas dire qu'il y a contravention dans le cas de la sonnerie de la porte de magasin après avoir constaté les faits.

Il pourra tout au plus, après avoir reconnu l'existence de la contravention, dans le cas de la sonnerie d'appartement, prononcer une amende de principe, et même descendre, en faisant application des circonstances atténuantes, au-dessous du minimum de 10 francs prévu pour l'amende.

*Marque de qualité
apposée sur les dispositifs antiparasites*

L'industriel n'a aucun moyen de se rendre compte de l'efficacité des dispositifs antiparasites qu'il emploie, il ne possède pas de laboratoire lui permettant de se livrer à des essais.

L'Union des Syndicats de l'Electricité a voulu remédier à cette situation et venir en aide à ses adhérents en créant des plaques de garantie. La question a été mise à l'étude.

Les usagers et constructeurs, par l'intermédiaire de leurs représentants à la Commission des perturba-

tions (1) ont demandé à l'Administration des P. T. T. de participer aux travaux de l'Union des Syndicats de l'Electricité et leur donner ainsi une consécration officielle; la sous-Commission technique des perturbations étudiera le problème.

M. le Président de la sous-Commission technique (2) montre la difficulté qui existe à créer une marque de qualité, et il donne l'exemple suivant:

« Dans le cas où les perturbations sont produites par un grand nombre de moteurs voisins, l'antiparasite monté sur chacun d'eux peut supprimer totalement les parasites et laisse inévitablement subsister un résidu; il peut se faire que tous les résidus des moteurs aient un effet perturbateur dépassant la limite fixée par l'arrêté du 30 mars 1934; donc, au point de vue légal, il y aura infraction au décret, et cependant le propriétaire des appareils perturbateurs sera en règle, puisqu'il aura muni chacun d'eux de dispositifs antiparasites revêtus de la marque de qualité, donc à l'efficacité garantie. »

M. le Président demande s'il ne serait pas possible, pour éviter des difficultés ultérieures, de délivrer la marque de qualité sans garantie d'efficacité.

Nous ne croyons pas, en effet, qu'il soit possible de délivrer une marque de qualité avec garantie d'efficacité, mais on peut se demander quelle sera alors l'utilité de la marque? La marque de qualité sera simplement une garantie au point de vue résistance physique; elle indiquera aussi que le dispositif a subi des essais électriques, et peut résister au voltage d'utilisation.

(1) Séance du 4 juillet 1934.

(2) Séance du 15 octobre 1934.

L'existence de la marque sur un dispositif sera tout simplement la preuve de la bonne foi de l'usager : il ne pourra, en effet, y avoir contravention, à condition que le perturbateur agisse pour faire cesser les troubles qu'il provoque.

Dans l'exemple particulier cité par M. le Président de la sous-Commission technique, nous ne sommes pas tout à fait de son avis sur l'existence de l'infraction ; si, au lieu d'appartenir à un seul propriétaire, les moteurs dont il s'agit appartenaient à plusieurs petits industriels, il serait tout aussi possible, techniquement, que se produise l'intégration des perturbations résiduelles, et cependant il n'y aurait pas infraction ; chacun de ces propriétaires serait en droit de répondre que son installation est conforme aux textes et ne produit qu'une perturbation inférieure au maximum fixé ; position juridique inattaquable. Pourquoi se montrer plus rigoureux lorsque tous les moteurs appartiennent au même propriétaire ; le trouble subi par les auditeurs de radiophonie n'est-il pas le même dans les deux hypothèses ?

La 25^e Commission de l'Union des Syndicats de l'Electricité vient d'édicter, le 10 octobre 1934, les règles d'établissement des dispositifs antiparasites.

Tous les dispositifs conformes à ces règles auront le droit d'être revêtus de la marque de garantie.

Il importe de préciser que celle-ci n'a aucun caractère officiel ; le perturbateur qui a muni ses appareils électriques de dispositifs portant la marque, ne sera pas à l'abri de toute poursuite, du moins théoriquement ; l'emploi, le montage du dispositif antiparasite peuvent être défectueux, non appropriés à l'installation.

L'emploi de dispositifs revêtus de la marque pourra faire présumer la bonne foi, et cela est particulièrement important lorsqu'il s'agit d'une « contravention » où la bonne foi joue un rôle.

La marque de qualité donne la garantie que l'usage du dispositif antiparasite n'est pas dangereux, mais elle ne préjuge nullement de l'efficacité technique du dispositif en ce qui concerne la nouvelle réglementation; elle ne le pourrait d'ailleurs pas.

*Agents chargés de dresser les procès-verbaux
de contraventions*

Il n'était pas possible de laisser aux agents de la force publique ou à des officiers ministériels le soin de dresser les contraventions. Un personnel spécialisé pouvait seul assumer cette charge d'ordre technique.

Il est intéressant de rappeler qu'une semblable situation avait déjà été réglée dans une matière très voisine: celle de la protection des lignes télégraphiques; l'article 19 du décret-loi du 27 décembre 1851 donne mission, concurrentement, aux officiers de police judiciaire, commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer, aux inspecteurs des lignes télégraphiques, agents de surveillance assermentés, de constater par des procès-verbaux les crimes, délits ou contraventions apportant un trouble aux communications télégraphiques. Ce sont, pour la plupart, des techniciens qui sont chargés de caractériser les atteintes portées au trafic du télégraphe.

La nouvelle réglementation n'a donc pas innové en la matière, mais elle a réservé à des techniciens la mission délicate de constater les infractions.

Le décret du 1^{er} décembre 1933, dans son article 11, charge le Ministre des P. T. T. de l'exécution de la nouvelle réglementation. Des agents assermentés, désignés à cet effet par le Ministre (art. 7 du décret du 1^{er} décembre 1933) sont placés sous l'autorité du directeur du Service de la radiodiffusion; ils devront constater les contraventions suivant la technique opératoire fixée à l'arrêté du 20 avril 1934.

S'il est possible de reconnaître aux textes récents des qualités incontestables au point de vue technique, on ne peut leur prodiguer le même éloge au point de vue juridique. Leur indigence apparaît surtout si on les rapproche du décret-loi du 27 décembre 1851.

Ainsi nos textes sont muets sur la valeur que les tribunaux devront accorder aux procès-verbaux ainsi dressés. Il semble que ceux-ci ne doivent faire foi que jusqu'à preuve contraire par analogie avec ceux prévus par le décret-loi de 1851, qui peut être appliqué, comme il a été indiqué, concurremment avec nos textes.

Un autre point reste à élucider: ces procès-verbaux ne doivent-ils pas être affirmés, à peine de nullité, dans les cinq jours devant le juge de paix ou le maire, conformément à l'art. 11 du décret de 1851? Nos textes sont encore muets à ce sujet. On ne saurait, en conséquence, imposer une formalité qui n'est pas expressément exigée.

Un troisième problème est à répondre: la preuve de la contravention peut-elle être faite par tous moyens ou doit-elle obligatoirement résulter d'un procès-verbal de constat? L'opinion restrictive semble difficilement soutenable. Cependant M. Cazals de Fabel (1) soutient que

(1) *Revue Générale d'Electricité*, 1934, p. 405.

« dans le cas où l'auditeur s'adresserait aux tribunaux concurremment avec son recours à l'Administration, sa demande serait doublement entravée: d'abord par les dispenses prévues au décret, ensuite par l'intervention obligatoire des agents de l'Administration, ce qui empêcherait le Tribunal de recourir à une expertise ».

Nous ne partageons pas cet avis, l'intervention des agents de l'Administration n'étant nullement obligatoire.

Il existe un cas où la procédure du constat est réglementée: le constat d'adultère; le Tribunal correctionnel ne base-t-il ses décisions que sur le constat d'adultère? Non, tous moyens de preuves peuvent être utilisés: lettres, témoins, aveux.

On peut citer un autre argument par analogie (1): *administratif des travaux publics*, L. COURCELLE, p. 497. indépendamment des procès-verbaux, les contraventions de voirie urbaine peuvent être prouvées par témoins, par l'aveu du prévenu ou par l'instruction.

Il n'est pas possible de se montrer plus exigeant; la preuve de la contravention pourra résulter de l'aveu du contrevenant, d'un constat d'huissier, d'une expertise technique ordonnée par le Tribunal. Les agents assermentés du Ministère des P. T. T. ne peuvent recevoir aucune injonction à fin de constat émanant du Tribunal ou du Parquet, le principe de la séparation des pouvoirs s'y opposant; mais ils peuvent être désignés comme experts par l'autorité judiciaire.

Notre thèse, admettant la preuve par tous moyens de la contravention, va influencer notre position prise

(1) Cass., 29 nov. 1851. D. P., 51-5-45, rapporté *Traité*

sur un autre point: le Tribunal peut-il être saisi par citation directe du plaignant?

Si l'on se reporte aux travaux de la Commission consultative créée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933, on s'aperçoit que tel est bien aussi l'avis de la Commission:

L'Administration doit, en premier lieu, jouer le rôle de médiateur, mais elle a aussi le rôle d'expert, intervenant à la demande des Tribunaux.

Mais si le Tribunal peut demander à l'Administration de servir d'expert, il peut aussi bien statuer sans avoir recours à cette expertise.

Une difficulté existe: une affaire est portée à l'audience du Tribunal correctionnel, comment celui-ci pourra-t-il provoquer l'expertise de l'Administration à laquelle il ne peut donner d'ordre? Deux méthodes pratiques nous semblent possibles.

Le Tribunal rend un jugement confiant l'expertise à M. le Directeur de la Radiodiffusion. Celui-ci ne reçoit aucun ordre du Tribunal, car un expert peut toujours décliner la mission dont il est chargé, et dans le cas présent, le Directeur de la Radiodiffusion peut user de tous les droits reconnus aux experts, mais il ne peut éluder les obligations légales qui lui sont imposées d'assurer la mise en application de la nouvelle réglementation.

Si, dans l'instance pendante devant le Tribunal, il y a eu constitution de partie civile, on pourra faire consigner au plaignant une provision pour l'expertise. Cette expertise ordonnée par jugement du Tribunal donne une solution parfaitement légale à la préoccupation soulevée au sein de la Commission consultative: ne pourrait-

on pas faire supporter les frais de recherche du plaignant dont la réclamation est mal fondée?

La partie civile déboutée après expertise ordonnée par le Tribunal, serait ainsi obligée de payer les frais de l'instance.

Une deuxième méthode peut être imaginée. Le Tribunal ne rend pas son jugement, mais renvoie l'affaire à une audience assez éloignée; le Procureur de la République est sollicité par le Président du Tribunal afin de provoquer une expertise. Il peut la demander en passant par la filière hiérarchique jusqu'au Garde des Sceaux, qui transmet la demande au Ministre des P. T. T. Cette deuxième méthode semble complexe en théorie, mais elle pourrait être rendue pratique sans heurter aucun texte.

L'Administration des P. T. T. pourrait également dresser des constats de sa propre initiative, sans aucune intervention du Tribunal; ces constats pourront servir à des poursuites ultérieures à la requête de l'Administration, du plaignant ou du Parquet.

L'expertise ordonnée par jugement du Tribunal présenterait le gros avantage de permettre aux agents des P. T. T. de pénétrer légalement chez le perturbateur.

Il convient de remarquer que l'expertise pourrait être confiée par le Tribunal à toute personne compétente, mais tout expert devrait constater les troubles dans les formes et conditions de l'arrêté du 20 avril 1934.

D'ailleurs cet arrêté n'indique nullement que les constatations doivent être faites par les agents des P. T. T. exclusivement, ce qui confirme l'opinion que nous défendons.

Pouvoirs des agents des Postes et Télégraphes

Pour remplir la mission qui leur a été confiée par l'article 7 du décret du 1^{er} décembre 1933, les agents assermentés devront se livrer à des investigations à la fois chez le plaignant et chez le perturbateur.

Investigations chez le plaignant. — Elles sont absolument indispensables, puisque la rédaction du procès-verbal nécessite, suivant l'arrêté du 20 avril 1934, des mesures dans le local même où le plaignant a installé son poste récepteur.

Le plaignant ne s'opposera pas, en général, à ces mesures qui sont protectrices de sa liberté d'audition, et laissera pénétrer volontairement chez lui les agents du contrôle.

La situation sera plus délicate si le plaignant déclare se désister au moment où les agents se présenteront pour effectuer le constat; la solution juridique doit, semble-t-il, être identique à celle concernant le perturbateur.

L'Administration pourra sans doute réclamer des dommages-intérêts à l'ex-plaignant pour avoir provoqué un dérangement inutile de son personnel spécialisé, mais les agents pourront-ils pénétrer au domicile de l'ex-plaignant? Nous ne le croyons pas.

Investigations chez le perturbateur. — Les mesures effectuées chez le plaignant ne seront pas toujours suffisantes pour déterminer l'identité du perturbateur; les agents constateront qu'il y a bien perturbation répréhensible, mais sans en connaître l'auteur.

Supposons que plusieurs médecins pratiquant les traitements électriques exercent dans l'immeuble du

plaignant ou dans des immeubles voisins; pour déterminer lequel est le perturbateur, il sera indispensable que les agents techniques se rendent chez chacun d'eux, fassent fonctionner les installations soupçonnées, et retournent chez le plaignant pour procéder à de nouvelles mesures.

Les textes leur donnent-ils le pouvoir de pénétrer chez le perturbateur éventuel?

Si l'on interprète de façon stricte l'arrêté du 20 avril 1934, les agents n'ont pas besoin de se rendre chez le perturbateur, les mesures à effectuer n'ont lieu que chez le plaignant exclusivement.

Mais, techniquement, il n'est pas possible, en se bornant à cette enquête très sommaire, d'identifier avec certitude le perturbateur.

Dans la plupart des espèces jugées par les Tribunaux civils, les experts désignés ont pénétré chez le perturbateur, ont fait fonctionner ses installations, et c'est ainsi qu'ils ont pu, dans leur rapport, identifier sans hésitation la cause des troubles.

L'article 7 du décret 1933 n'est pas précis sur ce point: « Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les agents assermentés de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, désignés à cet effet par le Ministre ».

A notre avis, ce texte ne donne pas le pouvoir aux agents des P. T. T. de pénétrer chez le perturbateur; certains auteurs, cependant, ont prétendu le contraire.

L'article 7 du décret du 1^{er} décembre 1933 est illégal? Telle est la question que se pose M. Lestrade (1) en ces termes:

(1) *Les droits des auditeurs de Radiophonie vis-à-vis des perturbateurs.*

« Au moment où la liberté individuelle se voit concéder de nouvelles garanties, comment concevoir qu'un simple décret puisse accorder aux agents de l'Administration le droit de pénétrer, même par la force, à l'intérieur des habitations, pour y constater les infractions? »

En effet, l'inviolabilité du domicile est garantie par les peines édictées par l'article 184 du Code pénal.

L'article 184 du Code pénal est formel: « Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique qui s'introduit, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, au domicile d'un particulier, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 16 à 500 francs ».

Il est possible de déroger à l'article 184 du Code pénal, mais le législateur doit le faire expressément; quelques lois donnent ainsi le pouvoir, dans certains cas, de pénétrer au domicile d'un particulier.

La loi des 19-29 juillet 1791, art. 9 et 10, sur la tenue des maisons de jeux de hasard et de débauche, donne aux fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire le droit de pénétrer dans ces lieux pour y constater les infractions.

Une exception plus générale est accordée à toute personne en cas d'incendie, d'inondation ou d'appel venant de l'intérieur (Loi du 5 Fructidor an III, art. 359, loi du 28 Germinal an VI, loi du 22 Frimaire, an VIII, art. 76).

La loi du 28 avril 1816, art. 235 a autorisé les employés des Contributions indirectes à pénétrer chez les

particuliers sans être astreints à se faire assister d'un officier de police judiciaire.

L'article 60 de la loi du 28 avril 1816 a donné les mêmes droits aux employés des douanes, mais ils doivent être accompagnés « d'un officier municipal ou d'un commissaire de police ».

L'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933 aurait pu autoriser les agents des P. T. T. à pénétrer chez les perturbateurs supposés pour y constater les contraventions; il ne l'a pas fait.

Le décret a donné une telle autorisation, dit M. Lestrade, il est illégal, car une loi seule pouvait faire échec au grand principe de l'inviolabilité du domicile.

Comme nous donnons au décret une interprétation différente, admettant qu'il ne contient pas l'autorisation de pénétrer au domicile d'un particulier, la question de la légalité du décret ne se pose pas sur ce point.

L'Administration des P. T. T. ne prétend pas trouver, dans les textes, les pouvoirs nécessaires pour pénétrer au domicile des particuliers.

Le *Progrès de Lyon* du 4 avril 1934 (1) publiait un compte rendu d'une enquête faite par un rédacteur anonyme auprès d'un directeur régional des Postes et Télégraphes; celui-ci estimait qu'il ne disposait pas des pouvoirs suffisants pour pénétrer chez les perturbateurs: « Nous ne disposons légalement d'aucun mandat pour nous introduire chez les particuliers pour constater le « délit de parasitisme ».

La Commission consultative (1) semble bien avoir la même conception: si les perturbateurs n'autorisent pas

(1) Reproduit dans R. J. I. R., 1934, p. 221.

(1) Séance du 4 juillet 1934.

la visite de leurs installations, mention en sera faite au dossier et l'affaire sera portée devant le Tribunal correctionnel.

Mais il est possible de faire sommation au perturbateur d'avoir à laisser pénétrer chez lui volontairement l'agent des P. T. T. ; un refus serait certainement interprété par un Tribunal comme une grave présomption de culpabilité ; le perturbateur serait alors obligé de faire la preuve de sa non culpabilité ; situation peu juridique, mais logique, puisqu'en laissant pénétrer l'agent des P. T. T., le perturbateur présumé avait la possibilité de faire établir sa non culpabilité.

Mais en dehors des textes spéciaux applicables aux perturbations radioélectriques, ne pourrait-on pas, en vertu de certains textes, accorder les pouvoirs nécessaires aux agents des Postes et Télégraphes ?

Un juge d'instruction, saisi d'une plainte, pourrait ordonner une mesure de perquisition chez un perturbateur inculpé ; le Tribunal correctionnel pourrait donner la même autorisation.

Nous verrons qu'il est possible de procéder en cette matière, comme en toutes autres, au point de vue de la marche à suivre.

Les agents des Postes et Télégraphes n'auront donc aucun pouvoir propre, ils ne pourront agir que sur l'autorisation du Juge d'Instruction, ou pour accomplir la mission du Tribunal.

Mais dans certains cas particuliers, les agents des Postes et Télégraphes pourront pénétrer chez le perturbateur contre sa volonté.

L'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923 indique que toutes les mesures du décret-loi du 27 décem-

bre 1851, relatif au monopole des lignes télégraphiques sont applicables à l'émission et à la réception des signaux électriques de toute nature.

L'article 4 du décret-loi du 28 décembre 1926 spécifie que les postes récepteurs ne doivent être la cause d'aucune gêne pour les postes voisins, l'article 31 du même décret applique aux infractions les pénalités prévues par le décret-loi du 27 décembre 1851 et par l'article 85 de la loi de finances du 30 juin 1923.

Or, le décret-loi du 27 décembre 1851, art. 5, spécifie que « toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques électriques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal ».

Il nous semble qu'en vertu de ces textes, les agents des Postes et Télégraphes pourront pénétrer chez le perturbateur, mais seulement dans le cas où le trouble est produit au moyen d'un appareil récepteur à réaction dans le circuit antenne terre.

Il est donc possible, à notre avis, de conclure que d'après les textes spéciaux applicables aux perturbations radioélectriques, les agents des Postes et Télégraphes n'ont pas légalement le pouvoir de pénétrer au domicile du perturbateur.

Si une instance pénale est engagée, le juge d'instruction ou le Tribunal pourront donner une telle autorisation.

Enfin, au cas où le perturbateur est un auditeur de T. S. F., les anciens textes encore en vigueur donnent

les pouvoirs nécessaires pour la constatation efficace des contraventions aux agents des P. T. T.

Caractéristiques des appareils de contrôle

L'arrêté ministériel du 20 avril 1934 règle cette question. L'examen technique approfondi des textes donne d'ailleurs des indications précieuses, au point de vue juridique, sur l'esprit de cette réglementation, mais il eût été préférable de rédiger un exposé des principes plutôt que d'obliger à les dégager par voie de déduction.

L'étalon de contrôle est un appareil récepteur à antenne constitué par deux tubes de cuivre de 1 mètre de long et de 15 millimètres de diamètre; l'agent n'a pas la possibilité de se servir de l'antenne du plaignant; en effet, la mauvaise position adoptée pour celle-ci, son orientation défectueuse peuvent la rendre particulièrement sensible aux perturbations. Ce souci d'effectuer les mesures dans les conditions où les perturbations sont les moindres, se retrouve dans toutes les prescriptions techniques relatives aux constats.

Le récepteur devra être alimenté par des batteries d'accumulateurs particulières, ou si l'alimentation a lieu par tout autre moyen (batteries d'accumulateurs servant à d'autres usages, dynamos, secteur) des filtres devront être installés de façon à écarter pratiquement les parasites provenant de la source d'alimentation.

On peut en tirer une conclusion intéressante: le sans-filiste peut se plaindre des parasites d'induction, mais non de ceux qui lui sont transmis par conduction, notamment par les fils d'alimentation de courant au cas d'alimentation sur le secteur.

Les transporteurs d'énergie électrique devront se garder soigneusement de créer des perturbations radio-électriques transmises par induction (étincelles, décharges), mais ils ne seront nullement responsables des perturbations transmises chez l'utilisateur par les fils conducteurs, perturbations dont ils sont les auteurs ou qui ont été communiquées aux lignes par d'autres usagers.

Le sans-filiste devra, antérieurement à sa plainte, se protéger des perturbations de conduction par des filtres placés sur son alimentation; nous rejoignons alors certaines législations étrangères en ce qu'elles expriment cette obligation, que l'on trouve implicitement contenue dans le texte français.

Le règlement définit avec précision la sélectivité du poste étalon.

Mode opératoire. — Il s'agit de comparer une perturbation donnée à un signal de comparaison défini.

Le poste devra être réglé, dit l'arrêté du 20 avril 1934, sur une longueur d'onde voisine de celle indiquée par le plaignant comme affectée du maximum de troubles. Il peut se faire que les perturbations affectent toute une gamme de longueurs d'ondes comprise entre 200 m. et 1.875 m.; les mesures s'effectueront, dans ce cas, sur quatre ondes choisies dans cette gamme.

Si l'on effectue, par exemple, la mesure sur la longueur d'onde de 1.648 m. correspondant au poste Radio-Paris, il est indiqué à l'agent de vérifier au haut-parleur de contrôle que ce poste n'émet pas.

Théoriquement, on devrait émettre le signal de comparaison, effectuer les mesures comparatives de la perturbation et du signal étalon; il n'est pas possible

d'émettre en tous lieux le signal de comparaison; aussi l'appareil récepteur sera-t-il étalonné une fois pour toutes sur le signal de comparaison; puis on indique la position de l'aiguille de l'appareil de mesure correspondant à une réception inférieure de 3 népers à celle du signal de comparaison émis sur la longueur d'onde choisie pour l'essai.

L'appareil de contrôle devra être placé, non au lieu où le plaignant a disposé son poste, mais à l'endroit où le trouble perçu est aussi réduit que possible, sans s'écarter d'un rayon maximum de 5 mètres à partir du point désigné par ledit plaignant, et sans quitter la pièce indiquée par le plaignant.

On veut obliger le sans-filiste à choisir avec soin la disposition des divers organes de son poste, de façon telle que les perturbations reçues soient *minima*.

La nouvelle réglementation a voulu faire une juste appréciation des intérêts en présence; la charge de la protection ne doit peser sur le propriétaire du matériel perturbateur que lorsque le sans-filiste a pris vainement toutes les mesures en son pouvoir pour se protéger.

CHAPITRE III

PROCÉDURE DES POURSUITES

Nous venons de préciser les caractéristiques de l'infraction et les moyens employés pour établir l'existence de la contravention; nous passons maintenant à une deuxième phase de l'action: les poursuites:

Sanctions et règles de compétence

L'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933 prévoit une amende de 10 à 50 francs en principal pour les contrevenants.

Quel est le tribunal compétent pour juger ces contraventions?

Certains auteurs (1) ont prétendu que le Tribunal de simple police était compétent pour connaître de l'infraction; sans doute se sont-ils basés sur le minimum de l'amende qui est de 10 francs; peut-être leur opinion a-t-elle été influencée par ce fait que les arrêtés municipaux étaient sanctionnés des peines de simple police de l'art. 471 § 15 (amende de 1 à 5 francs).

Nous ne partageons pas cet avis, les principes géné-

(1) Maurice D'AVRAY, *T.S.S. Revue*, 16 décembre 1934, p. 11.

raux du droit pénal nous amènent à conclure en faveur de la compétence du Tribunal correctionnel.

En matière pénale, il est de principe que la compétence, en dehors d'un texte formel, est déterminée, non d'après la nature de l'infraction, mais suivant la peine dont elle est frappée (2).

Le Tribunal de simple police est compétent pour juger les contraventions de police, c'est-à-dire celles pouvant donner lieu soit à 15 francs d'amende ou au-dessous, soit à 5 jours d'emprisonnement ou au-dessous.

Les Tribunaux correctionnels connaissent de toutes les infractions que la loi punit de peines correctionnelles, c'est-à-dire d'un emprisonnement de 5 jours et plus, ou d'une amende supérieure à 15 francs.

Le législateur ne semble pas s'être aperçu du caractère anormal d'une amende de 10 à 50 francs; si l'on devait appliquer strictement la règle, la contravention rentrerait dans la compétence du Tribunal de simple police dans la mesure où elle serait susceptible d'une amende de 10 à 15 francs, et serait déférée au Tribunal correctionnel si l'amende devait dépasser 15 francs. Cette solution se heurte à l'impossibilité pratique de déterminer d'avance le taux de l'amende applicable à la contravention.

Il est donc logique d'admettre que toute contravention en cette matière soit de la compétence du Tribunal correctionnel.

Cette opinion est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires de l'article 114.

Le texte primitif, voté par la Chambre des Députés,

(2) Faustin HÉLIE. — *Code d'instruction criminelle*, p. 243.

prévoyait pour les contraventions, les peines de l'article 2 du décret-loi du 27 décembre 1851. Cet article est ainsi conçu :

« Quiconque aura, par imprudence ou involontairement, commis un fait matériel pouvant compromettre le service de la télégraphie électrique, quiconque aura dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les appareils des lignes de télégraphie électrique ou les machines des télégraphes aériens, sera puni d'une amende de 16 à 300 francs.

» La contravention sera poursuivie et jugée comme en matière de grande voirie. »

Le Sénat a substitué à ces peines l'amende de 10 à 50 francs.

Le maximum restant toujours supérieur à celui des amendes de simple police, la contravention restera de la compétence du Tribunal correctionnel en l'absence d'une volonté contraire exprimée par le législateur.

D'ailleurs, la mise en pratique de la réglementation a été faite suivant ce principe, les contrevenants ont été déférés aux Tribunaux correctionnels.

C'est ainsi que les Tribunaux correctionnels de Montpellier, Jonzac, Amiens, ont prononcé des amendes contre les perturbateurs.

Nécessité d'un plaignant. — Les lois pénales punissent parfois l'infraction chez son auteur, même en l'absence de toute atteinte aux biens ou à la personne d'autrui; les exemples en sont nombreux (ainsi le fait de rouler en voiture automobile sans éclairage, même en dehors de toute possibilité matérielle de dommage à autrui).

Les lois pénales défendent la société, et tendent à

supprimer le trouble social; or, il est possible qu'il y ait trouble social sans qu'aucun individu se trouve lésé.

La nouvelle réglementation de l'émission de parasites radioélectriques vient sanctionner une contravention privée; ce qui est répréhensible, ce n'est pas l'émission de perturbations radioélectriques en elle-même, c'est l'émission lorsqu'il y a réception.

La victime d'une infraction pénale a généralement un rôle passif, son activité propre n'est pas un des éléments du délit. Un rapport d'ordre matériel existe entre l'auteur du fait répréhensible et l'objet du délit (lorsque le voleur s'empare matériellement d'un bien, propriété d'autrui), le rapport matériel peut se produire entre le délinquant et la victime elle-même (s'il y a coups et blessures). Il peut même exister des infractions qui n'ont pas de victimes déterminées (par exemple, les contraventions à l'éclairage des véhicules automobiles). Dans tous les cas envisagés, l'abstention de tout fait de la part de la victime n'empêche pas le délit.

En notre matière, la victime ne se borne plus à son rôle passif, le lien entre la victime et l'auteur n'est pas matérialisé et il ne peut exister en dehors d'un fait positif (réglage d'un poste récepteur) par le futur plaignant. L'auteur, n'étant pas en relation directe avec la victime, ignore donc le fait répréhensible dont il vient de se rendre coupable.

L'activité propre de la victime crée la contravention, celle-ci est relative en ce sens qu'elle ne peut exister, s'il n'y a pas d'amateur de T. S. F. dont la réception subit un trouble.

Ces remarques doivent, semble-t-il, dominer toute la procédure des poursuites.

Il faudra donc un plaignant pour qu'il y ait contravention ; en l'absence de plaignant la contravention, ou plutôt sa poursuite, ne peut avoir lieu ; ce qui conduit à décider qu'une plainte anonyme ne peut être prise en considération, alors qu'en matière pénale ordinaire la plainte anonyme est suffisante pour déclancher les poursuites du Parquet, qui pourrait même agir en dehors de toute plainte. Il existe d'autres infractions pénales qui ne peuvent être poursuivies en dehors d'une plainte : l'adultère, les délits de chasse, de pêche, la contrefaçon de brevets d'invention (1). Le délit existe bien, mais l'action ne peut se développer qu'à la suite d'une plainte ; on estime que les intérêts privés sont plus gravement lésés que l'ordre public.

Retrait de plainte. — En matière pénale simple, l'action est indépendante de la plainte, le retrait de celle-ci n'éteignant nullement l'action publique.

Dans les cas spéciaux, où la plainte est nécessaire pour qu'il y ait action, on a été conduit à se demander si le retrait de plainte empêchait le Ministère public d'agir. La solution admise est la suivante : Si l'action publique n'est pas encore engagée, le retrait de plainte ne permet plus au Parquet d'agir.

Cette solution est certainement applicable à nos contraventions, mais ne pourrait-on pas aller plus loin ?

N'est-on pas revenu ici à l'ancienne distinction romaine des délits privés et des délits publics ? distinction qui existait aussi dans l'ancien droit français et figurait dans l'article 19, titre XXV de l'ordonnance de 1670.

« Enjoignons à nos Procureurs, et à ceux des Sei-

(1) GARRAUD. — *Procédure pénale*, t. I, n° 156.

gneurs, de poursuivre incessamment ceux qui sont prévenus de crimes capitaux ou auxquels il écherra peine afflictive, nonobstant toutes transactions et cession de droits faites par les parties. »

« Et à l'égard de tous les autres, seront les transactions exécutées, sans que nos Procureurs ou ceux des Seigneurs puissent en faire aucune poursuite. »

L'action publique n'est-elle pas mise à la disposition d'un particulier qui en devient maître absolu? Si le plaignant se désiste, l'action pourra-t-elle juridiquement continuer?

Les Tribunaux auront à se prononcer sur ce point délicat; cependant les articles 2046 du Code civil et 4 du Code d'instruction criminelle semblent résoudre le problème: la transaction sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit, pas plus que la renonciation de la partie lésée à l'action civile, ne peuvent empêcher ou suspendre la poursuite du Ministère public.

Le retrait de plainte aura pour effet de paralyser absolument les poursuites; s'il se produit avant le constat des agents des Postes et Télégraphes, ceux-ci ne pourront pénétrer chez l'ex-plaignant contre sa volonté.

En l'absence de procès-verbal, ou d'autres preuves, l'action publique ne pourra se développer.

Rôle joué par la bonne foi. — Il est de principe qu'en matière de contravention, la bonne ou mauvaise foi n'est pas un des éléments de l'infraction; l'intention n'est pas prise en considération.

La Cour de Cassation, depuis longtemps, a créé une jurisprudence stable. Rappelons les termes de l'arrêt du 1^{er} mars 1907 (1):

(1) *B. criminel*, 1907, n° 100.

« Attendu d'autre part, qu'en matière de simple police, où le fait matériel entraîne l'application de la loi pénale, l'excuse tirée de la bonne foi ne saurait faire disparaître l'infraction et que c'est à tort que le Tribunal a fondé sur cette cause sa décision de relaxe... »

Nul n'est censé ignorer la loi ; le contrevenant commet un fait répréhensible en lui-même et devient ainsi passible des sanctions prévues.

Mais en notre matière, les éléments de fait de la contravention sont complexes, il faut qu'il y ait à la fois émission et réception des troubles parasites ; l'émission seule ne constitue pas la contravention. Il ne pourra y avoir contravention qu'au cas où l'émetteur sait qu'il apporte un trouble à une réception radio-électrique.

L'intention est un des éléments essentiels de cette contravention, tout à fait originale en droit français, à condition d'entendre par intention la connaissance des faits.

Il faudra prouver, pour qu'il y ait contravention, que l'émetteur de troubles parasites était de mauvaise foi.

Il sera donc indispensable d'adresser une mise en demeure au perturbateur avant toute procédure. La loi n'a pas prévu cette mise en demeure ; elle pourra être faite par le plaignant ou par l'Administration des Postes et Télégraphes ; la forme en est libre ; la mise en demeure pourra être faite verbalement (elle sera prouvée ultérieurement par témoins), par lettre simple, par lettre recommandée, par exploit d'huissier. En pratique, le choix de la forme employée sera dicté par la nécessité de prouver irréfutablement la mise en demeure.

La mise en demeure devra, semble-t-il, indiquer toutes les précisions relatives à la réception des parasites d'intensité supérieure au maximum autorisé et notamment le lieu de cette réception. L'Administration des Postes et Télégraphes s'est bien rendu compte qu'une mise en demeure était indispensable, aussi sur l'avis de la Commission consultative, elle adopta la mesure suivante :

Dès la réception de la plainte, elle adresse une circulaire au perturbateur l'invitant à se conformer aux prescriptions légales.

Cette mise en demeure est-elle suffisante ? Nous ne le croyons pas. Ses termes sont beaucoup trop généraux, une mise en demeure de cette nature est déjà intervenue du fait de la publication des textes au *Journal Officiel* ; elle manque de précision, n'indique pas le nom du plaignant, elle est faite d'après une simple plainte sans aucun contrôle de l'Administration, et ne donne pas au perturbateur les précisions suffisantes pour qu'il puisse se rendre compte s'il est en contravention.

La mise en demeure, telle que nous l'entendons, ne devrait être faite qu'après l'accomplissement des mesures nécessaires pour dresser le constat.

Il y a évidemment une difficulté administrative à effectuer tous ces constats, mais les Radio-clubs en l'état actuel de la réglementation peuvent effectuer les constatations eux-mêmes, et mettre en demeure le perturbateur en connaissance de cause ; la mise en demeure ainsi faite a la même valeur que celle de l'Administration.

Les contrevenants (usagers ou installateurs d'appareils électriques), pourront arguer de leur bonne foi dans de nombreux cas, et obtenir des délais pour rendre

leurs installations conformes aux prescriptions légales.

On pourra nous objecter que cette considération sur la bonne foi n'est inscrite nulle part dans les textes: mais la nécessité d'une mise en demeure n'est pas davantage prévue par les textes; elle figurait dans le contreprojet de décret de la Commission des perturbations qui avait siégé au Ministère des Travaux publics, et ne fut pas maintenue dans la réglementation définitive.

La même Commission avait prévu: « Les détenteurs ou exploitants des installations ou appareils électriques perturbateurs n'encourent aucune amende s'ils font la preuve de leur bonne foi ».

Ne peut-on soutenir que cet article, relatif à la bonne foi, a subi le même sort que les dispositions prévoyant la mise en demeure?

La thèse qui érige, en condition de la contravention, la mauvaise foi du contrevenant, semble contraire à toute la jurisprudence, mais il n'en est rien.

La force majeure fait disparaître l'infraction, qu'il s'agisse de crime, délit et même de simple contravention. Le prévenu qui invoque la force majeure est tenu d'en rapporter la preuve (Cassation 9 nov. 1907, B. 447).

Si le prévenu ignorait le trouble qu'il causait, comment pouvait-il y remédier?

La bonne foi, en notre matière, s'identifie à la force majeure.

La thèse que nous défendons est donc conforme à la jurisprudence constante de la Cour de Cassation.

De l'analyse succincte à laquelle nous avons procédé, il résulte que cette infraction qualifiée « contravention » se rapproche d'un délit.

En résumé, la contravention n'existe que s'il y a mauvaise foi du contrevenant, mauvaise foi prouvée par les constats réglementaires et une mise en demeure non suivie de la suppression des troubles.

Mais cette infraction n'a que le nom de contravention sans aucune des caractéristiques de celle-ci ; en réalité, il s'agit d'un délit que le législateur a baptisé « contravention » par mégarde. Notre délit est de la compétence du Tribunal correctionnel, malgré la fixation arbitraire d'une amende dont le minimum est inférieur à 16 francs.

Nous continuerons, par la suite, à employer le terme « contravention », mais en lui appliquant les principes relatifs aux délits.

La jurisprudence est très peu nombreuse en notre matière ; on peut cependant citer le jugement du 19 mars 1935 rendu par le Tribunal correctionnel de Montpellier, qui s'attache à montrer, avant de condamner un perturbateur, qu'il était de mauvaise foi : les motifs mettent en évidence ce souci :

« Attendu que l'enquête et les débats et notamment d'un procès-verbal dressé le 8 janvier 1935, il résulte que G., boulanger, avait, à cette date, dans sa boulangerie à Montpellier, un moteur actionnant un pétrin mécanique non muni d'antiparasite ; »

« Qu'invité à se conformer au décret du 1^{er} décembre 1933 et à l'arrêté ministériel du 31 mars 1934, c'est-à-dire à munir son moteur d'antiparasite, en l'espèce un condensateur, et ce, dans le délai expirant le 21 janvier 1935, G. ne s'est exécuté qu'après l'expiration de ce délai, soit le 9 février 1935 » ;

« Qu'il encourt donc les peines édictées par l'article 114 de la loi du 31 mai 1933. »

La condamnation n'a été prononcée qu'après avoir laissé au perturbateur un délai suffisant pour se conformer aux prescriptions légales.

Nombre d'amendes devant être prononcées. — En matière de contraventions, le juge répressif doit prononcer autant d'amendes qu'il y a d'infractions constatées.

Il est généralement très aisé de compter le nombre des infractions, la difficulté est plus grande en notre matière.

Supposons un perturbateur A, et divers plaignants B, C, D, situés à des distances diverses de A, l'agent des P. T. T. fait les mesures des perturbations chez B, C, D; quel est le nombre d'amendes que le Tribunal correctionnel devra prononcer?

On pourrait être tenté de dire trois, en faisant remarquer qu'il existe 3 infractions distinctes, celle de A vis-à-vis de B, celle de A vis-à-vis de C, celle de A vis-à-vis de D; il y a bien 3 infractions distinctes, dira-t-on, puisqu'elles sont indépendantes les unes à l'égard des autres.

Nous ne partageons pas cet avis, nous sommes arrivés à cette conclusion que l'infraction réside dans l'émission lorsqu'il y avait réception, le fait répréhensible étant l'émission qui est unique; il importe peu que le nombre des réceptions soit de trois, l'amende ne sanctionne qu'un fait unique continu: l'émission. L'amende doit être unique.

Même au cas où l'on dresserait deux constats successifs, il n'y aurait possibilité de prononcer qu'une seule amende; il n'en serait pas de même si, après une pre-

mière condamnation par le Tribunal, on dressait un deuxième constat pour le même fait; il y aurait alors possibilité de prononcer une seconde amende.

Nous avons examiné le cas d'une émission de « parasites » unique avec réceptions multiples, et nous avons conclu à une seule amende; il en serait tout autrement au cas d'émissions multiples.

Supposons un industriel ayant un très grand terrain et à chaque extrémité une petite cabine où fonctionne un moteur. Deux plaignants A et B sont gênés chacun par l'un des moteurs; l'agent des P. T. T. constate chez A et B qu'ils sont troublés chacun par un moteur différent et dresse donc deux procès-verbaux; le Tribunal devra alors prononcer deux amendes, car il existe deux infractions. L'industriel a commis deux fautes différentes: celle de ne pas antiparasiter chacun des deux moteurs.

On pourrait imaginer qu'au lieu de deux plaignants A et B, il n'y en ait qu'un seul, il y aura cependant autant d'infractions que de machines non conformes à la réglementation.

Possibilité pour les Groupements d'être plaignants

La jurisprudence s'est montrée favorable au droit des syndicats d'agir devant le tribunaux répressifs pour défendre les intérêts professionnels de leurs membres; ils peuvent poursuivre tous délits ou contraventions susceptibles de causer aux syndiqués un préjudice moral collectif (1).

Le droit des associations est moins large. Elles ne peuvent agir que dans les limites de l'action individuelle; elles peuvent intervenir et diriger les poursuites

(1) GARRAUD. — *Instruction criminelle*, t. 1^{er}, n° 264.

sous le nom de l'intéressé, mais n'ont pas qualité pour le faire en leur nom.

La nature relative de la contravention, les constatations faites obligatoirement chez le plaignant par les agents des postes et télégraphes, tous ces éléments particuliers peuvent-ils se concilier avec les principes généraux applicables aux syndicats et associations ?

Un syndicat de constructeurs d'appareils de T. S. F. ne pourra pas, semble-t-il, porter plainte contre un émetteur de troubles radioélectriques. Le plaignant ne peut être qu'un constructeur déterminé, non une personne morale.

L'existence des perturbations radioélectriques apporte un trouble au commerce de ce constructeur déterminé, et peut servir de base à sa plainte, à condition qu'il existe un auditeur chez lequel puissent être faites les constatations matérielles indispensables à l'existence de l'infraction.

Le trouble créé par une émission de parasites radioélectriques n'est pas un trouble d'ordre général, il est localisé; le syndicat n'ayant la possibilité d'agir que pour la défense des intérêts généraux de la profession, son action, en ce cas, semble irrecevable.

Alors qu'un syndicat de médecins peut être plaignant en cas d'exercice illégal de la médecine, en arguant simplement d'un préjudice moral, sans qu'aucun médecin particulier se plaigne d'un préjudice pécuniaire subi, le syndicat de constructeurs d'appareils de T. S. F. ne pourrait porter plainte, à moins qu'un de ses membres n'intente l'action le syndicat pouvant, alors, exercer les poursuites, mais sous le nom du plaignant.

En notre matière, la différenciation entre les droits du syndicat et de l'association n'apparaît plus.

On peut en conclure que tout groupement, ayant la personnalité morale, ne pourra qu'exercer l'action intentée par un de ses membres; il ne pourra se substituer au plaignant et éliminer sa personnalité, car « nul en France ne plaide par Procureur ».

La possibilité d'agir des groupements est ainsi limitée.

Cette remarque présente un intérêt pratique: un groupement est plus à même qu'un particulier pour intenter une action; s'il existe des entraves à sa liberté, les contrevenants auront beaucoup plus de chances de ne pas être poursuivis.

Cette impossibilité, pour les groupements, de poursuivre les infractions devant les tribunaux répressifs, est sujette à critique.

Les tribunaux civils (1) ont reçu des actions où des associations d'auditeurs de T. S. F. étaient demandereses ou intervenantes, mais il faut remarquer que les conditions de l'action civile étaient très différentes des conditions très spéciales de l'action pénale; le trouble, base de l'action civile, était laissé à l'appréciation du juge.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que la question de savoir si l'association d'auditeurs de T. S. F. était fondée à agir au nom d'un de ses membres, dont l'audition était troublée.

On peut se demander également si l'exploitant d'un poste émetteur pourrait agir en justice. Il faudrait au préalable qu'il recherchât un auditeur chez qui les mesu-

(1) Ex.: jugement du Tribunal civil de Nice, 3 juin 1932. *R. J. I. R.*, 1932, p. 357.

res de perturbations puissent être faites; dans ce cas, il y a préjudice puisque le perturbateur empêche les ondes d'arriver intactes à ceux auxquels elles sont destinées.

Mais si l'exploitant d'un poste était une association d'auditeurs de T. S. F., pourquoi lui refuserait-on le droit d'agir, non plus au nom de l'auditeur plaignant, mais en tant qu'émettrice et toujours à la condition que les mesures électriques prouvant l'infraction soient faites chez un particulier plaignant.

Rôle des Radio-Clubs

dans la lutte contre les perturbations radioélectriques

Le Radio-Club est une association d'auditeurs de T. S. F., formée suivant la loi de 1901.

Devant les difficultés pratiques rencontrées par l'administration des P. T. T. dans l'application de la nouvelle réglementation, les radio-clubs demandèrent énergiquement à ce qu'un rôle officiel leur fut reconnu dans la lutte.

Ces revendications trouvèrent leur écho au récent Congrès contre les parasites (1).

Nous ne pouvons cacher combien le fait d'attribuer un rôle officiel aux associations d'auditeurs choquerait notre conception juridique.

Une association est partielle. On ne peut lui en faire grief, puisque tel est son but; il n'est pas possible, dans ces conditions, de lui confier une mission officielle, comme, par exemple, de dresser les procès-verbaux de contravention.

(1) IV^e Congrès contre les parasites, Paris, 29-30 juin 1935.

Le rôle possible des radio-club est cependant capital; nous allons le montrer.

Les radio-clubs peuvent inciter leurs membres à ne faire parvenir les plaintes à l'administration des P.T.T. que par leur intermédiaire; l'association étudiera chaque plainte et ne transmettra que celles qui lui semblent justifiées; elle pourra même tenter d'agir sur le perturbateur avant de transmettre la plainte.

L'agent de contrôle sera déchargé d'une partie considérable de son travail, si l'association peut l'assister de ses conseils.

Le procès-verbal dressé, le radio-club pourra prendre l'initiative des poursuites devant le tribunal correctionnel et avancer les frais de citation directe ou de constitution de partie civile à celui de ses membres qui ne peut les assumer, mais dont l'action mérite d'être suivie.

Les radio-clubs, au Congrès de défense contre les parasites, présentèrent un vœu destiné à l'administration des P.T.T., tendant à ce qu'une sanction, au moins par département, fut prise contre les perturbateurs; mais les radio-clubs ont la possibilité de réaliser par eux-mêmes ce vœu, en prenant l'initiative des poursuites et en procédant, semble-t-il, de la manière suivante:

Après avoir identifié le perturbateur en opérant chez un de leurs membres, plaignant éventuel, ils peuvent adresser au perturbateur une mise en demeure, par lettre recommandée, au nom du futur plaignant.

Si le perturbateur ne se conforme pas aux prescriptions légales, le plaignant adressera, sur les conseils du radio-club, une plainte, sur papier timbré, au juge d'ins-

truction, ou à Paris, au Doyen des juges d'instruction, avec constitution de partie civile.

Un juge d'instruction sera désigné pour étudier la plainte; il nommera, pour établir si les caractéristiques de la contravention sont réunies, un expert, éventuellement un agent de contrôle de l'administration des P.T.T., qui, avec l'autorisation de cette dernière, pourra opérer.

L'administration des P.T.T. y trouvera le gros avantage de se faire rembourser les frais de constat sur la provision versée par la partie civile.

Si un rapport favorable est déposé, le perturbateur sera renvoyé devant le tribunal correctionnel.

Cette façon de procéder permettra aux radio-clubs, sous le nom d'un plaignant, de faire passer devant le tribunal correctionnel le perturbateur de leur choix.

On peut se rendre compte du rôle considérable, quoique officieux, que peuvent jouer les radio-clubs en tant que conseillers de l'administration des P.T.T., et de leurs adhérents. Un rôle officiel n'y ajouterait rien.

A qui doit être adressée la plainte?

Après avoir déterminé la nécessité absolue d'une plainte, il convient d'examiner à qui celle-ci doit être adressée.

La Commission des perturbations (1) a examiné sommairement cette question.

Les textes sont muets sur la procédure à suivre. Il faut donc faire appel aux principes généraux du droit pénal; il serait intéressant également de faire un rappo-

(1) Séance du 11 avril 1934.

chement avec la répression des contraventions en matière d'atteinte au monopole du Transport de la correspondance.

En matière d'atteinte au monopole des Postes, M. Ricard (2) écrit :

« L'action publique est exercée par le ministère public (Cass., 24 avril 1828). L'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX dispose, en effet, que les procès-verbaux « seront de suite adressés au commissaire du gouvernement près le tribunal correctionnel de l'arrondissement, pour poursuivre contre les contrevenants la condamnation à l'amende ».

« Dans l'instance, l'Administration des Postes est considérée comme partie civile de droit, l'article 158 du décret du 18 juin 1811 prévoyant, en effet, que « sont assimilées aux parties civiles : toute régie ou administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt ».

« En cette qualité, elle est suffisamment représentée par le ministère public, sa présence étant principalement motivée, en matière de contravention aux lois sur le transport postal, par la liquidation et le recouvrement des frais, et l'attribution, à son profit, des amendes (Montpellier, 27 mars 1890, 5-90-2-116) ».

Il faut distinguer la simple plainte et la plainte contenant offre de se constituer partie civile.

- *Simple plainte adressée à l'Administration des P.T.T.*
— Celle-ci enverra chez le plaignant un agent assermenté, qui se livrera aux mesures prescrites, mais ne

(2) Droit et Jurisprudence des Postes, Télégraphes et Téléphones, t. I, p. 61.

pourra pénétrer chez le perturbateur contre la volonté de celui-ci.

Aucune méthode n'est prévue pour porter à la connaissance du perturbateur le procès-verbal dressé contre lui.

On aurait pu prévoir l'obligation d'une notification administrative du procès-verbal, analogue à celle prévue par l'article 7 du décret-loi du 27 décembre 1851, relatif au monopole et à la police des lignes télégraphiques.

L'Administration aurait intérêt à informer le perturbateur par un procédé quelconque, la lettre recommandée, par exemple, des conclusions de son procès-verbal; cette notification administrative constituerait la mise en demeure la plus efficace.

L'administration, en possession de ce procès-verbal, peut procéder en notre matière de deux façons :

1° Ou bien le transmettre au Procureur de la République, en lui demandant de poursuivre;

2° Ou agir elle-même. L'Administration peut citer directement le délinquant devant le Tribunal correctionnel.

Il y a lieu de se demander si l'Administration est d'office partie au procès lorsqu'elle se contente de transmettre le procès-verbal au Parquet.

La solution adoptée, en matière d'atteinte au monopole des Postes, ne peut l'être ici; l'Administration est partie au procès en matière de monopole, car la contravention porte atteinte à ses intérêts. Ici, rien de semblable, nous avons vu que la contravention lésait surtout des intérêts privés; le montant de l'amende, prononcée par le tribunal, ne va pas à l'Administration des Pos-

tes, mais au Trésor. L'amende n'a donc pas le caractère de réparation civile correspondant à des dommages-intérêts, mais le caractère d'amende pénale. L'Administration des P.T.T. ne saurait, dans ces conditions, être partie civile d'office.

Il y a là une solution illogique, car les frais de constat et d'enquête sont à la charge du budget de la radio-diffusion, alors que le produit des amendes va au Trésor.

L'Administration pourrait se porter partie civile au procès, et se faire allouer, à titre de dommages-intérêts, les frais engagés par elle.

Le plaignant pourra être cité comme témoin devant le tribunal correctionnel; il pourra se constituer partie civile, et si l'infraction lui a causé un préjudice, réclamer des dommages-intérêts.

Simple plainte adressée au Procureur de la République. — L'Administration des P.T.T. recevant une plainte n'est nullement obligée d'agir; elle peut estimer qu'il y a lieu de classer la plainte; au cas où, par exemple, il est évident, sans qu'une enquête soit nécessaire, qu'il n'y a pas contravention.

Il peut arriver également que l'Administration n'agisse pas parce que le plaignant refuse de l'aider, en lui fournissant les renseignements dont elle a besoin; la Commission des perturbations a été appelée à donner son avis sur ce point (1).

Le réclamant peut ne pas pouvoir remplir le questionnaire remis par l'administration à la suite de sa plainte, car il ne possède pas les connaissances techni-

(1) Séance du 12 décembre 1934.

ques nécessaires; une telle situation mérite la sollicitude administrative, et peut justifier l'aide de l'administration pour compléter les renseignements, dresser le procès-verbal et provoquer ou engager les poursuites devant les tribunaux. Ici, les conseils des radio-clubs seront précieux aux auditeurs de T. S. F.

Le plaignant peut refuser de remplir le questionnaire, parce qu'il estime que le rôle de l'administration est de le protéger des perturbations sans pouvoir lui demander aucun effort; il peut aussi prétendre qu'il n'a pas à jouer le rôle de délateur.

Une semblable attitude autorise pleinement l'administration à ne pas même procéder à une enquête: tel semble être l'avis de la Commission.

Le plaignant dont il s'agit ne perçoit pas nettement le caractère de contravention d'ordre privé que nous avons développé antérieurement; le fait répréhensible trouble l'ordre public, mais ne lèse directement que des intérêts privés. Le plaignant, dont l'intervention est indispensable pour qu'il y ait poursuite, doit aider dans toute la mesure de ses possibilités l'administration dans sa tâche délicate. Nous nous rallions très volontiers à l'avis de la Commission sur ce point.

Si, pour une raison quelconque, l'Administration ne poursuit pas sur la plainte, le plaignant a la possibilité de recourir aux tribunaux répressifs; il pourrait utiliser le même moyen sans avoir saisi, au préalable, l'Administration.

Si la plainte est adressée au Procureur de la République, celui-ci pourra ordonner une enquête de police et faire désigner un juge d'instruction, s'il considère comme vraisemblable l'existence de la contravention.

Le juge d'instruction pourra alors provoquer l'enquête administrative, dans laquelle les agents des P.T.T. joueront le rôle d'experts; alors que, dans le premier cas examiné, celui de plainte adressée à l'Administration, celle-ci était plaignante ou partie au procès.

Le Procureur de la République peut ou non poursuivre.

Cette possibilité, pour le Ministère public, d'agir en dehors de l'Administration, était déjà reconnue en matière d'atteinte au monopole des Postes (1) :

« L'attribution conférée, par l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX, à l'Administration de mettre en mouvement l'action publique, n'est pas exclusive de l'action du Ministère public, lequel pourrait prendre l'initiative des poursuites et agir d'office, en cas d'inaction de l'Administration résultant de l'ignorance où serait celle-ci de la contravention ou de toute autre cause ».

Plainte adressée au Doyen des Juges d'instruction avec constitution de partie civile et citation directe devant le Tribunal: le plaignant est partie civile au procès; dans ce cas, les poursuites sont obligatoires, le juge désigné doit instruire l'affaire.

Mais le plaignant a également la possibilité de saisir directement le Tribunal. Toutes les voies de droit commun lui sont ouvertes, puisqu'aucun texte particulier n'en écarte l'application.

On a mis en doute la possibilité d'agir ainsi (1); nous ne voyons pas quelles raisons juridiques pourraient conduire à une telle solution; en cas d'absence de dispositions particulières, les textes généraux sont toujours applicables.

(1) RICARD, déjà cité.

Lorsque le plaignant désire saisir directement le tribunal correctionnel, il devra obligatoirement, au préalable :

1° Adresser une lettre recommandée au perturbateur constituant mise en demeure d'avoir à cesser le trouble ;

2° Provoquer une expertise, par exemple une procédure de référé civil. L'expert doit, dans ce cas, procéder comme l'auraient fait les agents des P.T.T.

Nous avons indiqué que M. Cazals de Fabel estimait qu'une telle procédure de recours direct aux tribunaux serait impossible (2) :

Nous ne voyons pas pour quelles raisons le tribunal ne pourrait ordonner une expertise ; il pourra, car l'intervention des agents des P.T.T. n'est pas obligatoire, la confier à un expert de son choix, et s'il a recours aux agents des P.T.T., ceux-ci verront leur tâche facilitée du fait qu'ils auront le pouvoir de pénétrer chez le perturbateur, possibilité que le décret ne pouvait leur donner.

Si le tribunal est saisi en dehors de l'Administration des P.T.T., alors que celle-ci a déjà dressé procès-verbal, le tribunal pourra toujours lui demander copie certifiée de celui-ci. Telle est l'opinion de M. Ricard (1) au paragraphe :

« Communication de renseignements, pièces et documents de service à la justice criminelle sur sa réquisition : Pas plus qu'en matière de saisie ou de témoignage, écrit-il, l'Administration et le personnel ne peuvent, dans les cas de l'espèce et pour les mêmes raisons,

(1) Compte rendu débats III^e Congrès national contre les parasites.

(2) « Les perturbations radioélectriques ». *Revue Générale d'Electricité*, 1934, p. 405.

refuser leur concours à la justice criminelle, lorsqu'ils sont saisis par elle d'une réquisition régulière ».

Frais de poursuites. — La Commission des perturbations s'est préoccupée de savoir à qui incomberaient les frais de poursuite (2); l'avis émis est, à notre sens, incomplet, la Commission n'ayant pas examiné à fond les différentes possibilités de plaintes.

Si le plaignant est de bonne foi, et s'il s'est contenté d'adresser une plainte à l'Administration ou au Procureur de la République, il ne sera pas partie au procès et ne supportera aucun frais.

Supposons maintenant que l'Administration fasse une enquête et dresse procès-verbal à la suite de la plainte d'un auditeur, les frais de recherche et de constat seront avancés par l'administration; après avoir fait le constat, l'administration transmet la plainte au Procureur de la République et celui-ci cite à l'audience du tribunal correctionnel le délinquant; l'administration des P.T.T. n'est pas partie au procès; en cas de condamnation, le délinquant devra payer les frais du procès, mais ne saurait être condamné à rembourser à l'Administration ses frais d'enquête et de constat, puisque l'Administration n'est pas partie au procès.

Si l'Administration des P.T.T., après avoir dressé le procès-verbal, poursuit elle-même devant le tribunal correctionnel, elle avancera les frais de l'instance sur le budget de la radiodiffusion, mais, en cas de condamnation, elle sera remboursée des frais du procès, et le tribunal pourra lui allouer, à titre de dommages-intérêts, le coût du procès-verbal et de l'enquête.

(1) Déjà cité, p. 199.

(2) Séance du 25 avril 1934.

Supposons maintenant que l'affaire vienne devant le tribunal correctionnel sans intervention de l'administration. Dans ce cas, les frais sont avancés par celui qui a pris l'initiative du procès : le Trésor si le Procureur de la République a déclenché les poursuites, ou la partie civile si elle a introduit l'instance. Si le Juge d'instruction ou le Tribunal ordonne une expertise, les frais de celle-ci seront avancés par le demandeur, et supportés définitivement par le perdant ; solution conforme aux règles générales de procédure pénale.

Rôle conciliateur de l'Administration. — La Commission des perturbations a semblé assez hésitante à plusieurs reprises sur le rôle conciliateur de l'Administration (1).

Les lois n'ont jamais donné un tel rôle à l'Administration ; nos textes particuliers ne lui ont accordé que des pouvoirs lui permettant de poursuivre les délinquants.

En cette matière, qui ne devient pénale que par la mauvaise foi d'un perturbateur obstiné ou malveillant, la conciliation doit être cherchée par tous moyens. S'il intervient un accord direct entre intéressés, ceux qui ont accepté un tel accord ne peuvent plus poursuivre ; ils ont renoncé à leur action pénale.

Si la plainte est aiguillée vers le commissaire de police ou le procureur de la République, ces magistrats devront, en fait, tenter la conciliation, même en dehors de texte ; les radio-clubs pourront intervenir dans le même sens.

L'Administration serait-elle seule à ne pouvoir prendre cette attitude de médiatrice ? Ce serait d'un illo-

(1) Séance du 25 avril 1934.

gisme flagrant. Pour jouer ce rôle, aucun texte n'est requis.

Si l'Administration est bien pénétrée, comme il le semble, de son rôle de médiatrice, la législation française rejoindra la conception allemande, où l'efficacité de la protection résulte du bon vouloir de chacun.

Faculté actuelle de recours aux tribunaux civils

Certains auteurs ont mis en doute la possibilité de recourir aux tribunaux civils, depuis la nouvelle réglementation sur les parasites.

La voie civile est toujours ouverte aux particuliers, lorsqu'ils subissent un préjudice du fait d'un crime, d'un délit, d'une contravention; c'est ainsi que le Juge de Paix de Tarbes (canton Sud) a condamné, le 20 novembre 1934, un perturbateur à des dommages-intérêts, malgré l'existence de la nouvelle réglementation.

Les tribunaux civils ne seraient que momentanément paralysés dans leur action, si une instruction pénale était en cours pour les mêmes faits et entre les mêmes personnes. Ils devraient alors attendre que la juridiction répressive ait statué, car « le criminel tient le civil en état ».

Une situation assez curieuse pourrait se produire. Supposons un plaignant A..., un perturbateur présumé B...; des poursuites pénales sont engagées sur la plainte de A... contre B... Un auditeur de T. S. F., C..., à l'égard duquel B... joue également le rôle de perturbateur, saisit le juge civil d'une demande de dommages-intérêts. Cette demande peut-elle être accueillie immédiatement, ou le juge doit-il surseoir à statuer jusqu'à ce que le juge répressif se soit prononcé sur la première affaire?

Pour résoudre exactement cette question, il convient de faire une comparaison : supposons un assassinat dont la victime avait deux enfants ; l'un des enfants se constitue partie civile devant la Cour d'assises contre l'assassin présumé ; l'autre saisit le juge civil d'une demande de dommages-intérêts, dirigée contre le même individu. Le juge civil devra nettement surseoir à statuer sur la deuxième demande jusqu'à ce que le juge répressif se soit prononcé sur le crime et sur la culpabilité.

En notre matière, A... prétend que B... a commis à *son égard* une contravention à la nouvelle réglementation, c'est là qu'apparaît le caractère relatif de la contravention que nous développons ; qu'il existe ou qu'il n'existe pas de contravention de la part de B..., en ce qui concerne A..., est absolument indifférent par rapport à C.

Le juge répressif, s'il se trouve en face de plusieurs plaignants, doit rechercher s'il y a contravention envers chaque plaignant ; il y a donc autant de questions à résoudre que de plaignants.

Il en résulte l'inconvénient qu'il devra être procédé à autant de constats qu'il y a de plaignants.

Le juge civil pourra donc se prononcer sur le litige qui existe entre A... et C..., car il est totalement indépendant de celui qui existe entre A... et B... Il n'y aura pas échec à la règle « Le criminel tient le civil en état », mais application des principes de cette règle. Les faits sur lesquels le juge répressif et le juge civil ont chacun à statuer dans leur domaine, sont différents.

Le juge civil pourra être saisi, chaque fois qu'il n'y

aura pas contravention aux termes de la nouvelle réglementation.

CONCLUSION

Notre législation était en retard sur celle des autres nations.

Depuis 1931, la loi danoise punit l'infraction d'une amende.

L'Allemagne, la Belgique ont cherché, par voie d'accord entre les intéressés, à faire disparaître les perturbations radioélectriques.

Dans de nombreux pays, les perturbateurs encourent une amende plus ou moins forte ou même une peine d'emprisonnement.

Les conditions, dans lesquelles la nouvelle réglementation a été édictée, n'ont pas permis le long travail d'étude, de documentation qui aurait été indispensable; les textes portent la marque de cette hâte.

Des critiques appartenant à deux ordres différents peuvent leur être adressées: certaines s'appliquent aux erreurs commises dans l'appréciation de l'opportunité, d'autres sont celles qui soulignent de graves fautes d'inattention.

La réglementation légale ne fait aucune distinction entre les installations suivant leur date de mise en service; on aurait peut-être pu soumettre à un régime moins sévères les installations antérieures à la réglementation. Le Danemark et l'Espagne font cette discrimination, qui nous semble logique.

Un régime différent aurait dû être établi suivant qu'il y a intention de nuire ou non.

On n'a pas tenu compte du vœu de l'Union des Syndicats de l'Electricité de subventionner, sur le fonds de la Radiodiffusion, ou par un autre procédé, ceux qui seraient appelés à prendre des mesures de protection trop coûteuses; cette disposition, adoptée en Espagne, préserverait des dispenses accordées trop facilement.

Nous arrivons maintenant à des erreurs beaucoup plus graves, car elles n'auraient pas dû se produire, si l'on avait étudié soigneusement les textes.

Le Parlement a voté un taux d'amende de 10 à 50 frs, semblant ignorer que les amendes varient de 1 à 15 frs, ou sont supérieures à 15 francs; nous avons montré les conséquences de cette erreur: discussions possibles sur la juridiction compétente.

L'arrêté du 31 mars 1934 est entaché d'excès de pouvoir sur deux points: il n'était pas possible d'étendre la réglementation aux appareils radiophoniques, puisque des textes spéciaux les régissaient; les installateurs ne devaient être soumis à aucune obligation.

On pourrait adresser, au décret du 1^{er} décembre 1933, article premier, et à l'arrêté du 31 mars 1934, art. 2, une autre critique; ils édictent des obligations à la charge des détenteurs d'installations électriques, nous avons montré qu'il faut entendre par détenteur, celui qui possède une installation électrique sans la faire fonctionner; s'il utilise cette installation, il devient « exploitant ».

Comment prétendre qu'un « détenteur » qui, par définition, ne produit aucune perturbation, peut être soumis à certaines obligations, alors que la réglemen-

tation n'est applicable que si l'on dépasse le maximum autorisé de perturbation.

Il y a là une légère incohérence.

Les textes sont obscurs et l'interprétation qu'on en donne les contredit assez souvent; nous avons montré que l'interprétation habituelle de l'article 6 de l'arrêté du 31 mars 1934 est contredite par l'article 7 du même arrêté.

Notre législation vient de se mettre à l'unisson des législations étrangères avec plus ou moins d'opportunité et d'habileté.

Les nouveaux textes prêtent à de nombreuses critiques d'ordre juridique, mais tels qu'ils sont, ils offrent cependant aux auditeurs de T. S. F. la protection à laquelle ceux-ci ont indiscutablement droit.

Il est d'ailleurs juste de remarquer que cette réglementation n'est nullement dirigée contre les constructeurs et usagers d'installations électriques; on a tenté d'alléger leurs obligations dans la mesure du possible, notamment par l'octroi de dispenses.

Nous avons essayé de montrer que la question des perturbations radioélectriques n'était qu'une infime partie d'un tout: les relations humaines compliquées par le progrès industriel; à moins que ce problème nouveau ne disparaisse, réalisant la prédiction de M^e Fraipont (1):

« N'en déplaise à Georges Duhamel, les inventeurs continuant leurs inventions, il arrivera sans doute, un jour, que tout deviendra tellement parfait, dans le domaine de l'électricité et de la radioélectricité, qu'on

(1) « La Belgique et les Parasites », *R. J. I. R.*, 1933, p. 379.

ne parlera plus du tout des brouillages, des interférences, des troubles ou des perturbations. »

« Ce jour-là, d'autres juristes, occupés à d'autres problèmes, mais compulsant encore, comme ils le font parfois, les vieux textes et les ouvrages désuets, retrouveront la trace de nos discussions et de nos travaux; et ils penseront peut-être que nos règlements, encore si nouveaux aujourd'hui, n'ont pas été moins fugitifs que les ondes imperceptibles qu'ils prétendaient régir. »

Mais pendant les quelques années nécessaires à la technique pour faire disparaître les perturbations radioélectriques, il faudra appliquer la nouvelle réglementation, toute imparfaite qu'elle soit.

Nous avons tenté de montrer qu'il était possible de remédier à certaines imperfections juridiques de la réglementation, en faisant appel aux ressources variées du Code s'Instruction criminelle.

Ceux qui sont chargés d'appliquer cette réglementation arriveront certainement à des résultats intéressants en agissant auprès des perturbateurs, tant par contrainte que par persuasion.

Vu,

Le Président :

M. SCELLE.

Vu,

Le Doyen :

Edgard ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLETY.

ANNEXE

I

DECRET DU 1^{er} DECEMBRE 1933

portant règlement d'administration publique pour la détermination des obligations auxquelles sont tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques.

(V. Journ. off. du 5 décembre 1933.)

Vu le décret du 28 décembre 1926, portant réglementation des postes privés radioélectriques et des stations émettrices de radiodiffusion;

Vu la loi de finances du 19 mars 1928, articles 62 et suivants;

Vu les articles 109 à 115 de la loi du 31 mai 1933 et notamment l'article 114 ainsi conçu :

« Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un décret en forme de règlement d'administration publique interviendra après avis du ministre des Travaux Publics, sous le contreseing du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, qui sera chargé de son application pour fixer les obligations auxquelles seront tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques pour éviter que le fonctionnement desdits appareils ne soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques.

« Les contraventions audit décret entraîneront l'application d'une amende de 10 à 50 francs en principal » ;

Vu le décret du 10 août 1933, portant organisation des associations chargées de la réalisation des programmes des émissions des stations de radiodiffusion du réseau de l'Etat;

Vu l'avis du ministre des Travaux Publics;

ARTICLE PREMIER. — Seront soumis, à dater du 1^{er} avril 1934, aux prescriptions du présent décret, les constructeurs,

exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, pour éviter que le fonctionnement desdits installations ou appareils soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques dans des conditions excédant le degré de gravité déterminé par arrêté du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la commission instituée par l'article 9.

ART. 2. — Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, les constructeurs et revendeurs d'installations ou d'appareils électriques sont tenus de pourvoir lesdites installations ou lesdits appareils de dispositifs permettant de protéger la réception des émissions de radiodiffusion contre les troubles parasites qu'ils provoquent.

ART. 3. — Sous réserve des dispositions des articles 4 et 5, les exploitants ou détenteurs d'installations ou d'appareils électriques doivent veiller à ce que ces installations ou appareils soient constamment munis d'un dispositif de protection en bon état d'entretien.

ART. 4. — Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la commission prévue à l'article 9 du présent décret, peut, sous réserve des obligations résultant de l'application des dispositions de l'article 6, dispenser de l'adjonction des dispositifs de protection, par voie de dispositions générales :

1° Les installations ou appareils électriques qui créent, aux points d'utilisation des appareils radioélectriques, des effets perturbateurs inférieurs à ceux qui sont déterminés périodiquement par le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la commission instituée par l'article 9;

2° Les installations ou appareils pour lesquels l'adjonction d'un dispositif de protection entraînerait des obligations hors de proportion avec l'importance de l'installation ou de l'appareil.

Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones constate, en outre, par des arrêtés pris dans les mêmes conditions, les types d'installations ou d'appareils pour lesquels, en l'état actuel de la technique, il n'existe pas de dispositif de protection efficace et qui sont, par suite, provisoirement dispensés de l'adjonction de ce dispositif.

ART. 5. — Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la commission prévue à l'article 9 du présent décret, peut dispenser de l'adjonction des dispositifs

de protection, soit par voie de dispositions générales, soit par mesures spéciales, les installations ou appareils électriques dont les exploitants ou détenteurs s'engagent à n'en user que dans les conditions d'heure, de durée ou de lieu qui seront reconnues, dans les formes prévues à l'article 6, ne pouvoir troubler la réception des émissions radiophoniques.

L'observation de ces conditions est de rigueur.

ART. 6. — Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la commission instituée par l'article 9, réglemente les conditions d'emploi des installations ou appareils électriques qui bénéficient des dispenses prévues aux articles 4 et 5.

ART. 7. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les agents assermentés de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, désignés à cet effet par le ministre.

ART. 8. — Indépendamment des dispenses générales ou spéciales ci-dessus prévues, les services publics, exploités en régie, concédés ou affermés, peuvent bénéficier de dispenses particulières, justifiées par l'intérêt général qui s'attache à leur fonctionnement; les dispenses spéciales ou particulières accordées en vertu de l'article 5 du présent décret font l'objet d'arrêtés concertés entre le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et le ministre dont relève le service intéressé, après avis de la commission instituée par l'article 9. Ces arrêtés réglementent éventuellement les conditions d'emploi des installations ou appareils électriques.

Les agents chargés de la gestion des services publics sont tenus de se conformer aux injonctions qui leur sont adressées par les agents préposés au contrôle de ces services soit d'office, soit sur réquisition de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, après avis de la commission visée à l'article 9. Lesdits agents du contrôle sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition.

En cas de contestation par les agents du contrôle ou si les agents chargés de la gestion du service ne défèrent pas à la réquisition dans le délai d'un mois, il est statué, après avis de la commission instituée par l'article 9, par arrêté concerté entre le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et le ministre dont relève le service public intéressé.

Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones peut, par arrêtés concertés avec le ministre des Travaux publics et après avis de la commission prévue à l'article 9, étendre l'application des dispositions du présent article à des entreprises de production ou de distribution publique d'énergie électrique qui sont exploitées en vertu d'un simple autorisation.

ART. 9. — Il est créé auprès du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une commission chargée de formuler des avis sur l'efficacité des dispositifs établis, sur les mesures à imposer aux constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou appareils électriques, ainsi que sur toutes les questions dont elle pourra être saisie par le ministre, en vue de l'application de l'article 114 de la loi du 31 mai 1933 et du présent décret.

Cette commission comprend 17 membres, nommés par le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, savoir :

Trois représentants du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones;

Trois représentants du ministre des Travaux publics, désignés par lui;

Un représentant du laboratoire national de radioélectricité, désigné sur présentation du conseil d'administration de cet établissement;

Quatre représentants des constructeurs de matériel et d'installations électriques, des producteurs et distributeurs d'énergie électrique et autres industries susceptibles d'engendrer des troubles parasites, des usagers de l'électricité, désignés sur présentation du ministre des Travaux publics;

Deux représentants des industries de la radioélectricité;

Quatre représentants des associations visées aux articles 1^{er} et 2 du décret du 10 août 1933.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans; leurs pouvoirs peuvent être renouvelés.

Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones désigne le président parmi les représentants de son administration. Il fixe par un arrêté les conditions de fonctionnement de la commission.

ART. 10. — Indépendamment des arrêtés prévus aux articles 1^{er}, 4, 5, 6 et 8, lesquels seront publiés au *Journal officiel*, des arrêtés du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, pris après avis de la commission instituée par l'ar-

ticle précédent, déterminant les mesures d'exécution du présent décret.

ART. 11. — Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent décret.

RECEPTIONS RADIOELECTRIQUES

Le Ministre des Postes, télégraphes et téléphones,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1933, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, pour la détermination des obligations auxquelles sont tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, et, en particulier, l'article 1^{er} de ce décret;

Vu l'avis de la commission de protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites d'origine industrielle, instituée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933.

Arrête:

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées, pour l'application des dispositions de la loi du 31 mai 1933 et du décret du 1^{er} décembre 1933, comme dépassant le degré de gravité admissible, les perturbations susceptibles de troubler la réception des émissions dont le champ est, au lieu considéré, au moins égal à 1 millivolt par mètre.

ART. 2. — La réception est considérée comme troublée:

1° Si le niveau des perturbations n'est pas inférieur de 3 népers à celui d'un signal produit par un champ de 1 millivolt par mètre, modulé au taux de 30 p. 100, à la fréquence de 800 périodes par seconde, et si la durée continue de ces perturbations est supérieure à 3 secondes;

2° Si, leur niveau étant plus élevé que la valeur limite indiquée ci-dessus, les perturbations ont une durée continue inférieure à 3 secondes, mais se reproduisent à intervalles de temps inférieurs à 10 minutes.

ART. 3. — La technique opératoire pour la constatation des troubles et les caractéristiques des appareils de contrôle feront l'objet d'un règlement ultérieur.

ART. 4. — Le directeur du service de la radiodiffusion est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 1934.

André MALLARMÉ.

APPAREILS ELECTRIQUES DEVANT ETRE MUNIS DE
DISPOSITIFS ANTIPARASITES ET^e OBLIGATIONS
AUXQUELLES SONT TENUS LES CONSTRUCTEURS,
EXPLOITANTS, REVENDEURS ET DETENTEURS
D'INSTALLATIONS OU D'APPAREILS ELECTRI-
QUES.

Le Ministre des Postes, télégraphes et téléphones,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1933, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, pour la détermination des obligations auxquelles seront tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques;

Vu l'avis de la commission de protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites d'origine industrielle, instituée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933,

Arrête:

ARTICLE PREMIER. — Ne pourront faire l'objet de dispenses prévues à l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1933, lorsque les perturbations qu'ils produisent dépassent le degré de gravité fixé par l'arrêté du 30 mars 1934, les appareils ci-après, pour lesquels les dispositifs de protection efficaces sont techniquement réalisables.

I. — MOTEURS COMPORTANT UN COLLECTEUR A LAMES
INTERVENANT DANS LA CONSTRUCTION DES APPAREILS SUIVANTS:

A. — *Appareils utilisés par les particuliers, les hôtels
restaurants et le commerce d'alimentation*

Aspirateurs;
Cireuses;
Sèche-cheveux;
Vibro-masseurs;
Moulins à café;
Armoires frigorifiques;
Douches à air chaud;
Pompes d'élévation d'eau;
Ventilateurs d'appartement;
Machines à coudre;
Machines à laver;
Essoreuses;

Calandres à repasser, et notamment à repasser les faux-cols;

Pompes à bière;

Hachoirs;

Machines à couper le pain et la viande;

Machines à laver les moules;

Machines à éplucher les pommes de terre;

Machines à affûter les couteaux;

Machines à laver la vaisselle;

Sorbetières;

Ventilateurs muraux ou de plafond;

Machines à marquer ou à imprimer les caisses et les fûts;

Machines à rincer, à boucher, à capsuler et à remplir les bouteilles;

Machines à monter les crèmes, à faire la mayonnaise;

Machines à broyer les os;

Moteurs commandant les broches;

Matériel de biscuiterie;

Malaxeurs;

Petits pétrins mécaniques,

et tout autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

B. — *Matériel artisanal*

1° Machines pour bonneterie, lingerie et confection:

Machines à broder;

Machines à surjetter;

Machines à festonner;

Machines à plisser;

Machines à couper les étoffes;

Machines à ajourer;

Machines à tirer les fils;

Machines à poser les boutons;

Machines à faire les boutonnières;

Machines à tisser;

Machines à tricoter;

Machines à dévider les écheveaux;

Machines utilisées dans le cylindrage, le moirage, le glavage et le rasage des velours;

2° Machines d'atelier:

Tournevis électriques;

Machines à limer, à cisailer, à affûter les outils;

Scies à ruban;

Tours d'horloger;

Tours de précision;

3° Matériel utilisé dans les salons de coiffeur, sèche-cheveux, tondeuses, vibro-masseur et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

C. — Matériel utilisé dans les garages

Distributeurs d'essence.

Compresseurs ou gonfleurs.

Appareils de réglage des freins.

Appareils à faire les garnitures de freins;

Ponts élévateurs;

Compresseurs pour graissage sous pression;

Pompes de lavage;

Groupe convertisseurs pour charge d'accumulateurs.

Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

D. — Publicité

Automates d'étalage.

Moteurs pour annonces lumineuses.

Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

E. — Moteurs d'ascenseurs

F. — Machines de bureau

Machines à écrire;

Machines à calculer;

Machines à timbrer les lettres;

Machines à copier, duplicateurs;

Machines à ouvrir les enveloppes;

Machines à statistiquer;

Machines à faire les factures;

Machines à adresser;

Machines à écrire les chèques;

Machines à marquer les caisses;

Machines à numérotier;

Machines à dicter le courrier;

Machines à coller les étiquettes;

Machines à encoller et à gommer;

Machines à emballer;

Machines à couper le papier d'emballage;

Transporteurs de courrier.

Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

G. — *Matériel utilisé dans les imprimeries*

Machines à composer;
Machines à distribuer les billets.
Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

H. — *Appareils musicaux*

Phonographes électriques;
Pianos automatiques;
Orgues.
Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

I. — *Appareils cinématographiques et photographiques*

Appareils de projection et de prises de vues;
Machines automatiques à photographier.
Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

J. — *Machines agricoles*

Pompes;
Hache-paille;
Coupe-racines;
Ecrémeuses;
Concasseurs de froment;
Trieuses de pommes de terre;
Tondeuses;
Broyeurs d'os.
Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

K. — *Appareils médicaux*

Appareils de radioscopie et de radiographie;
Appareils de diathermie;
Appareils de traitement par la haute fréquence.
Et tous autres appareils assimilables aux appareils ci-dessus.

L. — *Wattheuremètres à courant continu présentant aux balais une tension supérieure à trois volts.*

II. — APPAREILS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS

Moteurs comportant un collecteur à lames d'une puissance inférieure à 2 kw.

Dynamos d'une puissance inférieure à 2 kw.

Commutatrices d'une puissance inférieure à 2 kw.

III. — DISPOSITIFS A RUPTURE ET ÉTABLISSEMENT DE COURANT
POUR UNE INTENSITÉ INFÉRIEURE A 3 AMPÈRES INTERVE-
NANT DANS LA CONSTRUCTION DES APPAREILS CI-APRÈS :

Signaux et enseignes à lueurs intermittentes.

Redresseurs à lame vibrante.

Vibrateurs.

Sonnettes et signaux acoustiques à usage publicitaire.

IV. — APPAREILS UTILISÉS POUR LES RÉCEPTIONS
RADIOÉLECTRIQUES

Postes récepteurs de T. S. F. susceptibles de produire un rayonnement appréciable et en particulier ceux qui comportent une réaction dans le collecteur d'ondes ou qui ont un couplage haute fréquence avec le secteur d'alimentation.

Commutatrices alimentant des postes récepteurs de T. S. F.

ART. 2. — Sous réserve de l'application des dispositions des articles 5 et 6 du décret du 1^{er} décembre 1933, les exploitants ou détenteurs d'appareils visés à l'article 1^{er} ci-dessus sont tenus, dans le délai maximum de 6 mois, à dater du 1^{er} avril 1934, de pourvoir leurs installations de dispositifs de protection répondant aux prescriptions de l'arrêté du 30 mars 1934. Ce délai pourra être abrogé, sans être inférieur à un mois, à dater de la notification faite aux intéressés, dans les cas où il aura été statué par décision ministérielle spéciale, sur avis conforme de la commission instituée par l'article 9 du décret précité.

ART. 3. — Les constructeurs et revendeurs des appareils visés à l'article 1^{er} seront tenus, à dater du 1^{er} octobre 1934, de pourvoir les appareils destinés à la vente d'une plaque métallique ou d'une marque apparentes portant, suivant le cas, les lettres A. P. (appareils pourvus d'un dispositif de protection) ou N. A. P. (appareils dépourvus d'un dispositif de protection) et d'attirer l'attention des acquéreurs, par la remise d'une fiche explicative, sur les dispositions des articles 5 et 6 du décret du 1^{er} décembre 1933, qui précisent les cas dans lesquels l'usage d'un appareil dépourvu de dispositif antiparasite demeure licite.

A titre transitoire, et pendant trois mois, à dater du 1^{er} juillet 1934, les indications susvisées pourront figurer sur une étiquette attachée à l'appareil. Elles seront confirmées par la délivrance d'une fiche explicative et, s'il y a lieu, par

une mention sur la facture ou le reçu délivré à l'acquéreur.

ART. 4. — A dater du 1^{er} juillet 1934, et sauf dans les cas où les dispositions des articles 5 et 6 du décret du 1^{er} décembre 1933 seraient applicables, les installateurs seront tenus, pour les installations livrées par eux, soit d'utiliser des appareils pourvus, au moment de leur construction, de dispositifs de protection, soit de compléter les appareils qui en seraient dépourvus par l'adjonction de dispositifs de protection efficaces.

ART. 5. — Sont dispensés de l'adjonction d'un dispositif de protection les appareils ci-après, visés à l'article 1^{er}, à condition que leurs propriétaires n'en usent qu'entre 8 h. 30 et 11 h. 30 du matin :

Aspirateurs;
Cireuses;
Sèche-cheveux;
Vibro-masseurs;
Moulins à café,

Et tous appareils assimilables en raison de leurs conditions normales d'utilisation.

ART. 6. — Les mesures à imposer aux appareils et installations autres que ceux visés à l'article 1^{er} du présent arrêté et créant des perturbations dépassant le degré de gravité fixé par l'arrêté du 30 mars 1934 feront éventuellement l'objet, jusqu'à intervention de textes d'une portée générale, de décisions particulières qui interviendront, dans chaque cas d'espèce, après avis de la commission spéciale, instituée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933.

ART. 7. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté donneront lieu à l'application des sanctions prévues par l'article 114 de la loi du 31 mai 1933.

ART. 8. — Le directeur du service de la radiodiffusion est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1934.

André MALLARMÉ.

LISTE D'INSTALLATIONS ET D'APPAREILS ELECTRI-
QUES DISPENSEES DE L'ADJONCTION DE DISPO-
SITIFS DE PROTECTION CONTRE LES TROUBLES
PARASITES.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1933, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 114 de la loi de finances du 31 mai 1933, pour la détermination des obligations auxquelles sont tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques;

Vu l'avis de la commission de protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites d'origine industrielle, créée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1923,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Sont classés, parmi les installations ou appareils électriques visés à l'article 4, paragraphe 1^{er} du décret portant règlement d'administration publique, en date du 1^{er} décembre 1933, comme appareils dont le fonctionnement entraîne des troubles inférieurs au degré de gravité déterminé à l'article 2 de l'arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones, en date du 30 mars 1934, les installations ou appareils énumérés ci-après :

Appareils d'éclairage par lampes à incandescence.

Interrupteurs domestiques.

Appareils ménagers utilisant le chauffage par l'électricité sans dispositif régulateur de température.

Sonneries polarisées.

Moteurs à champ tournant sans contact glissant.

ART. 2. — Le directeur du service de la radiodiffusion est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1934.

André MALLARMÉ.

REGLEMENT FIXANT LES CARACTERISTIQUES DES APPAREILS DE CONTROLE DES TROUBLES PARASITES ET LA METHODE OPERATOIRE POUR LEUR CONSTATATION.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'arrêté du 30 mars 1934, déterminant le degré de gravité que ne doivent pas excéder les troubles apportés aux réceptions radioélectriques par le fonctionnement d'appareils ou installations électriques, et notamment l'article 3 ainsi conçu :

« La technique opératoire pour la constatation des troubles et les caractéristiques des appareils de contrôle feront l'objet d'un règlement ultérieur » ;

Sur la proposition de la commission de protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites d'origine industrielle, instituée par l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1933,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La technique opératoire pour la constatation des troubles parasites et les caractéristiques des appareils sont définies comme suit :

TITRE I^{er}

CARACTÉRISTIQUES DES APPAREILS DE CONTROLE

Les récepteurs utilisés pour la mesure du degré de gravité des perturbations devront avoir des caractéristiques pratiquement semblables à celles d'un récepteur étalon, lesquelles sont définies ci-après :

1° Le collecteur d'ondes est un dipôle vertical, constitué par deux tubes de cuivre de 1 mètre de long et de 15 millimètres de diamètre extérieur ;

2° La sélection haute fréquence (ou éventuellement haute et moyenne fréquence) est la suivante :

ÉCARTS de fréquence en kilocycles par seconde	AFFAIBLISSEMENT	
	en décibels	en népers
5	25	2,9
10	45	5,2
20	55	6,3
30	75	8,6

Les tolérances admises sont les suivantes :

Pour un écart de fréquence de 5 kilocycles, plus ou moins 10 décibels ou plus ou moins 1,1 néper.

Pour un écart de fréquence de 10 kilocycles et plus, plus ou moins 15 décibels ou plus ou moins 1,7 néper ;

3° Le détecteur, et éventuellement les organes de changement de fréquence, fonctionnent dans une région sensiblement linéaire de leur caractéristique, aussi bien pour la réception du signal de comparaison défini à l'article 2, paragraphe 1^{er}, de l'arrêté du 30 mars 1934, que pour un signal dont le niveau serait inférieur de 3 népers à celui dudit signal de comparaison ;

4° L'amplification à basse fréquence est suffisante pour actionner, soit un haut-parleur de contrôle, soit un appareil de mesure ;

5° La fidélité de la partie basse fréquence jusqu'à l'appareil de mesure satisfait aux conditions ci-après :

AFFAIBLISSEMENT			
FRÉQUENCES en valeur	relative	en décibels	en népers
25	0,002	—54	—6,21
50	0,005	—46	—5,29
100	0,025	—32	—3,68
200	0,126	—18	—2,07
400	0,501	— 6	—0,69
800	0,891	— 1	—0,12
1.600	1,12	+ 1	+0,12
3.200	1,26	+ 2	+0,23

Les tolérances admises sont les suivantes :

De 25 à 200 périodes par seconde, plus ou moins 6 décibels ou plus ou moins 0,7 népers.

Au-dessus de 200 périodes par seconde, plus ou moins 3 décibels ou plus ou moins 0,35 népers.

Ces conditions peuvent être réalisées notamment par l'interposition d'un réseau filtrant entre le dernier étage à basse fréquence et l'appareil de mesure ;

6° Le récepteur comporte un appareil de mesure indiquant la tension efficace et ayant une constante de temps de 200 millisecondes ;

7° Au récepteur est adjointe une courbe d'étalonnage indiquant pour les diverses fréquences comprises entre 160 et 1.500 kilocycles par seconde, et pour une position fixe et choisie une fois pour toutes de l'organe de réglage de la

sensibilité la division correspondant, sur l'appareil de mesure, à la réception d'un signal dont le niveau est inférieur de 3 népers à celui du signal de comparaison défini à l'article 2 de l'arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones en date du 30 mars 1934.

Si le récepteur n'est pas alimenté par des batteries d'accumulateurs particulières, des filtres devront être installés de façon à écarter pratiquement les parasites provenant de la source d'alimentation.

TITRE II

MÉTHODE OPÉRATOIRE

1° La mesure sera effectuée, dans la pièce indiquée par le plaignant, à l'emplacement où le trouble perçu est aussi réduit que possible, mais sans s'écarter d'un rayon maximum de 5 mètres à partir du point désigné par ledit plaignant;

2° Le récepteur sera réglé sur une onde voisine de celle indiquée par le plaignant comme étant affectée du maximum de troubles ou, si les perturbations affectent toute la gamme des fréquences comprises entre 160 et 1.500 kilocycles par seconde (de 1.875 à 200 mètres), sur quatre ondes choisies dans cette gamme.

Au moyen du haut-parleur de contrôle, il sera vérifié qu'aucune émission n'existe sur le réglage du récepteur;

3° La déviation de l'appareil de mesure produite par les perturbations, pour la sensibilité du récepteur correspondant au réglage défini au paragraphe 7 du titre précédent, sera comparée à celle qu'indique la courbe d'étalonnage visée au même paragraphe pour la fréquence à laquelle est effectuée la mesure. Si cette limite est atteinte ou dépassée, l'opérateur notera le temps pendant lequel ce fait se produit ainsi que, le cas échéant, l'intervalle de temps moyen qui sépare deux manifestations consécutives du trouble.

ART. 2. — Le directeur du service de la radiodiffusion est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 avril 1934.

André MALLARMÉ.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- ABRAHAM (Mlle Germaine). — *La Radiodiffusion et la loi*.
- ADAM (Michel). — *Comment supprimer les parasites et les brouillages en T.S.F.*
- BOLLECKER. — *Etude de quelques problèmes de droit privé en matière de radiodiffusion* (1934).
- CAZALS. — *Le régime juridique de la Radiodiffusion* (1933).
- COURCELLE (L.). — *Traité administratif de droit public*.
- DUCAUD (René). — *Le régime juridique de la Radiodiffusion* (1929).
- *Mélanges, Maurice Hauriou*, éd. 1929.
(1929). *Mélanges, Maurice Hauriou*, éd. 1929.
- JALAGUIER (Marcel). — *La situation juridique de l'auditeur radiophonique en l'absence du statut de la radiodiffusion* (1934).
- LAFFON-MONTELS (Marcel). — *Le droit de la Radiodiffusion* (1928).
- LAURAIN (Louis). — *L'Etat français et la radiodiffusion* (1930).
- LECOCQ (A.). — *La Radiophonie et le Droit* (1934).
- LESTRADE. — *Les droits des auditeurs de radiophonie vis-à-vis des perturbateurs* (1934).
- LEUSSE (Robert). — *L'auteur et la Radiodiffusion* (1934).
- LINDERN (Paul VAN). — *Quelques aspects économiques et politiques de la radiodiffusion* (1934).
- MATHIOT. — *Accidents causés par les travaux publics*.
- RICARD. — *Droit et Jurisprudence des P.T.T.*
- SAUDEMONT. — *Etude de quelques droits de l'Etat et des particuliers dans le domaine de la radiophonie* (1927).

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Abréviations

<i>Revue Générale de l'Electricité</i>	R. G. E.
<i>Annales des Chemins de fer et Tramways.</i>	
<i>Bulletin des Transports.</i>	
<i>Semaine juridique.</i>	
<i>Radio-Magazine.</i>	
<i>Revue juridique internationale de Radioélec- tricité.</i>	R. J. I. R.
<i>Bulletin mensuel de l'Union internationale de Radioélectricité.</i>	

RECUEILS DE JURISPRUDENCE

<i>Gazette du Palais</i>	Gaz. Pal.
<i>Gazette des Tribunaux</i>	Gaz. Trib.
<i>Dalloz pratique de jurisprudence</i>	D.
<i>Dalloz hebdomadaire</i>	D. H.
<i>Sirey</i>	S.
<i>Lebon</i> (recueil d'arrêts du Conseil d'Etat).	
<i>Bulletin criminel de cassation</i>	B. criminel

TEXTES DE LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS

Décret-loi du 27 décembre 1851. Duvergier, 1851, p. 541.	
Loi du 5 avril 1884, art. 91, 94, 97. Duvergier, 1884, p. 99.	
Art. 85 loi de finances du 30 juin 1923. <i>J. O.</i> 1 ^{er} juillet 1923.	
Décret-loi du 28 décembre 1926, art. 4. <i>J. O.</i> 1926, p. 13796.	
Art. 63, loi du 19 mars 1928. <i>J. O.</i> 20 mars 1928, p. 3028.	
Loi de finances du 31 mai 1933, art. 114. <i>J. O.</i> 1 ^{er} avril 1933.	
Décret du 1 ^{er} décembre 1933. <i>J. O.</i> 5 décembre 1933.	
Arrêté du 30 mars 1934. <i>J. O.</i> 1934, p. 3323.	
— — 31 mars 1934. <i>J. O.</i> 1934, p. 3323.	
— — 31 mars 1934. <i>J. O.</i> 1934, p. 3324.	
— — 20 avril 1934. <i>J. O.</i> 1934, p. 3997.	

TRAVAUX

Travaux de la Commission spéciale temporaire des perturbations réciproques des installations d'électricité industrielles et domestiques, et des installations radioélectriques.

Travaux de la Commission de protection de la Radiodiffusion contre les troubles parasites d'origine industrielle.

M. R. GIBRAT. — *Nouvelles études sur l'Electrolyse des canalisations souterraines.*

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Rapport SCLAFFER, présenté à la Commission des P. T. T., le 10 juillet 1932. Documents parlementaires, session ordinaire, n° 533, Ch. IX, titre 9, 1932, p. 1094.

Proposition de loi Raoul AUBAUD et Jammy SCHMIDT, *R. J. I. R.*, 1931, p. 156.

22 nov. 1932. Proposition de loi de Roger SOLENGRO. Documents parlem., n° 158, p. 148.

6 décembre 1932. Proposition de loi James SCLAFFER. Documents parlem., n° 986, p. 286.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

a) Liberté d'utilisation de l'éther	2
b) Position technique et économique du problème des perturbations	8
c) Les intérêts en présence	19
d) Problèmes analogues	23

Première Partie.

HISTORIQUE DE LA LUTTE CONTRE LES « PARASITES »

Chapitre Premier.

Action des grands groupements professionnels	33
--	----

Chapitre II

Action administrative	43
-----------------------------	----

Deuxième Partie.

SITUATION JURIDIQUE ANTERIEURE A LA REGLEMENTATION

Chapitre Premier.

Discussion des principes appliqués.

a) Base extracontractuelle. — Application des principes généraux du Code civil	55
b) Base contractuelle de la lutte contre les « parasites »	77

Chapitre II.

Textes spéciaux à la radiodiffusion réprimant les troubles apportés aux réceptions et antérieurs à la réglementation actuelle	83
---	----

Troisième Partie.

REGLEMENTATION LEGALE.

Etude et commentaire des textes	91
Commission des perturbations	95
Classification des appareils	97
Obligations des constructeurs et revendeurs.....	105
Obligations des installateurs	106
Obligation des exploitants ou détenteurs.....	107
Possibilité d'obtenir des dispenses de protection.....	115
Possibilité de dommages-intérêts même au cas de dispense.	121
Compétence en matière de recours contre les perturbateurs dispensés de protection	124
De la rétroactivité du décret du 1 ^{er} décembre 1933	134

Chapitre II

Recherche des contraventions.

Perturbations jugées répréhensibles	137
Marque de qualité apposée sur les dispositifs antiparasites....	143
Agents chargés de dresser les procès-verbaux de contravention.	146
Pouvoirs des agents des Postes et Télégraphes	151
Caractéristiques des appareils de contrôle	157

Chapitre III

Procédure des poursuites.

Sanctions et règles de compétence	161
Nécessité d'un plaignant	163
Rôle joué par la bonne foi	166
Nombre d'amendes devant être prononcées	171
Possibilité pour les groupements d'être plaignants.....	172
Rôle des radio-clubs dans la lutte contre les perturbations radioélectriques	175
A qui doit être adressée la plainte.....	177
Frais de poursuites	184
Faculté actuelle de recours aux Tribunaux civils.....	186
Conclusion	189
Annexe (Textes)	193
Bibliographie	213

Imprimerie GEORGES SUBERVIE — RODEZ
